

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

**L'ACTION COLLECTIVE EN ARGENTINE
RÉPERTOIRES, HÉRITAGES ET TRADITIONS POLITIQUES
LES PIQUETEROS**

**MÉMOIRE
PRÉSENTÉ COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN SCIENCES POLITIQUES**

**PAR
ALEXANDRA GUITÉ
OCTOBRE 2006**

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

MES REMERCIEMENTS

J'aimerais témoigner ma gratitude à tous ceux et celles qui m'ont accompagnée dans mon long processus d'intégration et de compréhension de la réalité argentine. Je pense à mes très chers amis et voisins : Maria Eva, Laura, Ariel, Paula et Juan Pablo qui ont su alimenter mes réflexions, m'appuyer et m'encourager dans ce périple parfois difficile, souvent magique.

Je souhaite aussi souligner la patience et le soutien que m'a témoigné mon directeur André Corten.

L'encouragement et les relectures de ma mère Elyse Boivin ainsi que ceux de mes amis : Emmanuel, Josée, Frédie, Lilliane, Julie et Jean-Louis m'ont été d'une aide précieuse. Ils ont apporté à ce mémoire des ingrédients essentiels, tels des rires, des idées et de l'énergie. Merci aussi à Frances Moyle pour ses relectures.

Finalement, je remercie l'ouverture et la générosité que m'ont témoigné les membres de Barrios de Pie, plus particulièrement les habitants de *Ingeniero Budge*, et, entre autres, Claudio Morell et Petrona.

Je tiens à dédier ce mémoire à tous ceux et celles qui luttent pour construire des relations humaines, sociales et politiques plus solidaires et plus généreuses. Je désire aussi rendre hommage à l'énergie, la passion et la fougue dans la résistance dont j'ai été témoin en Argentine pendant ces années tumultueuses. Elles sont une grande source d'inspiration.

DÉDICACE

Los viejos amores que no están,
la ilusión de los que perdieron,
todas las promesas que se van,
y los que en cualquier guerra se cayeron.
Todo está guardado en la memoria,
sueño de la vida y de la historia.

El engaño y la complicidad
de los genocidas que están sueltos,
el indulto y el punto final
a las bestias de aquel infierno.
Todo está guardado en la memoria,
sueño de la vida y de la historia.

La memoria despierta para herir
a los pueblos dormidos que no la dejan vivir
libre como el viento.

Los desaparecidos que se buscan
con el color de sus nacimientos,
el hambre y la abundancia que se juntan,
el mal trato con su mal recuerdo.
Todo está clavado en la memoria,
espina de la vida y de la historia.

Dos mil comerían por un año
con lo que cuesta un minuto militar
Cuántos dejarían de ser esclavos
por el precio de una bomba al mar.

Todo está clavado en la memoria,
espina de la vida y de la historia.

La memoria pincha hasta sangrar,
a los pueblos que la amarran
y no la dejan andar
libre como el viento.

[...]

Todo está escondido en la memoria,
refugio de la vida y de la historia.

«La memoria» de León Gieco

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	viii
LISTE DES TABLEAUX	ix
LISTE DES ABÉVIATIONS.....	x
RÉSUMÉ.....	xii
INTRODUCTION.....	1
CHAPITRE I	
LES GRANDES LIGNES DE L'HISTOIRE ARGENTINE.....	13
1.1 CARACTÉRISTIQUES DE L'ARGENTINE.....	13
1.1.1 Les origines et les limites structurelles.....	14
1.1.2 La genèse du conflit social : anarchistes et socialistes.....	16
1.2 LE PÉRONISME.....	18
1.3 LA FIÈVRE RÉVOLUTIONNAIRE DES ANNÉES 1960 ET 1970	23
1.4 LA DICTATURE MILITAIRE DE 1976-1983.....	28
1.5 LE RETOUR DE LA DÉMOCRATIE	29
1.6 LE MÉNÉMISME (1989-1999).....	31
1.6.1 Les réformes structurelles: un renversement de paradigme.....	31
1.6.2 Les germes de la catastrophe sociale et économique.....	34
1.6.3 Menem l'a fait	36
1.7 LA CRISE TOTALE : LE GOUVERNEMENT DE DE LA RÚA (1999-2001).....	39
1.8 LES LENDEMAINS DE L'EXPLOSION	42
1.9 LE NOUVEAU CONTEXTE POLITIQUE INAUGURÉ PAR L'ADMINISTRATION KIRCHNER	44
CHAPITRE II	
LA SINGULARITÉ DES MOUVEMENTS DE CHÔMEURS ARGENTINS.....	49
2.1 CADRE SOCIO-HISTORIQUE.....	49
2.2 NOUVEAU CONTEXTE ÉCONOMIQUE MONDIAL	50
2.3 UNE CHIRURGIE SANS ANESTHÉSIE.....	50
2.3.1 Des gagnants et des perdants	51
2.4 LES IMPACTS DU CHÔMAGE.....	54
2.5 CROISSANCE DU CONFLIT SOCIAL.....	54

2.6	LA THÉORISATION DE L'ACTION COLLECTIVE.....	55
2.6.1	Les vecteurs politiques des chômeurs.....	56
2.6.2	La crise institutionnelle comme déclencheur du conflit ?.....	57
2.6.3	Changement des opportunités	59
2.6.5	Le répertoire d'action collective	61
2.6.6	Les ressources organisationnelles et culturelles de l'action collective	62
2.6.7	Les Piqueteros: un mouvement social d'articulation de la citoyenneté	65
2.7	L'HÉRITAGE POLITIQUE ARGENTIN.....	66
2.8	TRANSFORMATION DE LA PERCEPTION DU CHÔMAGE.....	66
2.9	LA PARTICIPATION DES FEMMES.....	67
2.10	UN NOUVEAU PANORAMA.....	71
2.11	CONCLUSION	72
CHAPITRE III		
	LES MOUVEMENTS DES SANS-EMPLOI.....	73
3.1	ÉMERGENCE D'UN MOUVEMENT SOCIAL.....	73
3.2	LE CONFLIT SOCIAL.....	74
3.3	DE NOUVELLES MODALITÉS DE LUTTE	76
3.3.1	Les explosions sociales (estallidos) dans les provinces.....	77
3.4	L'ÉMERGENCE DES PIQUETEROS	80
3.4.1	Interrelations d'intérêts de réseaux, d'opportunités et d'identités.....	80
3.5	DE CHÔMEURS À PIQUETEROS	82
3.5.1	Le théâtre du conflit : la route.....	82
3.5.2	Les instances de décision : les assemblées.....	83
3.6	ACCÉLÉRATION DU CYCLE DE PROTESTATION	84
3.7	AFFILIATIONS SYNDICALES.....	84
3.8	UN MOUVEMENT HÉTÉROGÈNE.....	86
3.9	LA GESTION DIRECTE DES PROGRAMMES SOCIAUX PAR LES PIQUETEROS	88
3.10	CROISSANCE DU CONFLIT	91
3.11	LA TENTATIVE D'ALLIANCE ENTRE LA CLASSE MOYENNE ET LES PIQUETEROS.....	92
3.12	LES DÉFIS DES PIQUETEROS	93
3.12.1	L'autonomisme	94
3.12.2	Héritage de lutte.....	95
3.12.3	Les divisions du mouvement Piquetero.....	96

3.13	LE CONFLIT SOCIAL À L'ÈRE DE KICHNER.....	98
3.14	CONCLUSIONS	100
CHAPITRE IV		
	LE MOUVEMENT DES SANS-EMPLOI BARRIOS DE PIE.....	102
4.1	LA MÉTHODOLOGIE UTILISÉE	102
4.2	AFFILIATION POLITIQUE : PATRIA LIBRE	104
4.2.1	La création de Patria Libre.....	105
4.2.2	SURVOL DE L'IDÉOLOGIE DU PRT-ERP	105
4.2.3	L'IDÉOLOGIE NATIONALISTE DE PATRIA LIBRE	107
4.2.4	L'influence péroniste.....	108
4.3	L'OFFENSIVE NÉOLIBÉRALE DES ANNÉES 1990.....	109
4.4	LA GENÈSE DE BARRIOS DE PIE	113
4.4.1	La construction de Barrios de Pie	113
4.5	LA CULTURE ORGANISATIONNELLE.....	114
4.5.1	Mouvement Piquetero et parti politique: une relation controversée.....	115
	La relation aux programmes sociaux	116
4.6	LES ACTIVITÉS.....	117
4.7	L'ORIENTATION DU MOUVEMENT.....	120
4.8	DES OPINIONS PARTAGÉES.....	121
4.9	LA PARTICIPATION DES FEMMES.....	122
4.10	LA CONVERGENCE VERS LE GOUVERNEMENT KIRCHNER.....	124
4.10.1	Du Piquete au Gouvernement	124
4.11	CONCLUSION.....	128
	CONCLUSION	130
	BIBLIOGRAPHIE.....	142

LISTE DES FIGURES

Figure	Page
4.1 Carte de l'Argentine	139
4.2 Évolution de la pauvreté et du chômage (1998-2003).....	140
4.3 Relations entre le conflit syndical et le conflit non –syndical (1991-2001).....	141

LISTE DES TABLEAUX

Figure	Page
4.1 Profil des interviewés.....	104

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

CCC	Clasista y Combativa
CGT	Centrale Générale du Travail
CTA	Central de Trabajadores Argentinos
FLACSO	Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales
FRENAPO	Frente nacional contra la pobreza
FREPASO	Frente por un país solidario
FTV	Federación por la Tierra, la Vivienda y el Hábitat
INDEC	Instituto Nacional de Estadísticas y Censos
MIJD	Movimiento Independiente de Jubilados y Pensionados
MST	Mouvement des sans-terre
MTD	Movimientos de Trabajadores Desocupados
MTL	Movimiento Territorial de Liberación
MTR	Movimiento Teresa Rodríguez
PCR	Partido Comunista Revolucionario
PJ	Partido Justicialista
PO	Polo Obrero
PO	Partido Obrero

PRT	Partido Revolucionario de los Trabajadores
PT	Partido dos Trabalhadores (Brasil)
SRA	Sociedad Rural Argentina
UBA	Universidad Nacional de Buenos Aires
UCR	Union Civique Radicale
YPF	Yacimientos Petroliferos Fiscales

RÉSUMÉ

Ce mémoire analyse les formes d'organisation d'un nouvel acteur collectif argentin : le chômeur mobilisé appelé *Piquetero*. Dans un contexte marqué par la désintégration sociale, la pauvreté et la destruction du monde du travail, des milliers d'Argentins ont sombré dans la pauvreté. Pourtant, contre toute attente dans un tel contexte, ceux qu'on croyait condamnés et oubliés se mobilisent et luttent pour leurs droits. Notre recherche cherche à tracer les pourtours de ce combat et, contrairement aux thèses en vogue, soutient que les mobilisations des chômeurs ne sont pas spontanées ni le résultat de la crise économique, mais qu'elles doivent plutôt être comprises à la lumière de l'histoire et de la culture politique argentine.

Dans le présent texte, nous plongeons au cœur de la tumultueuse histoire argentine pour en sonder la culture politique. Nous nous outillons d'un cadre d'analyse qui suppose que des mouvements de chômeurs revendicatifs surgiront plus facilement là où il existe une culture organisationnelle et une valorisation de l'action collective. Nous soutenons que les mouvements de chômeurs argentins ne se sont pas créés spontanément de toutes pièces mais s'inscrivent dans une logique, une pratique et une histoire qui comprennent les luttes des mouvements ouvriers, la guérilla des années 1970, le combat incessant des Mères de la Place de Mai et même la liturgie péroniste.

Nous nous appuyons sur une recherche de terrain réalisé pendant trois ans auprès du mouvement *Piquetero Barrios de Pie*. Tout en examinant la pratique sociale qu'inaugurent les chômeurs, nous analysons aussi les impacts que cet engagement social a sur les femmes, participantes majoritaires des mouvements *Piqueteros*. De plus, nous scrutons les liens qui unissent plusieurs mouvements de chômeurs à des partis politiques et nous analysons le projet nationaliste et anti-impérialiste que *Barrios de Pie* cherche à instaurer, dans le nouveau contexte politique inauguré par Néstor Kirchner depuis 2003. Nous en arrivons à la conclusion que même si les mouvements populaires argentins n'ont pas réussi à se projeter dans un projet politique unifié à l'extérieur du péronisme, ils ont contribué à l'émergence d'un nouvel acteur collectif et à la valorisation du combat des citoyens pour leurs droits.

Mots clés : Argentine, mouvement Piquetero, conflit social, femmes, parti politique, chômage, mobilisation, répertoire d'action collective, péronisme, mouvement social.

INTRODUCTION

Le présent mémoire de maîtrise a pour objet d'analyser le mouvement de chômeurs argentins, l'originalité de ces mobilisations des exclus¹, mais aussi la continuité qu'elles manifestent avec la longue tradition de conflit politique en Argentine. Les mouvements de sans-emploi apparaissent sur la scène publique dès la moitié des années 1990. À travers des actions de contestation comme les blocages de route, des chômeurs s'organisent pour dénoncer l'exclusion sociale croissante. Ils manifestent d'abord leur opposition aux mesures économiques qui les ont expulsés du monde du travail, puis ils mettent sur pied des mouvements de chômeurs qui tentent de reconstruire le tissu social dans les villes de misère ravagées par le retrait de l'État et l'effondrement économique.

En décembre 2001, l'Argentine sombre dans une profonde crise économique, politique et sociale qui vient aggraver une difficile récession, une grande instabilité politique et une désintégration inouïe du tissu social. À la suite d'une série de mesures désespérées comme le gel des comptes bancaires et la déclaration de la loi martiale, le président Fernando De la Rúa est forcé d'abdiquer. Dans un contexte rappelant une insurrection populaire, la classe moyenne s'arme de casseroles pour manifester sa colère, les plus pauvres pillent les supermarchés, les mouvements populaires lancent un appel à la révolution et l'opposition péroniste encourage la chute du régime. Une trentaine de manifestants sont tués par les forces de l'ordre pendant cette rébellion populaire. Le chant «*que se vayan todos, que no queda uno solo!*»², répété comme un hymne lors de milliers de mobilisations populaires, synthétise le sentiment de la population envers la classe dirigeante: le rejet et le dégoût absolu.

¹ Pour ne pas alourdir le texte, nous écrivons 'chômeurs ou sans-emploi pour désigner également, sauf indication spécifique, les précaires et les exclus.

² Qu'ils s'en aillent tous, qu'il n'en reste pas un!

Dans ce contexte bouleversé, les mouvements de chômeurs, aussi appelés *Piqueteros* à cause des piquets qu'ils érigent pour bloquer la circulation sur les routes, apparaissent comme une figure incontournable du conflit social. Ils sont parmi les participants les plus actifs dans la série de mobilisations et de projets politiques alternatifs qui commencent bien avant la révolte médiatisée de 2001. Dans un pays secoué par la pauvreté, par des crises économiques successives et par de longues années de régimes militaires sanguinaires, des propositions abondent et ce sont, entre autres, des chômeurs qui les élaborent. Qui sont ces gens? Quelles sont leurs formes d'organisation? Quels sont leurs buts? Pour comprendre la genèse de ces mouvements inusités et cette résistance des secteurs les plus marginalisés de la population, il faut sonder l'histoire argentine.

Dans ce mémoire, nous souhaitons démontrer que le cas argentin représente un cas atypique d'organisation collective des exclus. L'effet de stigmatisation du chômage consolide souvent l'impression qu'il s'agit d'un échec individuel: une situation honteuse et transitoire³. Le cas des *Piqueteros* contredit l'analyse soutenue par de nombreux théoriciens dont Lazarsfeld, Jahoda et Zeisel, Piven et Cloward. La littérature sociologique se penche surtout sur les obstacles qui entourent de telles mobilisations, comme l'incapacité des chômeurs à se constituer en véritable acteur collectif ou le manque de pérennité de leurs organisations. La mobilisation des sans-emplois et de tous ceux qui vivent une grande précarité est considérée comme hautement improbable. Le repli sur soi, l'enfermement dans des logiques de survie et l'atomisation qui marquent généralement les chômeurs rendent incertaine l'émergence de revendications organisées⁴. La question de l'action collective de cette population, à supposer qu'elle soit envisagée, est alors renvoyée à des mouvements violents, sporadiques et incontrôlés qui ont, par exemple, la caractéristique de mouvements d'émeutes⁵. Pourtant, contre toute attente, un nouvel acteur social se forme dans la débâcle: les *Piqueteros*.

³ Totí Flores, *De la Culpa a la autogestión. Un recorrido del Movimiento de Trabajadores Desocupados de La Matanza*, Buenos Aires, Editora MTD, 2002.

⁴ Paul Bagguley. *From protest to acquiescence?: political movements of the unemployed*, Basingstoke, Angleterre, Macmillan Education, 1991, p.50-56.

⁵ Didier Chabanet, «Quand les 'sans' se mobilisent: les marches européennes contre le chômage, la précarité et les expulsions», *European University Institute*, n° 2000/48, p.4.

On s'aperçoit à quel point le cas argentin de mobilisation des chômeurs est original puisqu'il s'agit bien de mouvements qui s'organisent une fois que les travailleurs ont été dépourvus de leurs droits syndicaux, ont perdu la structure rassurante du monde du travail et ont été réduits au chômage dans un contexte de démantèlement de l'État. Après avoir épuisé toutes les ressources disponibles et multiplié leurs demandes à l'État, ils visent la réorganisation sociale et mettent de l'avant des réponses politiques créatives. À partir de 1993, il y a une augmentation vertigineuse du nombre d'actions collectives non-traditionnelles en Argentine. On assiste à une réduction de la protestation syndicale et à l'augmentation de nouvelles formes de protestation comme les explosions sociales et les barrages routiers qui sont souvent organisés par des chômeurs⁶. Ceux-ci doivent se reconstruire une identité à l'extérieur de la logique même qui les a convertis en exclus.

Le processus de configuration identitaire et la création des multiples organisations de travailleurs sans emploi *Piqueteros*⁷ se développent dans toute l'Argentine à partir de 1996 et 1997 durant de grands blocages de routes et de révoltes (*puebladas*) dans les provinces de Salta et de Neuquén lorsque des milliers d'ouvriers sont mis à pied lors des privatisations des compagnies pétrolières d'État. Des villes naguère bourdonnantes d'activités se transforment en villes fantômes. Les instances gouvernementales tentent de calmer la population subitement au chômage avec des programmes de compensation financière. La réponse de ces nouveaux exclus ne se fait pas attendre et elle modifie le scénario politique argentin. En se masquant le visage, brûlant des pneus, installant des campements publics et obstruant les routes, les *Piqueteros* exemplifient radicalement la nouvelle pauvreté et refusent de la naturaliser. Ces mobilisations représentent l'apparition des chômeurs sur la scène publique et contribuent à relever l'estime de soi des millions d'Argentins sans emploi⁸. Car, bien qu'ils ne réussissent pas à empêcher l'application de ces politiques favorables au capital financier, les mouvements sociaux de résistance réussissent à en freiner la rapidité et l'intensité⁹.

⁶ Ricardo Spaltemberg, *Conflictos laborales en la Argentina: 1984-1994*, Buenos Aires, Instituto de investigaciones Gino Germani, 1996.

⁷ Cette appellation, grandement utilisée, définit le *Piquetero* comme un travailleur qui a perdu son emploi (à cause de facteurs macro-économiques). Cette nouvelle dénomination cherche à renverser les connotations négatives et passives associées à la condition de chômeur.

⁸ Raúl Zibechi, «Dix ans de mouvement *Piquetero*: le changement social en marche», *Risal*, 9 sept. 2005.

⁹ Nicolás Iñigo Carrera et María Celia Cotarelo, «La protesta social en los '90. Aproximación a una periodización», *PIMSA*, Documentos n°27, 2000.

Géographiquement, le conflit social s'étend ensuite de l'intérieur du pays à tout le territoire national jusqu'au territoire périphérique de la ville de Buenos Aires.

Pour comprendre non seulement comment mais aussi pourquoi les mouvements de chômeurs sont nés, nous avons choisi de situer notre analyse dans un cadre interprétatif qui tient compte que la conflictualité sociale s'inscrit en continuité avec une longue tradition des luttes populaires en Argentine. Les conflits sociaux et leurs formes d'organisation ne sont pas des faits isolés et fragmentés mais bien le résultat d'une accumulation concrète d'expérience de lutte et d'organisation. En effet, nous argumentons que l'émergence du mouvement *Piquetero* s'explique, en partie, par l'existence d'une tradition d'organisation associée aux mouvements ouvriers, au péronisme¹⁰, à la lutte des Mères de la Place de Mai, à l'existence d'une gauche révolutionnaire voire au vigoureux mouvement syndicaliste anarchiste du début du siècle. Pour cerner ce mouvement de chômeurs et ses formes de lutte, il faut plonger dans le répertoire d'action collective nationale. Nous appuyant sur les thèses de Charles Tilly sur l'histoire de la contestation, nous pouvons mieux comprendre l'ensemble des tactiques qu'utilisent les gens pour se réunir et agir au nom d'intérêts partagés. Ce schéma nous invite à examiner des modèles de contestation collective ainsi que leur régularité à travers le temps.

La crise argentine a de quoi frapper les esprits. Le refus du gouvernement De la Rúa d'honorer, en 2001, auprès de ses créanciers la dette publique de 155 milliards, constitue la plus importante cessation de paiement de l'histoire. Cette décision, accompagnée d'une dévaluation du peso et d'un gel des comptes bancaires des particuliers, enfonce le pays plus profondément dans la crise, avec une chute de 14% de son PNB en 2002 et un taux de chômage calculé à 21,5%. C'est le taux de chômage le plus élevé de l'histoire argentine. Le chômage, dans le seul secteur de la construction, atteint les 52%. En août 2002, on compte 18,5 millions de pauvres¹¹ sur une population de 37 millions¹². L'Argentine connaît une crise

¹⁰ Le péronisme est une culture et un mouvement politique initié par le général Domingo Perón, président de l'Argentine à deux reprises, entre 1946 et 1955 et en 1973-1974. À ses origines, le modèle péroniste se caractérise par le protectionnisme économique, la défense des droits du monde ouvrier et la négation des prétentions des élites. Pour une étude plus approfondie, voir Daniel James, 1988, p.263.

¹¹ On définit les pauvres et les indigents de la manière suivante: les pauvres sont ceux dont le revenu monétaire n'atteint pas un minimum requis pour se nourrir (calculé selon le minimum de calories nécessaires pour se reproduire et converti en aliments de base), se loger, se vêtir et se transporter; les indigents, ou encore les extrêmement pauvres, ont un revenu monétaire inférieur à ce qui est nécessaire pour se nourrir.

économique des plus graves sans avoir souffert ni d'une guerre ni d'une hécatombe naturelle. Ceux qui, hier encore, avaient un emploi, un logis, n'ont plus aujourd'hui que leur ingéniosité pour survivre. Après des décennies d'ajustements, de dévaluations, de multiples coups d'États et de pauvreté croissante, la population perd toute confiance dans le système institutionnel, financier et politique. Les piliers de la société s'effondrent et l'identité même de ce peuple, orgueilleux de ses richesses, de ses traditions européennes et de ses nombreux acquis sociaux, est en mutation. Malgré tout, on assiste à une politisation de la société et à l'éclosion d'une myriade de mouvements citoyens, comme des assemblées dans les quartiers, des blocages de routes, des usines récupérées par leurs ouvriers, des coopératives, des réseaux de troc, bref des stratégies solidaires et alternatives dont les *Piqueteros* deviennent les acteurs les plus durables. L'ampleur et la durée du mouvement *Piquetero* en fait foi; on calcule qu'ils sont 180,000 en 2003.

Grâce à leurs organisations aux souches bien hétérogènes, les chômeurs vont jusqu'à tenter de s'unir au niveau national sous l'égide du Congrès National *Piquetero* en 2001. Les chômeurs cherchent à se constituer en acteurs politiques légitimes dotés d'un pouvoir de négociation et d'organisation. Ils interpellent l'État ainsi que les structures organisationnelles traditionnelles et réussissent à imposer la thématique du chômage comme un problème structurel d'envergure. Les partis politiques de gauche développent même des alliances avec les chômeurs et certains, en créant leurs propres mouvements de chômeurs, y puisent leur légitimité politique. Des partis comme le *Partido Comunista Revolucionario* et le *Partido Obrero* ont tous leurs propres mouvements *Piqueteros*. Contrairement à une vision romantique qui examine principalement les expériences des mouvements chômeurs aux tendances les plus autonomes¹³, la plupart des mouvements sont en grande majorité aujourd'hui liés à des partis et des syndicats. D'ailleurs, il existe aussi un courant syndical qui considère le mouvement *Piquetero* comme une «antenne» du syndicalisme. Ce sont les mouvements de chômeurs les plus importants en nombre; ils sont structurés au niveau national et provincial et utilisent, comme les syndicats, le terme d'«affilié».

¹² Miguel Bonasso, *El palacio y la calle*, Buenos Aires: Planeta, 2002, p.320.

¹³ Les articles de Maria Trigona publiés dans le journal ZNET sont représentatifs de cette approche. Aussi voir les articles de Raúl Zibechi et *Hipótesis 891. Más allá de los piquetes* Colectivo Situaciones et MTD de Solano. Buenos Aires: De Mano en Mano, 2002.

En explorant l'abondante littérature écrite sur le mouvement *Piquetero*, nous avons réalisé qu'il existe un certain consensus à les identifier comme un nouveau mouvement social¹⁴ en rupture avec des formes traditionnelles d'organisation. Ces lectures nous ont peu aidé à comprendre les *Piqueteros*; elles servent plutôt à éclairer ce qu'on souhaiterait qu'ils représentent, c'est-à-dire un nouvel espace de citoyenneté original. L'accent dans la littérature est placé sur les quelques mouvements de tendance anarchiste qui prônent des structures de pouvoir horizontal et autonomes comme le MTD de Solano¹⁵, célèbre pour sa méthodologie basée sur la démocratie participative, ses réseaux horizontaux de militants où le pouvoir de la base est important, son refus d'une avant-garde ou du moins sa remise en question d'une direction humaine et idéologique rigide et ses théories sur le contre-pouvoir¹⁶. Fascinés par cette originalité, la plupart des analystes des *Piqueteros* préfèrent examiner les mouvements en rupture avec un héritage principalement péroniste de construction politique. Ils axent leurs recherches vers ceux qui s'éloignent du nationalisme et qui n'ont pas d'aspirations politiques à prendre le pouvoir.

Pourtant et contrairement aux classes ouvrières européennes, celle d'Argentine s'est généralement identifiée à la culture du travail péroniste et non pas avec l'idéal révolutionnaire marxiste ou communiste¹⁷. Cet imaginaire est encore présent dans les formes d'action collective qui ont vu le jour à partir de la révolte citoyenne de 2001¹⁸. Le péronisme a historiquement mis de l'avant le consensus politique, la mobilisation de masse, la loyauté et surtout l'incorporation et la potentialisation de secteurs marginalisés par le système politique (les pauvres, les femmes et les travailleurs). Autre facteur de continuité: l'exacerbation du

¹⁴ Un nouveau mouvement social (NMS) se caractérise par la prise en compte des enjeux qualitatifs, symboliques, culturels et identitaires de ses membres. À ce sujet voir Gohn (1991), Doimo (1995), Dugré (2005), Klein (2001).

¹⁵ MTD de Solano est un mouvement de travailleurs sans emploi qui regroupe 800 familles. Créé par un prêtre et idéologiquement proche des Zapatistes, le mouvement existe depuis 1997

¹⁶ Le collectif *Situaciones*, surtout composé d'étudiants anarchistes, a contribué à la célébrité du MTD Solano en publiant de nombreux écrits théoriques sur les pratiques originales du mouvement relayés même par John Holloway, auteur du livre *Changer le monde sans prendre le pouvoir*.

¹⁷ Peter Ranis, *Argentine Workers. Peronism and Contemporary Class Consciousness*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 1992.

¹⁸ Victor Armony, *L'énigme argentine. Images d'une société en crise*, Montréal, Athéna Editions, 2004, p.14.

nationalisme. Les chants populaires l'illustrent bien¹⁹. Aux lendemains de l'explosion de la crise en 2001, un véritable appel à la sauvegarde de la nation retentit et se manifeste par l'expression générale d'un attachement passionné au pays. Cet appel à la nation est très proche du fameux sentiment péroniste et de sa mystique patriotique²⁰. On se rappelle aussi la mission caritative du péronisme; en effet, la Fondation Eva Perón utilisait des programmes d'assistance publique pour «péroniser» les femmes et les enjoindre à appuyer le parti. Les femmes, ayant obtenu le droit de vote pendant le gouvernement de Perón, étaient perçues comme des missionnaires potentielles, en mesure de répandre la parole péroniste dans l'univers privé de leurs maisons.

À l'instar de cet héritage, l'importante participation des femmes est aussi un trait marquant de ces mobilisations de chômeurs. On analyse généralement à quel point la pauvreté affaiblit les droits sociaux des femmes et les empêche d'assumer des actions politiques pour modifier leur situation et rompre le cycle de la pauvreté. Malgré tout, les Argentines s'engagent et sont les piliers de nombreuses cantines populaires dans les quartiers défavorisés, endroits clés des mouvements des sans-emploi. On calcule qu'elles représentent 70% de la composition de ces mouvements. Dans l'effondrement du pays, les femmes sont directement confrontées aux problèmes de la faim et de la malnutrition de leurs familles. Elles deviennent des figures de proue de la mise en place de solutions. À travers une participation accrue aux prises de décision, une valorisation dans l'action collective et un nouveau rôle social, de nombreuses femmes chômeuses deviennent effectivement les protagonistes d'une émancipation sociale. Tout comme l'ont déjà fait les Mères de la Place de Mai et même Eva Perón, elles politisent certaines problématiques naguère reléguées à la vie domestique, entre autres, la faim et le droit à la vie²¹. C'est pourquoi la plupart des mouvements ont créé des groupes de travail qui abordent particulièrement la réalité des femmes et la lutte pour l'égalité entre les genres. Bien qu'elles représentent la majorité dans les mouvements, elles doivent toutefois se battre

¹⁹ Dans les chants populaires des 19 et 20 décembre 2001, la fréquence du cri «Argentina!» est d'ailleurs impressionnante. On entend aussi, directement inspiré de la liturgie péroniste: «Une Patrie, pas une Colonie!»

²⁰ Cette mystique est intimement liée au programme politique protectionniste qu'adopte Perón. À titre d'exemple, il explique à coup de slogans patriotiques, lors de la nationalisation des chemins de fer en 1947, qu'il défend le patrimoine national et que des Argentins n'auront plus à travailler pour des étrangers.

²¹ Maristella Svampa et Sebastián Pereyra, *Entre la ruta y el barrio. La experiencia de las organizaciones Piqueteras*, Buenos aires, Editorial Biblos, 2003, p.161-162.

contre le machisme ambiant et gagner des espaces de représentation qui sont, en général, l'apanage des hommes.

Près de cinq ans après l'explosion de la crise, le contexte politique et économique de 2006 est nuancé. Néstor Kirchner, ancien gouverneur de la province patagonique de Santa Cruz, est élu président le 25 mai 2003 avec seulement 22% des votes. Ce péroniste, jusqu'alors à peu près inconnu, a pu devenir président grâce à l'appui du président par intérim, Eduardo Duhalde et surtout par la démission de la course électorale de l'ancien président, Carlos Menem. Depuis son assermentation et à la surprise générale, dans un contexte de grande instabilité, le gouvernement Kirchner a lancé un projet national qui cherche à renouveler le péronisme tout en encourageant un capitalisme national. Allié des présidents vénézuélien Hugo Chávez et brésilien Ignacio Lula, son gouvernement a amorcé des mesures favorisant la souveraineté économique et encourageant le rôle prononcé de l'État dans la sphère économique, ce qui n'est pas sans rappeler le protectionnisme de son célèbre prédécesseur, le général Domingo Perón. Jusqu'à présent, Kirchner a su se tisser une popularité incomparable avec une image favorable auprès de 77% de la population²². Une croissance économique calculée annuellement à 9% depuis 2003 n'est sans doute pas étrangère à la popularité du président. En revanche, fait inusité, il a aussi su récolter un appui non négligeable des mouvements sociaux. Cependant, une crise comme celle qu'a vécue l'Argentine laisse des traces et il est évident que les problèmes sociaux, comme la pauvreté et le chômage subsistent²³. Les opposants de Kirchner soulignent qu'il n'a adopté aucune mesure qui menace réellement les privilèges des classes dominantes et n'a pas introduit de mesures visant à améliorer les salaires ou, même, créer un régime d'assurance-chômage universel.

Pour comprendre ce panorama des plus complexes, nous nous penchons sur les formes d'organisation des mouvements sociaux de chômeurs depuis leur début en 1996. Afin d'analyser le cadre historique dans lequel s'inscrivent ces mouvements, nous retraçons dans ce mémoire certaines périodes charnières de l'histoire récente de l'Argentine en nous penchant sur les conflits sociaux qui la jalonnent. Bien que la Patagonie soit, en quelque

²² "Sigue muy alta popularidad del presidente Kirchner." *Observatorio Electoral*. 23 décembre 2003.

²³ Le taux de chômage est de 19,1% (les bénéficiaires de programmes sociaux sont calculés dans la tranche de la population active). La pauvreté touche 33,8% de la population et l'indigence 12,2%. INDEC 2006

sorte, le berceau des mouvements *Piqueteros*, nous portons notre analyse sur le travail du mouvement nationaliste *Barrios de Pie*²⁴ dans un quartier pauvre au sud de la ville de Buenos Aires, dans l'ancien cordon industriel où les mouvements de chômeurs sont les plus vigoureux²⁵.

Comme nous le verrons en nous appuyant sur l'exemple du mouvement nationaliste *Barrios de Pie*, un grand nombre de mouvements *Piqueteros* ont été créés par des partis politiques aux formes d'organisation traditionnelles. Dans le cas qui nous intéresse, ce mouvement *Piquetero* est organisé par le parti *Patria Libre*²⁶ qui cherche à mettre de l'avant un programme politique grâce à la participation et à la politisation des plus pauvres secteurs de la société, aussi perçus comme les plus résistants au modèle néolibéral. La formation et l'orientation de ce mouvement font partie d'un vaste projet idéologique qui vise à bouleverser les politiques de l'État et par conséquent la société dans son ensemble. Ainsi bien qu'à prime abord, ils utilisent une nouvelle forme de protestation (blocage routier); l'objectif des membres de *Barrios de Pie* de prendre le pouvoir, en s'appuyant sur la mobilisation des secteurs populaires, n'est sans doute pas original et rappelle la structure d'un parti léniniste classique ainsi que le projet péroniste.

Dans cette perspective, on assiste depuis 2003 à une institutionnalisation du mouvement qui appuie activement le projet présidentiel, intégrant même ses listes électorales et mobilisant ses membres selon les besoins politiques du président. Le journal au plus grand tirage en Argentine, *Clarín*, confirme même que plusieurs *Piqueteros* sont passés de l'anonymat politique aux divers bureaux du gouvernement, aux instances responsables de l'octroi des programmes sociaux, de la construction de logements et de cantines scolaires²⁷. *Barrios de Pie* trouve une connexion entre les politiques de Kirchner et son programme nationaliste, qui prône la construction d'une nation souveraine, industrialisée et égalitaire dans la répartition

²⁴ Quartiers Debouts.

²⁵ Cette zone appelée le *conurbano* ne correspond pas à la ville de Buenos Aires, capitale fédérale (trois millions d'habitants). C'est dans ce secteur qui borde la ville que se concentrent les usines et où vivent principalement les classes populaires (8 millions).

²⁶ Patrie Libre

²⁷ Rodolfo Lara. "Acuerdo político de Solá con grupos *Piqueteros*", *Clarín* (Buenos Aires), 2 février 2006.

de la richesse. La présidence de Kirchner marque à cet égard un tournant dans les relations entre les chômeurs et le gouvernement.

Le mémoire se divise en quatre parties. Dans le premier chapitre, nous nous penchons sur l'histoire de l'Argentine, retraçant particulièrement l'histoire du péronisme, des luttes révolutionnaires des années 1960 et 1970, des projets économiques sous-jacents à la dernière dictature militaire (1976-1983), au gouvernement de Raúl Alfonsín (1983-1989), de Carlos Menem (1989-1999) et de Fernando De La Rúa (1999-2001). Nous tentons surtout d'examiner l'héritage de luttes sociales caractéristiques de ces périodes. Enfin, nous analysons le contexte de mobilisation sociale qui entoure l'éclatement de la crise en 2001, la période du gouvernement de transition d'Eduardo Duhalde (2002-2003) et le nouveau contexte inauguré par Néstor Kirchner à partir de 2003.

Pour comprendre cette réalité, le second chapitre du mémoire fait un survol de la littérature portant sur les mouvements sociaux afin de démontrer la particularité de la mobilisation des chômeurs. La plupart des théories examinées exposent la difficulté de l'organisation sociale dans un contexte de précarité et de perte de l'emploi. Ce sont plutôt les comportements conformistes ou conservateurs des chômeurs qui sont relevés. Le cas argentin contredit ces analyses et prouve plutôt que de tels mouvements sociaux ne surgissent pas du néant, mais s'inscrivent dans une continuité historique. Notre hypothèse se base sur la thèse de Paul Bagguley selon laquelle là où existe une culture organisationnelle axée sur une conscience de classe, la mémoire d'une solidarité de la classe ouvrière, un passé de lutte et finalement une valorisation de l'action collective, des mouvements de chômeurs revendicatifs surgiront plus facilement²⁸.

Le troisième chapitre retrace les origines des mouvements *Piqueteros*, la progression du conflit social dans les années 1990 tout en esquissant un portrait de l'ensemble des organisations. Nous y constatons que la protestation populaire n'est pas une simple réponse aux politiques d'ajustement structurel. Bien qu'il soit certain que les conditions objectives de

²⁸ Paul Bagguley, *From protest to acquiescence?: political movements of the unemployed*, Basingstoke, Angleterre, Macmillan Education, 1991.

survie aient une influence sur les niveaux de protestation, elles doivent être accompagnées de conditions politiques concrètes pour que les mécanismes d'action collective agissent²⁹.

Dans le quatrième chapitre, nous choisissons, parmi les nombreux mouvements qui existent, d'étudier le mouvement *Barrios de Pie* car il est représentatif des liens qui existent entre partis politiques et mouvements sociaux et parce qu'il étaye notre hypothèse sur la continuité dans le conflit social. De plus, il est caractéristique du courant nationaliste chez les *Piqueteros* et nous permet de mieux cibler notre étude puisqu'il représente une constance impressionnante dans sa liturgie, dans sa mystique et dans son imaginaire politique avec le passé militant argentin, péroniste en particulier. L'intégration des secteurs populaires à un projet politique fut une stratégie employée jadis par Perón.

S'appuyant sur l'enracinement des valeurs péronistes dans les quartiers pauvres, soit la dignité, la fibre nationaliste, la participation populaire dans un vaste projet politique étato-centrique ou encore l'appel aux figures mythiques du Che Guevara et d'Eva Perón, un mouvement nationaliste comme *Barrios de Pie* a su mobiliser des chômeurs autour d'un programme à la fois caritatif et politique. Sans ces structures organisationnelles et culturelles, les mouvements *Piqueteros* n'auraient pas pu devenir des acteurs sociaux aussi vigoureux. Comme nous le verrons dans le quatrième chapitre, cette articulation entre partis politiques et mouvements chômeurs peut même expliquer l'institutionnalisation de certains courants *Piqueteros* au sein du gouvernement de Néstor Kirchner.

À la lumière de nos recherches, nous pensons que certains mouvements *Piqueteros* s'inscrivent dans la tradition politique argentine et ne cherchent pas simplement à pallier la pauvreté dans les bidonvilles mais à construire un vaste programme politique. Ce programme se situe en ligne directe avec l'héritage de la tradition péroniste, voire de la gauche qui mise à la fois sur la construction d'une force politique sur une base sociale importante, sur l'État comme protagoniste principal de l'économie, sur le sentiment

²⁹ Javier Auyero, *La Protesta. Retratos de la beligerencia popular en la Argentina democrática*, Buenos Aires, Libros del Rojas, Universidad de Buenos Aires, 2002.

patriotique, mais surtout sur la participation des secteurs populaires. Bien que ces pratiques nous semblent de prime abord teintées de contradictions propres aux stratégies politiques, nous devons les analyser en détail afin de comprendre ce conflit social et les obstacles rencontrés lors de l'articulation d'un projet politique d'émancipation.

CHAPITRE I

LES GRANDES LIGNES DE L'HISTOIRE ARGENTINE

1.1 Caractéristiques de l'Argentine

L'Argentine est caractérisée des années 1940 jusqu'aux années 1970 par le plein emploi virtuel et des indicateurs sociaux satisfaisants tant au niveau de la distribution de la richesse que du travail productif. La scène politique est dominée par de profonds clivages qui définissent des scénarios d'affrontement, politique et social. Ces divisions deviennent particulièrement puissantes à partir de la constitution du péronisme; elles se composent comme facteurs idéologiques du conflit social et confèrent un contenu symbolique aux disputes. Des dichotomies comme civilisation ou barbarie, oligarchie ou peuple, péronistes ou anti-péronistes agissent comme base de codification des conflits au cours des dernières décennies³⁰. Un «Nous» opposant un «Eux» constituent des groupes d'appartenance et des adversaires dans l'imaginaire social de la classe ouvrière.

À partir de ces antipodes, se développent des stratégies d'action concrète, se délimitent des répertoires matériels et symboliques qui permettent l'identification des acteurs présents dans les antagonismes. Ceux-ci offrent des codes d'interprétation de la réalité qui constituent des idéologies perdurables et des identités collectives relativement stables. Pour comprendre les conflits sociaux qui prennent forme dans les années 1993-2003, il faut sonder la configuration historique du répertoire de luttes liées au travail en Argentine et revoir les identités, les intérêts et les ressources qui orientent l'action collective à travers une récapitulation de l'histoire.

³⁰ Paula Canelo, *La construcción de lo posible: Identidades y política durante el menemismo. Argentina, 1989-1995*, Buenos Aires, FLACSO, 2002, p.7.

1.1.1 Les origines et les limites structurelles

Selon Mariana Heredia, le stéréotype veut que l'Argentine soit un pays de *pampa*, vastes étendues de terres fertiles et de production de viande. L'identification entre la terre et la nation se renforce lorsqu'on prend en considération que l'élite politique et économique du pays est composée historiquement de grands propriétaires terriens de la pampa dont les propriétés peuvent atteindre jusqu'à 50,000 hectares³¹.

À partir de 1862, l'immigration européenne se multiplie. «Gouverner c'est peupler» est la devise fondatrice. En trois quarts de siècle, près de huit millions d'immigrants arrivent en Argentine³². Cette immigration de masse est prolétarienne, ce sont surtout des Italiens et des Espagnols qui fuient la misère de l'Europe³³. Au lieu de réserver des terres pour installer des immigrants, l'État distribue d'immenses superficies aux personnes proches du pouvoir politique. L'oligarchie foncière s'accapare des terres très rapidement. La dimension moyenne des exploitations, deux fois supérieure à celle des États-Unis, démontre bien ce déséquilibre³⁴. Dès 1914, il n'y a plus de terres publiques pour les immigrants. Victor Armony souligne que les inégalités argentines trouvent leurs racines dans ce passé puisque l'Argentine du dix-neuvième siècle renferme «déjà ses propres limites structurelles qui ne seront jamais dépassées³⁵».

Radiographie des élites traditionnelles

La *Sociedad Rural Argentina* (SRA)³⁶, créée en 1866, regroupe les grands propriétaires et plusieurs de ses membres deviendront présidents de la république. Cette élite favorise une économie intégrée au marché international, les échanges avec les métropoles du Nord et, surtout, elle appuie la spécialisation économique centrée sur la production agricole. On

³¹ Mariana Heredia, «Reformas estructurales y renovación de las elites económicas en Argentina: estudio de los portavoces de la tierra y del capital», *Revista Mexicana de Sociología*, año 65, no 1 (janvier-mars 2003), p.81-82.

³² Guy Bourde, *La classe ouvrière argentine: (1929-1969)*, Paris, L'Harmattan, 1987, p.19.

³³ *Ibid.*, p.24.

³⁴ *Ibid.*, p.235.

³⁵ Victor Armony, *Représenter la nation: le discours présidentiel de la transition démocratique en Argentine (1983-1993)*, Montréal, Balzac, 2000, p.49.

³⁶ Société rurale argentine.

appelle communément cette période «l'ordre conservateur». Situées entre 1880 et 1916, ces décennies sont caractérisées par le paternalisme politique et l'hégémonie des grands propriétaires agricoles³⁷. On constate aussi que, même si l'Argentine a obtenu son indépendance en 1820, l'ancienne colonie espagnole devient dépendante des intérêts britanniques qui détiennent le contrôle économique local en investissant dans les infrastructures, en dominant le commerce extérieur et en parrainant l'investissement étranger.

Une alliance naturelle se tisse entre le capital anglais et les secteurs les plus concentrés du pouvoir, celui des propriétaires agricoles. Les compagnies ferroviaires, toutes britanniques, s'implantent dans les années 1860. Ces compagnies étrangères obtiennent de l'État argentin des concessions avantageuses: taux d'intérêt favorables, exonération d'impôt. Le réseau se met en place afin de permettre le fonctionnement de l'économie d'exportation³⁸. Les ports sont construits eux aussi pour garantir les exportations. Même le port de Buenos Aires est une oeuvre britannique³⁹. Entre 1860 et 1930, dans la division internationale du travail, l'Argentine se voit confier le rôle de producteur de denrées et de matières premières provenant de l'agriculture et de l'élevage. Les produits agro-pastoraux composent la totalité des exportations. À cet effet, Armony constate que l'élite foncière argentine est «très peu intéressée, ou même opposée, aux politiques d'industrialisation⁴⁰». Dans un schéma caractéristique de l'impérialisme, les puissances industrielles fournissent les produits manufacturés et les biens d'équipement⁴¹. Cet auteur affirme, à cet égard, que l'Argentine contient «deux pays en conflit permanent⁴²». Deux nations s'y bâtissent : celle des élites urbaines cultivées, extroverties et frivoles de Buenos Aires confrontant celle des chefs charismatiques au penchant isolationniste des régions éloignées⁴³.

³⁷ Heredia, *op.cit.*, p.81.

³⁸ Bourde, *op.cit.*, p 214.

³⁹ *Ibid.*, p. 219.

⁴⁰ Armony, 2000, p.48.

⁴¹ Martín Caparros et Eduardo Anguita, *La Voluntad. Una historia de la militancia revolucionaria en la Argentina 1966-1973*, Buenos Aires, Grupo Editorial Norma, 1997, p. 227.

⁴² Armony, 2000, p.43.

⁴³ Armony, 2000, p.22.

1.1.2 La genèse du conflit social : anarchistes et socialistes

La prospérité argentine est fragile, à cause de sa grande dépendance envers le marché international, de l'exploitation intensive du sol et du pourcentage réduit de la population qui est employée dans ce type d'économie. Heredia rappelle que les paysans sont moins nombreux et plus dispersés que les travailleurs urbains qui développent le secteur des services. Effectivement, les premières remises en question de l'élite traditionnelle surgiront des grands centres urbains⁴⁴.

On peut constater que le conflit social⁴⁵ a une longue histoire en Argentine. On remarque des luttes syndicales importantes et des grèves pour la journée de travail de huit heures dès 1900⁴⁶. Les premiers propagandistes qui introduisent les idéologies socialisantes arrivent en Argentine avec le flux des immigrants européens⁴⁷. Des centres de propagande ouvrière voient le jour dès 1876 dans des milieux d'ouvriers immigrés, essentiellement des typographes et des cheminots⁴⁸.

À cette époque, les frontières sont peu claires entre anarchistes et socialistes. Dans les années 1890, les anarchistes «individualistes» s'organisent. Ils rejettent ce qu'ils appellent le «crétinisme parlementaire» ainsi que les syndicats. Ils s'opposent à la voie électorale, prônant plutôt la révolution immédiate en passant par l'action directe. Il va sans dire que les élites s'opposent à ces pratiques et, à partir de 1893, des anarchistes, tous étrangers, sont expulsés du pays⁴⁹. De l'autre côté du spectre de la gauche, le Parti socialiste est fondé en 1895. Son programme s'inspire de la Seconde Internationale⁵⁰ : équité salariale, suppression des armées permanentes et formation de milices populaires, suppression du Sénat, réforme agraire, abolition des impôts indirects et institution de l'impôt direct et progressif sur le

⁴⁴ Heredia, *op.cit.*, p.81-82.

⁴⁵ Nous retenons la définition de conflit social comme étant «l'altération de l'ordre social régnant, brisant ou interrompant momentanément la reproduction des relations sociales dominantes». Voir Bessa, 2003, p.58.

⁴⁶ Bourde, *op.cit.*, p.30.

⁴⁷ *Ibid.*, p.63.

⁴⁸ Léa Terbach. «Genèse du péronisme», 2002, http://risal.collectifs.net/article.php?id_article=62

⁴⁹ Bourde, *op.cit.*, p.65.

⁵⁰ La Seconde Internationale fut essentiellement formée par des courants marxistes aux lendemains de la Commune de Paris. Née du regroupement de différents partis socialistes, elle se dissout pendant la première guerre mondiale.

revenu⁵¹. Dès 1912-13, le parti se constitue une base électorale et fait élire des députés et des sénateurs.

Les anarchistes et les socialistes coexistent et rivalisent dans les syndicats. Les socialistes s'opposent aux méthodes de la grève générale préconisée par les anarchistes, leur préférant plutôt l'organisation de coopératives, de bourses de travail, de sociétés de secours mutuel. Les socialistes espèrent, par la voie électorale et parlementaire, obtenir une législation protectrice du travail et la stabilisation monétaire⁵². Selon cette optique, il est primordial de donner sa voix à un parti politique pour changer l'ordre des choses. Les ouvriers doivent se battre pour des lois protectrices du travail et ceci se fait en prenant le pouvoir. Les anarchistes, quant à eux, rejettent les partis politiques justement parce qu'ils refusent la conquête de l'État, l'exercice du pouvoir entraînant la corruption. Ils préfèrent mettre sur pied des associations libres, refusent l'action parlementaire et s'intéressent finalement peu aux lois sociales⁵³. On s'aperçoit que le clivage entre socialistes et anarchistes ainsi que la division idéologique de la gauche existe en Argentine depuis longtemps.

Les reconfigurations de la crise de 1929

Aux yeux de Ricardo Sidicaro, c'est la désarticulation de l'économie mondiale initiée en 1929 qui annonce la fin de l'insertion facile de la production argentine dans les marchés internationaux⁵⁴. C'est l'essoufflement de la stratégie traditionnelle de l'élite, c'est-à-dire l'«exportation de produits agricoles et du bétail, importations de biens manufacturés anglais⁵⁵». Les élites traditionnelles perdent le contrôle de l'État pendant cette période d'instabilité caractérisée par une chute de la suprématie argentine sur le marché mondial des matières premières. De plus, grâce à une réforme électorale en 1912, de nouveaux dirigeants et de nouveaux partis jusqu'alors exclus, dont celui qui deviendra le défenseur de la classe moyenne, l'Union Civique Radicale (UCR), acquièrent une représentation politique.

⁵¹ Bourde, *op.cit.*, p 68.

⁵² *Ibid.*, p.77.

⁵³ *Ibid.*, p.79.

⁵⁴ Ricardo Sidicaro, *La crisis del estado y los actores politicos y socioeconomicos en la Argentina (1989-2001)*, Buenos Aires, Libros del Rojas, 2001, p.27.

⁵⁵ Armony, 2000, p.48.

S'appuyant d'abord sur le vote des classes populaires et des nouveaux immigrants, l'UCR prend le pouvoir en 1916.

Les tensions montent et le premier coup d'État de l'armée en 1930, appuyé par des membres de la SRA, inaugure l'histoire de l'ingérence militaire dans les affaires civiles⁵⁶. Cherchant à préserver ses intérêts économiques, l'élite foncière encourage alors un nouveau type d'interventionnisme d'État caractérisé par la substitution d'importation⁵⁷. Pourtant, selon Sidicaro, une fois la situation économique rétablie après la crise, les mécanismes d'intervention ne sont pas supprimés et même le pouvoir traditionnel favorise une économie dirigée⁵⁸. Cette période se caractérise aussi par le foisonnement de théories qui cherchent à développer une pensée nationale s'éloignant des influences européennes. Des penseurs, comme Arturo Jauretche et Scalabrini Ortiz, inaugurent ainsi une philosophie politique qui revendique une souveraineté nationale argentine dans le monde des idées. À partir de 1945, l'ensemble des critiques formulées à l'encontre des élites traditionnelles et l'articulation de cette pensée nationaliste trouve une réponse dans un mouvement social et politique : le péronisme⁵⁹.

1.2 Le péronisme

La fin de la seconde guerre marque une nouvelle ère d'abondance en Argentine; elle fournit 22% des exportations mondiales d'aliments, au second rang après le Canada⁶⁰. Dans cette conjoncture mondiale, le général Domingo Perón, ministre du travail à partir de 1943, choisit de baser son futur présidentiel sur l'organisation de la classe ouvrière en s'occupant des préoccupations clés du monde ouvrier émergent, particulièrement dans le secteur industriel. Par le fait même, Perón cherche à réduire l'influence de compétiteurs politiques plus radicaux auprès de la classe ouvrière. La stratégie porte fruit. Non seulement ses politiques sociales lui confèrent une sympathie incontestable chez les ouvriers, mais des acteurs centraux du monde syndical en viennent à conjuguer leur futur organisationnel avec la survie politique de

⁵⁶ Heredia, *op.cit.*, p.82.

⁵⁷ Armony, 2000, p.48.

⁵⁸ Sidicaro, *op.cit.*, p.25-27.

⁵⁹ Heredia, *op.cit.*, p.82.

⁶⁰ Bourde, *op.cit.*, p. 235.

Perón⁶¹. Emprisonné par la junte militaire dont il fait partie, ce sont les grandes mobilisations plébéiennes exigeant sa libération le 17 octobre 1945 qui vont solidifier l'alliance quasi mystique qu'il tissera avec les classes populaires. Une mythologie naît ce jour-là, celle du dirigeant voué à la défense des intérêts et de la dignité du peuple. Victorieux aux élections présidentielles de 1946, Perón défie les intérêts des propriétaires fonciers de deux façons : en augmentant les moyens de protection des ouvriers et en établissant des systèmes de contrôle des exportations ainsi que de nouveaux impôts fonciers⁶².

C'est la première fois dans l'histoire argentine que l'appareil d'État est utilisé pour soumettre les classes supérieures qui se retrouvent dans la ligne de mire des nouvelles autorités gouvernementales. Mariana Heredia explique que, pendant cette époque conflictuelle, la doctrine péroniste cherche à réinventer les mythes fondateurs conservateurs: les «pères fondateurs de la nation» se transforment en traîtres et les «patriciens» en «oligarchiques»⁶³. Perón crée le *Partido Justicialista*⁶⁴ (PJ) qui devient le référent principal du syndicalisme et des revendications du monde ouvrier⁶⁵. Son épouse Evita Perón, la *pasionaria* du péronisme, est la courroie de transmission de ce projet politique auprès des syndicats et des femmes. Perón espère recevoir l'appui des femmes et leur accorde le droit de vote à partir de 1951.

Malgré sa défense des intérêts populaires et des ouvriers, le nationaliste Perón, spécialisé en histoire militaire, n'est surtout pas communiste. Il représente plutôt un rempart contre le communisme. À cet effet, Léa Terbach signale que: «les militaires étaient hantés par la crainte qu'un tournant radical dans les contestations populaires marquant la période, dont les grèves générales étaient l'un des moyens de lutte, ouvre la voie à une révolution socialiste⁶⁶».

⁶¹ Daniel James. *Resistance and Integration. Peronism and the Argentina Working Class, 1946-1976*. Cambridge: Cambridge University Press, 1988, p.9.

⁶² Heredia, *op.cit.*, p.82.

⁶³ *Ibid.*, p.82.

⁶⁴ Parti justicialiste

⁶⁵ Marina Farinetti, «Que queda del 'movimiento obrero'?. Las formas del reclamo laboral en la nueva democracia argentina», *Trabajo y Sociedad, Indagaciones sobre el empleo, la cultura y las practicas politicas en las sociedades segmentadas*, Santiago del Estero, no.1, vol. I, juin-septembre 1999, p.43.

⁶⁶ Léa Terbach, *op.cit.*

Perón s'inspire du programme de la gauche pour s'allier les syndicats, désarmer l'opposition et nourrir la ferveur populiste⁶⁷. Face au discours péroniste, la gauche traditionnelle perd l'initiative politique. Les premières mesures sociales introduisent le régime des retraites, les congés payés, la prévention des accidents du travail, la légalisation des syndicats et, surtout, l'augmentation des salaires dans toutes les branches de la production. C'est à partir de la période péroniste que la classe ouvrière devient presque totalement syndiquée. Ce sont les élites ouvrières de Buenos Aires qui, sous le contrôle de l'État pendant le gouvernement de Perón, créent ainsi l'identité de la classe ouvrière argentine⁶⁸.

Pendant la décennie péroniste, les régulations économiques et sociales reflètent les principes idéologiques qui identifient l'action de l'État à la défense de la nation⁶⁹. L'État cherche à placer presque toute la sphère de la vie sociale sous l'influence bureaucratique et la direction des pouvoirs publics⁷⁰. Tout est placé sous l'égide de l'État: les réglementations du travail, les systèmes de crédit, les contrôles des prix, la nationalisation des services publics et bien sûr le développement d'entreprises étatiques. Sur le plan corporatif, l'État se charge même d'organiser la *Confederación General Económica*⁷¹ à laquelle s'incorporent presque toutes les associations de chefs d'entreprises⁷². Le modèle péroniste se base sur la constitution d'une alliance puissante entre l'État, les syndicats et les organisations patronales. De plus, le mouvement syndical devient un acteur principal de la vie du pays⁷³. D'après Armony, le péronisme est ainsi «le résultat de la convergence entre une fraction bourgeoise montante liée

⁶⁷ Selon Pierre Birnbaum, le populisme est normalement présenté comme un mouvement conservateur aux penchants xénophobes ou même racistes, formés de petits propriétaires ou de travailleurs qui se sentent menacés par le changement social. Mais en Argentine, le concept prend un autre sens. Le populisme a, selon Victor Armony, permis à bien des gens d'accéder de manière symbolique voire matérielle à la sphère publique. En effet, nous soutenons, comme cet auteur, que le populisme peut véhiculer une «affirmation d'une souveraineté populaire», «un nationalisme opposé à la connivence des élites avec les capitaux étrangers» et «la promotion de mesures de protection sociale». Toutefois, il peut aussi devenir «réactionnaire quand ce même nationalisme instaure une pensée unique qui, sous le couvert du patriotisme, écrase toute opposition au régime dominant». Voir Pierre Birnbaum. *Le peuple et les Gros: histoire d'un mythe*, Paris, Hachette, 1995. et V.Armony, *L'énigme argentine*, 2004, p.108.

⁶⁸ Léa Terbach, *op.cit.*

⁶⁹ Sidicaro, *op.cit.*, p.29-30.

⁷⁰ Ricardo Sidicaro, *La crisis del estado y los actors politicos y socioeconomicos en la Argentina (1989-2001)*, Buenos Aires, Libros del Rojas, 2001, p.30.

⁷¹ Confédération Générale Économique.

⁷² Sidicaro, *op.cit.*, p.30.

⁷³ Juan Carlos Torre. *Los sindicatos en el gobierno 1973-1976*. Centro Editor de America Latina, 1983.

à l'industrie nationale et un nouveau prolétariat urbain⁷⁴». Sidicaro mentionne qu'on passe, à ce moment, d'une époque de conflits sociaux à une étape de collaboration avec les autorités, il s'agit là d'une stratégie qui est fondamentale dans la construction du pouvoir péroniste jusqu'à ce jour.

L'expérience des deux premiers gouvernements péronistes (1946-1955) produit une profonde réarticulation économique, politique et sociale. Il s'agit de la construction d'un État qui intervient et oriente largement les processus économiques. Cette époque est caractérisée par l'inclusion sociale au cours de laquelle «les classes populaires connaissent une amélioration significative de leurs conditions de vie (signature de conventions collectives, régime de retraite et de vacances payées, augmentation des salaires, crédit pour l'achat des maisons, chute des prix des propriétés immobilières, vente de parcelles de terre en mensualités, diminution du prix du transport public, etc.⁷⁵)».

Les régulations sociales et économiques sont alimentées par des principes idéologiques qui identifient l'action de l'État avec la défense de la nation. Marcello Cavarozzi appelle ce paradigme politique centré sur l'intervention de l'État dans toutes les sphères de l'économie «la matrice étato-centrique». Ce modèle prône l'industrialisation par substitution d'importations (ISI)⁷⁶, la fermeture de l'économie et la réglementation étatique des marchés⁷⁷. Politiquement, ce modèle est associé à l'émergence et à l'incorporation de nouveaux acteurs sociaux. Il permet la consolidation des organisations de travailleurs fidèles au parti, l'accroissement de la participation et la mobilisation des secteurs populaires. Cette participation est équilibrée par des contrôles fixés par des agences de l'État et implique la création de vecteurs corporatistes liés aux organisations publiques, aux partis politiques ainsi qu'aux syndicats⁷⁸.

⁷⁴ Armony, 2000, p.43.

⁷⁵ Elena Bessa. «Contestation sociale et exercice de la citoyenneté: le cas du "mouvement *Piquetero* en Argentine», Mémoire de maîtrise. Montréal, Université du Québec à Montréal, 2003, p.29.

⁷⁶ Modèle de développement national privilégié en Amérique Latine dans les années 1940-1960. Le modèle ISI est basé sur le protectionnisme et l'intervention de l'État dans la promotion de l'industrie nationale aux dépens de l'agro-exportation. Le choc pétrolier de 1974 signe l'arrêt de mort du modèle ISI.

⁷⁷ Marcello Cavarozzi, «Au-delà des transitions à la démocratie en Amérique latine», 1994. http://multitudes.samizdat.net/article.php3?id_article=854#nb5

⁷⁸ Farinetti, *op.cit.*, p.44.

Le péronisme présente une alternative d'industrialisation via l'intervention de l'État au capitalisme internationalisé des élites et de la bureaucratie militaire. Il devient, selon Armony, une conscience de classe et un mouvement de contestation au pouvoir oligarchique⁷⁹. Pour beaucoup d'Argentins, seul le péronisme peut transformer les structures inégales; un péronisme dont les trois bannières historiques sont la justice sociale, l'indépendance économique et la souveraineté politique. Au niveau de l'imaginaire populaire, le péronisme de cette époque laisse aussi un héritage qui s'axe autour de trois vecteurs:

- 1) La notion de la conquête des droits, c'est-à-dire la lutte qu'un mouvement organisé doit mener pour obtenir des droits sociaux (principalement liés aux droits des travailleurs);
- 2) L'assistance sociale comme une obligation de l'État. Ce concept se traduit par la célèbre phrase «Evita me l'a donné»;
- 3) L'idée d'un grand destin collectif national.

Selon Daniel James, l'attrait politique fondamental du péronisme tient à la redéfinition qu'il fait de la notion de la citoyenneté, concept que le discours péroniste définit comme impliquant l'accès aux droits politiques dans leur totalité⁸⁰. La puissance et la résonance de ces notions dans la population sont énormes. De la sorte, le péronisme rejoint même l'héritage de l'UCR, populaire auprès des classes moyennes et certains secteurs populaires, qui a aussi élaboré une rhétorique imprégnée des symboles de la lutte contre l'oligarchie jumelée au langage traditionnel de la citoyenneté, des droits politiques et des obligations. Le péronisme est assez éclectique pour absorber ces éléments tout en les reconfigurant et en élaborant une nouvelle vision du rôle de la classe ouvrière dans la société. Le péronisme confère ainsi à la citoyenneté un caractère plus social, combatif et la lie implicitement au changement social⁸¹.

Mais en 1955, les militaires «avec la bénédiction de l'oligarchie foncière et de la bourgeoisie financière qui se considèrent trahies par le régime péroniste⁸²» renversent le gouvernement de Perón. Les nouvelles autorités rétablissent certains des avantages des élites et interdisent le

⁷⁹ Armony, 2000, p.43

⁸⁰ James, *op.cit.*, p.14

⁸¹ James, *op.cit.*, p.16

⁸² Trebach, *op.cit.*

péronisme. Cependant, l'État maintient, au grand dam des secteurs agricoles représentés par la SRA, une orientation protectionniste et interventionniste de l'économie⁸³. À partir de 1955, l'hégémonie péroniste se rompt. Selon des auteurs comme Alain Rouquié, l'étape subséquente est dominée par une crise d'hégémonie et de domination⁸⁴. Aux lendemains de la chute du gouvernement péroniste, aucun projet politique ne réussit à construire un ordre politique consistant, ni même une stabilité économique ou une structure productive intégrée entre le modèle d'agro-exportation et le modèle industriel⁸⁵. De plus, les régimes civils sont systématiquement interrompus par des coups d'État. Pourtant, malgré les tentatives d'éradication, le syndicalisme péroniste demeure l'expression dominante de la classe ouvrière argentine et sa loyauté idéologique au péronisme en témoigne. En effet, d'après James, la société argentine semble tourner autour de deux pôles principaux durant la seconde moitié du vingtième siècle: les forces péronistes et les militaires⁸⁶.

1.3 La fièvre révolutionnaire des années 1960 et 1970

Pendant les années 1960, les élites dirigeantes argentines ne réussissent pas à imposer le contrôle social et l'interdiction du péronisme ne fait qu'aggraver la situation. La «résistance» devient alors un autre des axes de l'héritage péroniste. Cette résistance où convergent des sympathisants, des syndicalistes et des partisans canalise la mystique du mouvement et entretient une identité basée sur la polarité entre un «Nous» péroniste et un «Eux» qui interdit le mouvement. L'époque de prohibition du péronisme qui durera dix-sept ans permet au mouvement de développer une mystique de la rébellion qu'il n'aurait probablement pas eue s'il n'avait pas été clandestin. La notion d'une résistance permanente aux militaires permet aussi d'unir une force très hétérogène avec un objectif d'opposition commun. Ceci se traduit par une hausse du conflit politique et social. De nouvelles formes de lutte apparaissent, entre autres celles mises de l'avant par les organisations armées révolutionnaires⁸⁷. Entre 1966 et 1976, sous plusieurs dictatures militaires, une jeunesse avide de changements politiques et sociaux s'affirme. Des milliers de jeunes indignés par l'augmentation de l'injustice sociale,

⁸³ Heredia, *op.cit.*, p. 83.

⁸⁴ Alain Rouquié, *Poder militar y sociedad politica en Argentina*, Tome II, Buenos Aires, Emecé, 1978.

⁸⁵ Canelo, *op.cit.*, p.8.

⁸⁶ James, *op.cit.*, p.249.

⁸⁷ Ce nouveau répertoire inclut des occupations de villages, de casernes, des actions militaires, des tribunaux populaires et des kidnappings.

la succession de dictatures militaires asphyxiantes et l'interdiction interminable du péronisme, s'inspirent des idéaux révolutionnaires véhiculés par les grands mouvements de décolonisation.

Ces jeunes s'intègrent en grand nombre à la militance politique. Fait nouveau: même des jeunes de classe moyenne adhèrent à une panoplie de mouvements sociaux révolutionnaires et de partis politiques. Convaincus que le processus électoral n'a plus de légitimité, ils accèdent à la politique à travers des mouvements insurrectionnels pour qui la violence est la seule solution aux conflits du pays⁸⁸. La guérilla et les mouvements péronistes radicaux connaissent une croissance exponentielle. Inspirée par la révolution cubaine et Mai '68, une partie de la jeunesse argentine se lance dans une guérilla urbaine contre la dictature. Une myriade d'organisations voit le jour, comme le *Partido Revolucionario de los Trabajadores (PRT)*⁸⁹, d'allégeance trotskiste, dirigé par le charismatique Mario Santucho et des mouvements de tendance péroniste révolutionnaire.

De son exil qui durera dix-sept ans, Perón, aux yeux de ses partisans de gauche, semble réorienter le péronisme vers une voie «progressiste» teinté de la mystique «révolutionnaire» de l'époque. Dans cette logique, il écrit à l'occasion de la mort du Che Guevara :

Sa vie, son épopée, sont les exemples les plus purs que doivent suivre nos jeunes et les jeunes de toute l'Amérique Latine. L'heure des peuples est arrivée, et les révolutions nationales en Amérique Latine sont un fait irréversible [...] Les révolutions socialistes doivent se produire [...] Il est nécessaire d'entrer dans l'action révolutionnaire⁹⁰.

Cultivant l'ambiguïté politique, Perón qui a choisi de vivre en Espagne franquiste, courtise à la fois cette jeunesse révolutionnaire tout en tenant un tout autre discours auprès de ses fidèles syndicalistes campés plus à droite de l'échiquier politique.

Tant qu'à elle, la gauche révolutionnaire, divisée dans son soutien au péronisme, en arrive à la conclusion que les conditions objectives décrites par Che Guevara sont présentes. La révolution est proche et il suffit de s'unir et de s'engager politiquement pour changer le pays.

⁸⁸ De Riz, *op.cit.*, p.75.

⁸⁹ Parti Révolutionnaire des Travailleurs.

⁹⁰ Cité par Léa Trebach, *op.cit.*

Cette militance révolutionnaire se rebelle contre l'ordre des militaires qui propose un pays à capital monolithique, patriarcat, censure, hiérarchies immobiles et ennui, c'est-à-dire un pays sans mobilisations populaires, sans péronisme et sans rébellion. Le *Cordobazo*, une explosion sociale menée par des forces étudiantes et syndicales dans la ville industrielle de Córdoba en 1969, représente cette époque de conflit et de mobilisation sociale permanente. De nombreux mouvements plutôt hétérogènes sont alors convaincus que les travailleurs sont prêts à mener une lutte décisive qui les mènera au pouvoir⁹¹.

C'est aussi au cours du début des années 1970 qu'on assiste à la naissance du modèle néolibéral en Argentine. Selon la sociologue Martha Mancebo, le processus de transformation de l'État et de la société argentine s'inscrit dans le cadre de la crise mondiale du système capitaliste des années 1970⁹². La rationalisation y est caractérisée par une dévaluation du peso de 40%, une libération des prix des produits de base, un gel des salaires et une forte réduction des crédits. Ceci conduit à la ruine de milliers de petites et moyennes entreprises. On assiste alors à une augmentation du chômage ainsi qu'à la répression croissante des instigateurs du conflit social. Pour beaucoup de penseurs et de militants, il devient évident que la bourgeoisie nationale est incapable d'émanciper le pays, un pays considéré comme une semi colonie sous-développée.

La plupart des mouvements étudiants se «péronisent» à ce moment. Le péronisme n'est plus un mauvais mot dans les milieux académiques. On assiste à une flambée du sentiment nationaliste chez les jeunes des classes aisées. Plusieurs de ces derniers s'inspirent du prêtre, Carlos Mugica, prédicateur des innovations amenées par le Vatican II, c'est-à-dire un christianisme tourné vers la lutte contre l'injustice et la pauvreté incarnée dans la figure du Christ ouvrier. D'ailleurs en 1966, ce curé péroniste amène des jeunes citadins catholiques d'origine bourgeoise en région; il leur fait partager la vie des plus démunis. Bientôt convaincus qu'il n'y a pas de solution à l'injustice sans la révolution, ils fondent le mouvement armé péroniste *Montoneros*. Les nouveaux guérilleros lancent leur activité

⁹¹ Lilitana De Riz, *La política en suspenso. 1966/1976*, Buenos Aires, Paidós, 2000, p.75.

⁹² Martha Mancebo, «La sociedad argentina de los '90: crisis de socialización», In *Los noventa. Política, sociedad y cultura en América Latina y Argentina de fin de siglo*, Buenos Aires; Flacso-Eudeba, Universidad de Buenos Aires, 1999, p.193.

politique: ils enlèvent, jugent et exécutent le général Pedro Aramburu, l'un des responsables du coup d'État contre Perón en 1955.

Perón flatte cette «jeunesse merveilleuse». En effet, même de Madrid, Perón est omniprésent dans les luttes politiques et sociales de cette époque. Il se tisse des appuis de gauche à droite, organisant le mouvement péroniste national, les 62 organisations syndicales péronistes et joue le rôle d'un véritable père spirituel pour cette génération de jeunes révolutionnaires.

Un péronisme aux multiples visages

Pour les militants péronistes, il devient évident que c'est le péronisme qui pourra apporter le changement social. En effet, même si ces jeunes proviennent de familles anti-péronistes, ils apprennent que la classe ouvrière argentine est profondément péroniste et qu'elle garde le souvenir de cette époque où elle contrôlait 46,4% du PBI et au cours de laquelle l'Argentine boudait les organisations internationales et les investissements étrangers (elle n'est entrée au FMI qu'en 1956, après le renversement de Perón)⁹³.

Pour construire la patrie socialiste, le soutien des masses est nécessaire et celles-ci sont péronistes. On ravive la liturgie de la résistance et même Eva Perón est récupérée comme figure révolutionnaire prête à prendre les armes pour défendre son peuple⁹⁴. Selon Liliane De Riz, l'impulsion qui amène ces groupes à prendre les armes, entre 1966 et 1976, s'explique à cause d'une culture de rébellion enracinée dans cette époque de crises politiques récurrentes⁹⁵. Dans ce climat, l'audace des révolutionnaires augmente et l'opinion publique s'habitue à l'action politique violente⁹⁶. La situation économique se détériore. L'armée tente de calmer la contestation et permet le retour de Perón.

⁹³ Eduardo Anguita et Martín Caparrós, *op.cit.*, p.25.

⁹⁴ L'un des chants les plus populaires de cette époque est "Si Evita était vivante, elle serait *Montonera!*" Les *Montoneros* lancent même une revue appelé *Evita Montonera*. Beaucoup de femmes argentines s'identifient à cette figure à la fois patriote, rebelle, maternelle et «glamour».

⁹⁵ De Riz, *op.cit.*, p.76.

⁹⁶ *Ibid.*, p.77.

Le secteur radical de la *Juventud Peronista*⁹⁷ s'incorpore alors au jeu politique et intègre le conseil délibératif du Parti justicialiste. En effet, ces jeunes militants ravivent les comités de base (*Unidad Básica*) dans les quartiers et les bidonvilles, méthode qui, autre pratique du péronisme, leur permet de s'insérer dans le mouvement ouvrier. Remarquable stratège, Perón utilise la guérilla pour attirer la jeunesse. Il fusionne les mouvements péronistes révolutionnaires au sein de son organisation dans le dessein de consolider son aile politique⁹⁸. Il mise sur la capacité et la fraîcheur idéologique de la jeunesse pour mener à bien sa campagne électorale. Il l'organise en un mouvement de masse et réussit à reprendre le pouvoir en 1973⁹⁹.

Mais une fois au pouvoir, le mouvement se scinde et est polarisé entre la gauche et la droite péronistes qui souhaitent que Perón matérialise des rêves finalement bien antagonistes. Les affrontements s'approfondissent entre le péronisme «orthodoxe», dirigé par les vieux syndicalistes bureaucratisés et le nouveau péronisme révolutionnaire incarné par les jeunes. Le gouvernement péroniste favorise la mouvance plus conservatrice, expulsant les jeunes de son entourage et aux yeux de ses derniers, trahissant leurs idéaux socialistes¹⁰⁰.

Ce tournant marque le début de la fracture dans le mouvement qui éclaire la fluidité de l'idéologie péroniste et sa capacité d'adaptation à une myriade de projets politiques en autant que l'iconographie classique soit conservée. La veuve de Perón, Isabel, lui succède à sa mort en 1974. Sa courte présidence est dominée par la déroute politique et par sa passivité face à la terreur instaurée par des groupes paramilitaires. C'est dans ce contexte que le 24 mars 1976, la junte militaire, avec le consentement de vastes secteurs de la bourgeoisie, renverse encore une fois l'ordre civil.

⁹⁷ Jeunesse Péroniste.

⁹⁸ Trebach, *op.cit.*

⁹⁹ De Riz, *op.cit.*, p. 108.

¹⁰⁰ Eduardo Duhalde (Parti Justicialiste), vice-président pendant la présidence de Carlos Menem et président de transition entre 2002 et 2003 a fait partie de cette mouvance plus conservatrice. En effet, il appelait en 1975 ses troupes à combattre les *Montoneros*, exigeant même dans des chants la mort des dirigeants révolutionnaires.

1.4 La dictature militaire de 1976-1983

Le *Processus de Réorganisation Nationale* (1976-1983) correspond intimement au diagnostic des secteurs dominants. Cette dictature met fin de manière violente au modèle d'intervention économique de l'État et à toute alliance avec les secteurs populaires. La liberté du marché est renforcée¹⁰¹, le modèle d'accumulation par substitution d'importations (ISI) est définitivement abandonné et le transfert des capitaux vers l'extérieur du pays est favorisé¹⁰². Toutefois le projet des militaires va au-delà de l'économie et vise une restructuration générale de toute la société, de la politique et de la culture.

Au nom de la sécurité nationale, les militaires cherchent à mettre fin définitivement aux idéologies de gauche, au péronisme et à la contestation sociale. En effet, leur politique de désindustrialisation, basée sur la valorisation financière et orientée vers les secteurs les plus concentrés du capital s'allie à une politique répressive dirigée vers les sources et les acteurs du conflit social. Les luttes sociales, étudiantes, syndicales et militantes qui ont dominé la scène nationale des dernières décennies sont profondément désarticulées.

Par ailleurs, avec la persécution du mouvement syndical, la chute des salaires et l'élimination des législations du travail, ce régime est bien accueilli dans son ensemble par les acteurs patronaux¹⁰³. Comme le démontre la sociologue Ana Wortman, alors que la société est sous le joug d'un régime oppresseur qui tue, torture, persécute et fait disparaître ses opposants politiques, certains secteurs sociaux se consacrent à acheter, voyager, à se construire des vies «light», pratiques possibles grâce au dollar à bon marché¹⁰⁴. C'est l'instauration d'un état de terreur décentralisée qui fait plus de 30,000 victimes et laisse un lourd héritage de peur, de démobilisation, d'individualisme et de repli sur soi¹⁰⁵.

¹⁰¹ Sidicaro, *op.cit.*, p.39.

¹⁰² Bessa, *op.cit.*, p.12.

¹⁰³ Sidicaro, *op.cit.*, p.40.

¹⁰⁴ Ana Wortman, *Imágenes publicitarias/Nuevos burgueses*, Buenos Aires, Prometeo libros, 2004, p.9.

¹⁰⁵ Les Argentins parlent du 'no te metás' qui signifie littéralement ne t'implique pas. Cette phrase résume de manière succincte la peur qu'engendre désormais toute forme d'implication sociale ou même solidaire. À cause de la répression, même à l'égard de potentiels opposants au régime, les gens se replient sur eux-mêmes et cessent toute activité possiblement perçue comme subversive. Pour la plupart des analystes, ce n'est qu'au cours des mobilisations des 19-20 décembre 2001 que ce régime de la peur et de la passivité politique prend fin.

Les séquelles du régime militaire

Les disputes internes, l'essoufflement du plan économique du ministre de l'économie Martinez de Hoz¹⁰⁶, les demandes croissantes des organismes de droits humains et finalement la défaite humiliante lors de la guerre des Malouines poussent les militaires à ouvrir le jeu électoral et les forcent à disparaître de la carte en tant qu'alternative politique. Le «*Processus*» laisse dans son sillage une crise étatique inusitée dans l'histoire argentine. Ce vide politique permet la multiplication d'activités spéculatives, favorisant la consolidation, selon Sidicaro, d'un capitalisme aventurier¹⁰⁷. En effet, la dette publique extérieure est multipliée par cinq pendant le régime militaire, passant de 8 à 43 milliards de dollars étasuniens¹⁰⁸. De plus, le revenu des travailleurs chute de 40% entre 1976 et 1980, une perte qui ne sera jamais récupérée. Surtout, la dictature introduit de nouveaux et désormais incontournables acteurs socio-économiques dans la vie politique nationale: les créanciers internationaux et les agences comme le FMI et la Banque Mondiale. Force est de constater que l'Argentine contemporaine ne peut être comprise qu'en reconnaissant les profondes transformations produites par la dernière dictature militaire¹⁰⁹.

1.5 Le retour de la démocratie

Vers la fin du régime militaire inauguré en 1976 se produit ce que O'Donnell et Schmitter appellent une résurrection de la société civile¹¹⁰. Au rythme de la libéralisation politique de la dictature, lorsque les autorités commencent à concéder des garanties individuelles et à négocier avec les secteurs d'opposition, un climat de participation populaire s'installe. Les identités collectives explosent sur la place publique et c'est dans ce contexte qu'apparaissent une panoplie de demandes qui n'avaient pas jusqu'alors de courroies de transmission. Une partie de la société s'insurge contre la dépolitisation, l'individualisme et l'atomisation légués

¹⁰⁶ Fils prodigue d'une ancienne famille de propriétaires fonciers, membre de la Société Rurale et formé dans l'école monétariste de Chicago, Martinez de Hóz a été la personne chargée de développer le plan économique de cette "nouvelle Argentine".

¹⁰⁷ *Ibid.*, p. 41.

¹⁰⁸ Miguel Bonasso, *El palacio y la calle*, Buenos Aires: Planeta, 2002, p.86-87.

¹⁰⁹ D. Azpiazu et H.Nocheff, "La democracia condicionada", In *Quince años de de democracia*, Buenos Aires, Norma, 1998, cité par Elena Bessa, *op.cit.*, p.15.

¹¹⁰ Guillermo O'Donnell et Philippe C. Schmitter, «Conclusiones tentativas sobre las democracias inciertas», In *Transiciones desde un gobierno autoritario*, volume 4, Buenos Aires: Paidós, 1994.

par le régime militaire. On assiste alors à une renaissance des mobilisations, des grèves et de la militance de base¹¹¹.

Le gouvernement de Raúl Alfonsín (1983-1989)

Raúl Alfonsín, qui appartient à l'aile gauche du Parti Radical (UCR), gagne les élections et assume la présidence à partir du 10 décembre 1983. Farinetti explique que le péronisme, à la suite de cette défaite électorale, cherche à se reconnecter avec ses stratégies traditionnelles: le discours revendicatif, le renforcement des syndicats, les demandes d'augmentation salariale et le renouvellement de l'identité péroniste des travailleurs¹¹². De manière générale, la récupération de la démocratie représente un grand souffle d'espoir et la promesse démocratique cherche à renverser symboliquement la dévastation produite par la dictature militaire, revitalisant ainsi les notions de participation politique, de citoyenneté, d'espaces publics, de pluralisme et de tolérance. C'est durant cette période de six ans qu'une grande partie des paramètres de la dynamique politique contemporaine se déploie, particulièrement quant au rejet des interventions militaires dans la sphère civile, la condamnation légale des crimes du terrorisme d'État et l'essor des mouvements de défense des droits humains cristallisée dans la formule du *Nunca Mas*¹¹³.

Mais toute cette ferveur ne suffit pas à éloigner les dangers qui assaillent cette fragile démocratie, particulièrement au niveau économique. L'échec des mesures comme le Plan Austral et l'hyperinflation de 1989¹¹⁴ dévoile la crise de l'État et, selon Sidicaro, représentent une blessure profonde dans la mémoire sociale¹¹⁵. Juan Carlos Portantiero démontre que le programme économique du gouvernement est boycotté par les groupes d'intérêts économiques afin de consolider la domination du capital privé. Pendant le chaos de l'hyperinflation, les prix perdent toute référence et l'État ne peut plus assurer l'impression de l'argent. Des pillages s'ensuivent et la violence de ceux-ci conduit à une rupture du pacte

¹¹¹ Farinetti, *op.cit.*, p.49.

¹¹² *Ibid.*, p.49.

¹¹³ Plus Jamais. Cette formule toujours largement utilisée et popularisée par les commissions d'enquête représente la volonté populaire d'activer la mémoire collective quant aux crimes contre l'humanité commis pendant la dictature et le besoin de lutter activement pour que de telles horreurs ne se reproduisent plus jamais.

¹¹⁴ Le taux d'inflation atteint les 5000%.

¹¹⁵ Sidicaro, *op.cit.*, p.51.

social qui place l'État comme garant de la propriété privée¹¹⁶. Isolé politiquement, Alfonsín qui a construit peu d'alliances est obligé d'abdiquer avant la fin de son mandat. Une nouvelle incarnation du péronisme rentre alors en scène.

1.6 Le ménémisme (1989-1999)

L'arrivée de Carlos Menem au pouvoir en 1989 marque une nouvelle fracture. Menem critique intensément l'intervention de l'État dans l'économie et, tout en se prétendant défenseur du modèle péroniste, adopte une politique néolibérale orthodoxe. Ce péroniste de la première heure¹¹⁷ effectue une vraie volte-face qui continue d'intriguer les observateurs. Utilisant l'appareil organisationnel du Parti justicialiste et faisant appel à la liturgie péroniste classique, il annonce que la solution aux problèmes de l'Argentine exige des réponses qui «n'ont rien en commun avec le péronisme des années 1940¹¹⁸». Forgeant des alliances avec des partis politiques conservateurs et avec le secteur financier, tout en reprenant l'outillage populiste, Menem s'adresse aux populations les moins éduquées pour leur vendre un programme qui vise à pratiquer une «opération chirurgicale sans anesthésie¹¹⁹» sur l'État. Pourtant, Menem fait fi de la doctrine péroniste et désagrège une grande partie du système politique et économique conçu par Perón. Ce processus représente une rupture: le péronisme de Menem devient le principal promoteur de l'ouverture et de la déréglementation.

1.6.1 Les réformes structurelles: un renversement de paradigme

Aux prises avec de graves problèmes économiques, le gouvernement mène une politique de libération économique, privatisant la majorité des services publics (incluant le pétrole et la sécurité sociale) nationalisés par Perón plus de quarante ans plus tôt. En même temps, sa politique d'austérité fiscale frappe de plein fouet la classe ouvrière. Ces réformes incluent l'élimination d'une variété de règlements, de subventions, de contrôles des prix ainsi qu'une réduction importante des tarifs douaniers et la perte de centaines de milliers d'emplois dans la

¹¹⁶ *Ibid.*, p.50.

¹¹⁷ Il était dans l'avion qui ramena Perón en Argentine en 1973 et fut élu gouverneur de la province de La Rioja cette même année sous l'égide du parti Justicialiste.

¹¹⁸ *Clarín*, 11 mars 1990, p.16.

¹¹⁹ *La Prensa*, 10 juillet 1989, p.5.

bureaucratie fédérale. Finalement, la loi de Convertibilité de 1991¹²⁰ lie inexorablement la valeur du peso au dollar étasunien, ce qui «deviendra un carcan pour les exportations¹²¹». Selon une recherche comparative, entre 1990 et 1995, les réformes de l'Argentine sont les deuxièmes plus importantes au monde¹²². Comme le décrit Carlos Gambetta, «bénie par la communauté financière internationale, l'Argentine applique rigoureusement les lettres d'intention des experts de Washington¹²³.» L'ambassadeur aux Etats-Unis, Guido Di Tella, résume bien l'éthos de cette époque en affirmant que l'Argentine doit entretenir des «*relaciones carnales*¹²⁴» avec les Etats-Unis.

La politique sociale et économique du président Menem se situe à l'antithèse de ce qu'on aurait pu attendre d'un gouvernement péroniste. Toutefois, sa campagne électorale est organisée autour des problématiques traditionnelles du mouvement. Employant les vocables classiques de *compañeros*¹²⁵ et faisant appel à la protection de la patrie, Menem s'entoure de photos de Perón et d'Evita lors d'apparitions publiques qui sont un écho direct au répertoire classique. Savoir jusqu'à quel point la popularité de Menem dans certains secteurs de la classe ouvrière est basée (au moins partiellement) sur la survie d'une mystique péroniste, plus puissante que la réalité politique, serait le sujet d'une thèse. La liturgie péroniste est certainement l'une des composantes les plus importantes de l'univers politique argentin des six dernières décennies.

Au cours des années 1990, la société argentine est l'objet d'une véritable transformation structurelle qui produit des changements d'une intensité jusqu'alors inconnue, consolidant

¹²⁰ Le plan de convertibilité ressemble beaucoup au système dit du *currency board* imposé au siècle passé dans certains pays par l'Angleterre, puissance coloniale de l'époque. Ce système impose une contrainte à l'émission monétaire: celle-ci doit être strictement limitée à l'entrée de devises. Chaque peso créé doit avoir sa contrepartie en dollar, et donc si l'entrée de dollars fléchit, l'émission de crédit d'origine publique (déficit budgétaire) ou privée (crédit aux entreprises et aux particuliers) devrait suivre.

¹²¹ Carlos Gambetta, «Le naufrage du «Modèle FMI». Crise totale en Argentine», *Le Monde Diplomatique* (Paris), janvier 2002, p.1.

¹²² Gwartney, James, Robert Lawson, et Walter Block, *Economic freedom of the world, 1975-1995*. Vancouver, British Columbia, The Fraser Institute, 1996.

¹²³ Gambetta, *op.cit.*, p.1.

¹²⁴ Le concept des relations charnelles implique le maintien d'une relation de collaboration étroite entre les deux pays et d'un alignement automatique de l'Argentine sur les politiques étasuniennes, comme le démontre la participation argentine à la guerre du golfe en 1990.

¹²⁵ Mot amplement utilisé dans les milieux militants toutes orientations confondues pour signifier camarades, compagnons, amis et surtout pour marquer un sentiment d'appartenance et d'identité commune.

ainsi une tendance qui se développe depuis les années 1970. Le modèle étato-centrique est finalement abandonné. On peut parler d'un véritable changement d'époque. D'après Katrina Burgess et Steven Levitsky, les crises, particulièrement celles qui sont caractérisées par l'hyperinflation incitent souvent les gouvernements à se réorienter vers l'économie de marché. D'abord, elles réduisent la liberté des gouvernements face aux institutions financières internationales¹²⁶ qui exigent l'adoption de politiques économiques orthodoxes en échange de leur aide. Deuxièmement, de telles crises tendent à convaincre les dirigeants politiques qu'aucune alternative viable n'existe. Troisièmement, l'hyperinflation amène beaucoup d'électeurs à conclure que les mesures orthodoxes d'austérité sont, au moins à court terme, préférables au statu quo. Dans un tel contexte, le coût électoral que peut entraîner la pérennité de la crise est souvent plus grand que celui qu'implique la «trahison» des programmes populistes traditionnels¹²⁷.

Au rythme des privatisations, de la désindustrialisation et de l'augmentation des inégalités sociales, le pays connaît une profonde mutation. Le passage d'un État qui assurait et reconnaissait la classe ouvrière comme une force sociale à un modèle monétariste basé, entre autres, sur la réduction des fonctions de l'État via la privatisation des services publics névralgiques, génère un vide dans les institutions publiques. Dans les années 1990, sous la tutelle de Carlos Menem, l'État abandonne son rôle de régulateur et de fournisseur de biens et de services de base.

En effet, l'administration de Carlos Menem (1989-1999) met sur pied une batterie de réformes structurelles. Ses composantes principales sont la loi de réforme de l'État, la loi d'urgence économique et la loi de la convertibilité entre le peso et le dollar. Le tout provoque une profonde transformation du monde de la production, une stabilisation inédite des prix après des décennies d'inflation récurrente et une concentration et centralisation croissante du capital. Il en résulte l'enrichissement extraordinaire d'un groupe réduit de grands agents économiques. Mais la corruption notoire de l'administration Menem dévoile la fragilité des institutions démocratiques. À cet effet, le journaliste de la BBC, Greg Palast,

¹²⁶ Le Fonds monétaire International et la Banque Mondiale entre autres.

¹²⁷ Katrina Burgess et Steven Levitsky, «Explaining populist party adaptation in Latin America.» *Contemporary Political Studies*, Octobre 2003, p.887.

dévoile que des sommes astronomiques ont été détournées par des membres du gouvernement lors de la vente des actifs publics qui ont d'ailleurs été concédés à des sommes dérisoires grâce à un vaste système de pots-de-vin. Cet auteur révèle d'autant plus la responsabilité de la Banque Mondiale et du FMI dans ces transactions douteuses¹²⁸.

1.6.2 Les germes de la catastrophe sociale et économique

En Argentine, pendant les premières années de la parité, entre 1991 et 1994, le pays vit une certaine euphorie qui suit une longue période de difficultés économiques. Au cours de ces années, le régime de Carlos Menem annonce une relance de l'activité et une hausse annuelle de 9% du PIB. Mais, selon Schvarzer, la situation réelle n'est pas conforme au modèle rêvé. Selon la plupart des analystes, le gouvernement de Menem provoque à partir de 1994 une longue agonie de l'économie argentine qui suit une brève impression de prospérité. En effet, la surévaluation du peso contribue pendant de nombreuses années à réduire la compétitivité de la production locale face à l'extérieur¹²⁹. Conséquence directe et désastreuse sur la production locale: les importations passent de 4,076 milliards en 1990 à 31,377 milliards en 1998. À cause de cette avalanche de produits abordables, Bonasso calcule que 1500 usines de textiles et 1200 usines de chaussures sont obligées de fermer leurs portes¹³⁰. Selon Auyero, entre 1988 et 1998, le cœur industriel de l'Argentine¹³¹ perd 5,508 usines¹³². De plus, la dollarisation signifie aussi la perte de l'indépendance monétaire argentine et son incapacité à régler l'économie nationale¹³³. Dans son ensemble, l'Argentine en souffre: blocage de l'activité industrielle, recul de l'emploi public et croissance impressionnante du chômage (passant de 12,2 % en octobre 1994 à 18,4 % en mai 1995¹³⁴).

La convertibilité prévoit un taux de change fixe d'un peso pour un dollar, ce qui exige que la Banque Centrale doit avoir en tout temps des réserves importantes de dollars. Un cercle vicieux s'enchaîne lorsque la demande de dollars entraîne le retrait massif de fonds du

¹²⁸ Greg Palast, «World Bank Secret Documents Consumes Argentina», www.gregpalast.com, 4 mars 2002.

¹²⁹ Jorge Schvarzer, «Argentine: la longue agonie de la convertibilité», *Problèmes d'Amérique latine* n 42, 2001, p.2

¹³⁰ Bonasso, *op.cit.*, p.87

¹³¹ Aussi appelé Conurbano Bonaerense.

¹³² Javier Auyero, «Protest in Contemporary Argentina. A Contentious Repertoire in the Making», 2005, p.13.

¹³³ Schvarzer, *op.cit.*, p.9.

¹³⁴ *Ibid.*, p.4.

système bancaire, d'où la baisse des réserves, le déséquilibre du système financier, la croissance de la méfiance des marchés et la récession du secteur productif¹³⁵. Les retraits bancaires dépassent de 18% le total des dépôts et une grande partie des réserves est perdue pour maintenir le taux de change. Cette situation explique la faillite éventuelle du système bancaire qui survient en 2001.

Sur le plan international, la crise asiatique de 1997 ainsi que la dévaluation de la monnaie brésilienne de 1998 provoquent de nouvelles fuites de capitaux. La valeur du peso s'érode. Ceci s'inscrit dans un contexte international défavorable où les prix du pétrole et les cours boursiers des produits agricoles sont à la baisse. L'Argentine subit les baisses de la demande subséquentes et le gouvernement refuse d'octroyer toute subvention. La crainte d'une autre crise conduit la Banque Centrale à autoriser l'achat de banques locales par des banques étrangères. La reconversion et la concentration du système financier entraînent la disparition de 60 000 emplois, permettant aux banques étrangères de contrôler jusqu'à 51% des dépôts bancaires en 2001¹³⁶.

Dans les années 1990, la balance de paiements est déficitaire. La majorité des capitaux qui rentrent en Argentine au début des années 1990 sont consacrés à l'achat d'entreprises publiques, soit les fameuses privatisations. Mais ces nouveaux capitaux ne sont pas réinjectés dans l'économie; ils servent plutôt à régler les intérêts de la dette. Or, grâce à la déréglementation, les services publics privatisés peuvent librement sortir du pays les devises et intérêts qu'ils génèrent. Ces gains sont faramineux. On calcule que de nombreuses compagnies augmentent leurs tarifs de 104% pendant les années de la parité¹³⁷. Selon une étude de la FLACSO¹³⁸, un index tarifaire en harmonie avec le taux d'inflation étasunien permet aux entreprises privatisées de toucher des bénéfices extraordinaires dépassant les neuf milliards de dollars à la fin de 2000. Pendant la décennie 1990, la rentabilité moyenne de l'ensemble des entreprises privatisées est sept à huit fois supérieure à celle du reste des plus

¹³⁵ *Ibid.*, p.5.

¹³⁶ Bonasso, *op.cit.*, p.88.

¹³⁷ *Ibid.*, p.89.

¹³⁸ Faculté latino-américaine de sciences sociales.

grandes entreprises du pays¹³⁹. Mais puisque les compagnies de services «publics» s'adressent au marché intérieur, leur activité n'engendre pas les dollars nécessaires. Résultat: l'endettement. Miguel Bonasso indique que, sous la gouvernance de Menem, l'Argentine contracte 54% de sa dette totale calculée à 145 milliards en 2000¹⁴⁰. Une telle dette (dont le 97 % est en devises étrangères) restreint drastiquement les marges de manœuvre du gouvernement argentin et introduit le «monitorage permanent des marchés dans les décisions locales¹⁴¹».

1.6.3 Menem l'a fait¹⁴²

Sur le plan social, cette décennie se caractérise par une augmentation inédite de la pauvreté et de la marginalité. Dans ce contexte de précarisation croissante du travail et de la chute de l'emploi, on assiste à la consolidation d'une structure de redistribution profondément inégale et de fragmentation de la structure sociale. Dans les années 1990, le chômage ne cesse d'augmenter, surtout dans l'intérieur du pays, puisque l'application du modèle économique provoque la suppression de nombreuses activités et la disparition d'emplois. Cette disparition affecte les plus pauvres, ceux qui sont les moins qualifiés et les moins éduqués¹⁴³. Depuis 1991, le chômage a augmenté de 300%, passant de 6% à 21,5%¹⁴⁴. La privatisation des sociétés d'État (téléphone, postes, aviation, usines hydrauliques, énergie, pétrole, train et gaz) bouleverse les taux de chômage. Entre 1989 et 1999, près de 150,000 ouvriers perdent leur emploi comme conséquence directe de la liquidation des compagnies étatiques à des multinationales¹⁴⁵ majoritairement européennes¹⁴⁶. En province, des villes entières comme Plaza Huincul et Cutral-Co sombrent dans la misère lorsque l'exploitation pétrolifère YPF est

¹³⁹ E.M.Basualdo, D. Azpiazu, et al, «El proceso de privatización en la Argentina. La renegociación con las empresas privatizadas, revisión contractual y supresión de privilegios y de rentas extraordinarias», In *El proceso de privatización en Argentina*, Universidad Nacional de Quilmes, IDEP, Página 12, avril 2002.

¹⁴⁰ Bonasso, *op.cit.*, p.86. La dictature militaire (1976-1983) est responsable de 25,26%

¹⁴¹ *Ibid.*, p.12.

¹⁴² Slogan publicitaire de Menem.

¹⁴³ Voir à ce sujet les textes de Murmis et Feldman (1996), Beccaria et Lopez (1996), Kessler (1996).

¹⁴⁴ INDEC.

¹⁴⁵ *Télécom* (franco-italienne), *Telefónica Española* se partagent la téléphonie. *Agua Argentinas*, gérée principalement par la compagnie française Suez Lyonnaise, s'occupe de la distribution de l'eau. L'entreprise aérienne *Aerolineas Argentinas* est bradée à la compagnie espagnole *Iberia*.

¹⁴⁶ Auyero, 2005, p.14.

privatisée et délocalisée¹⁴⁷. Votée en septembre 1992, la loi qui permet la privatisation détruit en moins de deux ans un système économique et une forme de vie qui représentait le summum du modèle auquel l'Argentine avait jadis aspiré. Selon Auyero, non seulement la compagnie passe de 4,200 à 600 employés mais, aussi, c'est toute la dynamique sociale essentielle à la survie de la communauté qui est désarticulée¹⁴⁸. À cet égard, Martelucci et Svampa soutiennent que le passage d'un modèle national-populaire au néolibéralisme a occasionné l'affaiblissement de la composante ouvrière de l'identité populaire et a brisé la chaîne de solidarité sociale dans les fondements des politiques publiques¹⁴⁹.

Les mécanismes d'appui au Parti justicialiste

La société (et plus particulièrement le monde syndical) doit digérer, à partir de l'arrivée de Menem au pouvoir en 1989, la réglementation des grèves dans le secteur public, l'interdiction des augmentations salariales non associées à des améliorations dans la productivité, la décentralisation des négociations collectives, la privatisation des entreprises d'État et la «flexibilisation» des contrats de travail¹⁵⁰. Ces politiques se font aux dépens des programmes traditionnels et des alliances des partis. Certains expliquent même la survie du Parti justicialiste (PJ) parce qu'il s'est divorcé des «perdants» dans le processus de réforme, en particulier des syndicats¹⁵¹. Mais, malgré toutes les réformes, le PJ ne perd pas l'appui de la classe ouvrière. Il maintient une base relativement stable de soutien parmi les électeurs les plus pauvres et les moins instruits tout au long des années 1980 et des années 1990¹⁵².

Pour expliquer ce soutien, le sociologue Javier Auyero, dans une analyse particulièrement brillante des pratiques clientélistes du péronisme pendant le règne de Menem, décrit les

¹⁴⁷ Fondée en 1922, la compagnie étatique pétrolière YPF fut la première compagnie gouvernementale. L'économie entière des deux villes était dépendante de l'activité pétrolière. Pendant plus de cinquante ans, les employés pétroliers ont bénéficié de conditions de travail stables et d'une sécurité sociale supérieure à la moyenne nationale. Elle a été rachetée par la compagnie espagnole REPSOL. On calcule que depuis plus de 55.000 ouvriers et techniciens ont perdu leur emploi.

¹⁴⁸ Auyero, 2005, p.15.

¹⁴⁹ Martelucci et Svampa, *op.cit.*, 1997.

¹⁵⁰ Farinetti, *op.cit.*, p.54.

¹⁵¹ Steven Levitsky et Katrina Burgess, *op.cit.*, p.907.

¹⁵² Ostiguy, Pierre, *Peronism and anti-Peronism: Class-cultural cleavages and political identity in Argentina*, Thèse de doctorat, University of California, Berkeley, 1998, p 353-355, cité par Steven Levitsky et Katrina Burgess, *op.cit.*, p.896.

réseaux «assistentialistes» que le Parti justicialiste met en place dans les bidonvilles. Grâce à un des centres d'action communautaires péronistes appelés Unité de base (UB) coordonnées par des *manzaneras*¹⁵³ et des *punteros*¹⁵⁴, le PJ s'assure du vote péroniste en exaltant la mémoire du général et d'Evita mais surtout en distribuant une myriade de faveurs comme de la nourriture et diverses marchandises, tout en promettant des emplois au gouvernement municipal ou provincial. Par ailleurs, selon Auyero, ce clientélisme politique s'enracine dans les communautés et génère une économie de liens sociaux stimulés par des projets et une mémoire sociale commune. S'appuyant sur une étude ethnographique sur le terrain, l'auteur décrit comment ce système produit aussi un réseau de relations et des représentations culturelles qui deviennent les éléments centraux dans la vie quotidienne de gens qui vivent des situations extrêmes de privation ainsi que de destitution sociale et culturelle¹⁵⁵. Les gains pour le parti péroniste de cette dynamique sont importants puisque ces pratiques permettent de revitaliser les rituels politiques, de canaliser la passion combative péroniste et, dans certains cas, de garder les bases électorales captives¹⁵⁶.

D'un autre côté, puisque la dépendance du PJ envers les syndicats diminue depuis les années 80, les dirigeants syndicaux jadis «la colonne vertébrale du péronisme¹⁵⁷» sont laissés sans mécanismes efficaces de participation dans le parti¹⁵⁸. Car, il est certain qu'une transformation aussi radicale est accompagnée par une reconfiguration des alliances traditionnelles du Parti justicialiste. Celui-ci, dans les années 1990, cesse de s'appuyer autant sur l'acteur syndical pour lui préférer le corporatisme patronal représenté par les groupes oligarchiques de l'économie argentine¹⁵⁹. L'autonomie exécutive dont jouit Menem facilite

¹⁵³ Les *manzaneras* sont des femmes déléguées, généralement péronistes, qui distribuent les aliments d'un programme social appelé *Plan Vida*. Ce plan instauré dans la province de Buenos Aires par le gouverneur Duhalde fait partie d'une série de mesures cherchant à neutraliser les conflits sociaux tout en obtenant l'appui politique des classes historiquement identifiées au parti péroniste. Il devient rapidement la source principale d'intervention sociale dans la province de Buenos Aires.

¹⁵⁴ Les *punteros* sont des médiateurs politiques, habituellement associés au Parti Justicialiste. On les appelle ainsi parce qu'ils sont les antennes (pointes des doigts) des partis dans les quartiers.

¹⁵⁵ Javier Auyero, *La política de los pobres*, Buenos Aires, Ediciones Manantial, 2001, p.29.

¹⁵⁶ Toutefois, la défaite du PJ dans des secteurs traditionnellement péronistes du grand Buenos Aires aux élections législatives de 1997 nous conduit à croire que les liens clientélistes possèdent une complexité inattendue. À ce sujet voir Mariela L. Szwarcberg.

¹⁵⁷ Farinetti, *op.cit.*, p.52.

¹⁵⁸ Levitsky, Steven, *Transforming labor-based parties in Latin America: Argentine Peronism in comparative perspective*, New York, Cambridge University Press, 2003, p. 111-118.

¹⁵⁹ Svampaet Pereyra, *op.cit.*, p.20.

l'application des mesures. Pendant cette période, les acteurs collectifs du passé - associations patronales, syndicats ouvriers, groupements de gestionnaires de l'Etat et de technocrates, etc. - connaissent un processus de désagrégation. C'est aussi la fracture de la solidarité sociale qui a toujours caractérisé la société argentine¹⁶⁰. Menem, tout en se posant comme l'héritier de Perón¹⁶¹, vise à pacifier toute forme de conflit social. Dans un contexte marqué par une récession croissante à partir de 1998, par l'augmentation du chômage et par une croissance exponentielle des luttes populaires¹⁶², Menem prône des notions d'harmonie entre les classes et cherche à gommer la notion d'adversaire social qu'ont incarnés historiquement les élites pour les classes populaires. Finalement, il cherche à diluer l'identification du peuple aux opprimés, un des coagulants les plus puissants des mobilisations en Argentine. Son but ultime: vider le champ du politique¹⁶³.

1.7 La crise totale : le gouvernement de De la Rúa (1999-2001)

Dans ce contexte de marasme économique, la transition politique est délicate puisque Menem ne peut se représenter pour un troisième mandat. Aux élections de 1999, c'est Fernando de la Rúa, le candidat de l'Alliance, une coalition de centre-gauche (UCR et le FREPASO¹⁶⁴), qui l'emporte. Mais, puisque le PJ détient la majorité au Congrès, l'Alliance est obligée de négocier constamment avec les péronistes qui tentent, dès le départ, de saboter le parti au pouvoir¹⁶⁵. Le nouveau cabinet est très hétérogène et inclut plusieurs disciples de l'école monétariste de Chicago¹⁶⁶. Malgré un discours politique qui prône la récupération économique et morale, le court régime de l'Alliance est caractérisé par la récession, la crise politique et les mobilisations populaires contre le plan économique du gouvernement. Selon Sidicaro, ce dernier opte pour la continuité avec le ménémisme tout en approfondissant certains aspects entamés par son prédécesseur comme la réforme du monde du travail¹⁶⁷. On

¹⁶⁰ Bessa, *op.cit.*, p.36.

¹⁶¹ Menem prétend être l'héritier de Perón. Dans des discours empreints de la liturgie péroniste, il demande fréquemment "qu'est ce qu'aurait fait Perón?" et répond "Perón l'aurait fait ainsi". Voir Canelo, p.20.

¹⁶² On assiste à l'apparition d'explosions sociales et de barrages routiers dans les provinces à partir de 1993.

¹⁶³ Canelo, *op.cit.*, p.35.

¹⁶⁴ Front pour un pays solidaire

¹⁶⁵ Schvarzer, *op.cit.*, p.17.

¹⁶⁶ L'école de Chicago est l'une des écoles d'économie les plus connues aux États-Unis. Elle est associée aux théories prônant la liberté complète du marché dans l'économie. En Amérique latine, ses disciples sont associés à l'impérialisme économique qui fait valoir les raisonnements d'ordre économiques avant tout autres.

¹⁶⁷ Sidicaro, *op.cit.*, p.86.

se souviendra que pendant ces deux années tumultueuses, les ministres de l'économie se succèdent et les négociations de crédits avec les organismes internationaux sont conditionnées par la mise en œuvre d'une politique économique orthodoxe. Les fuites de dépôts et des réserves du pays s'accroissent. Ces fuites sont évaluées à 106,356 millions de dollars au début de 2002 selon l'INDEC. On peut mettre en rapport ces chiffres avec la dette publique, 138,983 millions de dollars, à laquelle on doit ajouter la dette privée, 55,893 millions de dollars¹⁶⁸. Mais, le gouvernement maintient la convertibilité et la stratégie du déficit zéro, réduisant les dépenses publiques.

Au cours de 2001, incapable de faire accepter ses politiques à une population de plus en plus mobilisée et révoltée par des nouvelles mesures d'austérité¹⁶⁹, De la Rúa est isolé politiquement et devient même un objet de risée publique. La situation devient catastrophique lorsque le paiement des intérêts de la dette représente 30% des dépenses courantes. C'est la spirale de la crise économique qui «agissant de pair avec la dégradation de la situation politique¹⁷⁰» conduit le pays à l'issue imprévisible et douloureuse de décembre 2001. En refusant d'accorder un prêt à son ancien élève prodige, le Fonds Monétaire International accélère la chute¹⁷¹. La situation sociale devient explosive et l'appauvrissement de la population est si fulgurant que certains auteurs n'hésitent pas à parler d'un génocide¹⁷².

On affirme généralement que la colère des classes moyennes éclate le 5 décembre 2001 lorsque le détesté ministre de l'économie, Domingo Cavallo¹⁷³, déclare le gel des comptes bancaires et 75 milliards \$US sont confisqués. La crise devient une «pandémie» lorsque des masses de gens affamés prennent d'assaut des supermarchés, rappelant les pillages qui avaient bouleversé le pays lors de la crise de l'hyperinflation de 1989¹⁷⁴. Rapidement, des

¹⁶⁸ Données de la Banque centrale de la république argentine.

¹⁶⁹ Les salaires publics et les pensions de retraites sont réduits de 13 % en juillet 2001. Voir Schvarzer, *op.cit.*, p.20.

¹⁷⁰ *Idem.*

¹⁷¹ Gambetta, *op.cit.*, p.1.

¹⁷² Bonasso, *op.cit.*, p.318.

¹⁷³ Vice-président de la Banque Centrale pendant la dictature et apôtre d'un néolibéralisme radical, c'est Domingo Cavallo qui a orchestré la parité en 1991.

¹⁷⁴ Bonasso décrit dans son livre *El Palacio y la Calle* la participation des *manzaneras* péronistes dans les pillages. Dans le dessein de déstabiliser l'Alliance et prendre le pouvoir, le Parti Justicialiste aurait organisé les pillages à l'aide de la structure clientéliste du gouverneur de la province de Buenos Aires, Duhalde. Plusieurs organisations

pillages se multiplient à travers le pays. Spectaculaires par leur intensité, ces pillages ne sont toutefois pas des moments de violence isolés, mais font partie de ce que les théoriciens appellent «un cycle d'action collective¹⁷⁵». Le 19 décembre, le président complètement dépourvu face à l'ampleur du raz-le-bol annonce l'état de siège. Ce geste ne fait qu'irriter encore plus les milliers de gens munis de casseroles qui défiant l'ordre prennent d'assaut les rues de la capitale dans des mobilisations gigantesques. Ces *cacerolazos*¹⁷⁶ ainsi que les pillages et blocages de route forcent De la Rúa à démissionner. Mais, avant qu'il ne s'enfuit en hélicoptère, les forces de l'ordre ont le temps de réprimer les manifestants et d'en tuer plus d'une trentaine.

Selon Auyero, les mobilisations qui caractérisent la révolte de 2001 sont la culmination d'un processus de mobilisations qui dure depuis près d'une décennie¹⁷⁷. Cette idée d'une continuité dans les processus de mobilisation contredit l'image médiatisée d'une révolte citoyenne spontanée véhiculée par des journalistes, comme Carlos Gambetta du *Monde Diplomatique* pour qui la société argentine était jusqu'alors abasourdie, victime d'une étonnante passivité et surtout incapable de manifester son mécontentement face au drame qu'elle vivait¹⁷⁸. Gambetta réussit tout de même à cerner un phénomène inusité et réel: le rejet de la société à l'égard de la classe politique au grand complet. Tous les observateurs s'accordent pour dire que, fait nouveau dans le panorama politique, les participants dans ce soulèvement n'obéissaient pas à des consignes, qu'il n'y avait pas de bannières de partis politiques ou de syndicats et que les gens rejetaient même les dirigeants politiques présents¹⁷⁹.

L'explosion sociale de 2001 représente à cet égard une rébellion face à un paradigme basé sur la peur. On peut parler alors de la fin d'un cycle caractérisé par trois éléments fondamentaux qui ont composés l'histoire argentine des 25 années antérieures :

comme la CTA (Centrale des travailleurs Argentins) affirment ne pas avoir participé dans les manifestations des 19-20 décembre pour ne pas contribuer à une telle issue.

¹⁷⁵ Sidney G. Tarrow, *Power in movement. Social Movements and Contentious Politics*, Cambridge: Cambridge University Press, 1996.

¹⁷⁶ Manifestations au moyen de casseroles...

¹⁷⁷ Auyero, 2002, p.11.

¹⁷⁸ Gambetta. *op.cit*, p.1.

¹⁷⁹ Le chant «qu'il s'en aillent tous, qu'il n'en reste pas un!» cristallise ce sentiment.

- 1) La discipline par le terrorisme d'État (l'élimination systématique des forces contestataires);
- 2) La discipline par la terreur économique (menace d'hyperinflation, crises);
- 3) La corruption de la classe politique (dirigeants syndicaux, politiciens)¹⁸⁰.

Certains penseurs et politiciens de gauche vont même jusqu'à parler de la mort du modèle néolibéral et de l'avènement de la révolution¹⁸¹. Le nombre et l'ampleur des mobilisations sociales expliquent cette analyse quelque peu romantique qui illustre la perspective politique désirée par de nombreux Argentins.

1.8 Les lendemains de l'explosion

Dans les semaines qui suivent la déroute de l'Alliance, quatre présidents se succèdent. Dans un contexte d'intrigues de palais, le péronisme réussit un coup de maître et c'est Eduardo Duhalde, le candidat déchu aux présidentielles de 1999 qui est assermenté début janvier 2002. La manœuvre est techniquement légale, mais la nomination du représentant par excellence des formes d'organisation clientéliste de l'appareil péroniste se trouve à l'antithèse des demandes de participation politique du peuple mobilisé. L'une de ses premières mesures est la dévaluation du peso à 28,75% de sa valeur antérieure¹⁸². Au cours de son mandat de 16 mois, Duhalde maintient les principes fondamentaux de l'économie néolibérale. Selon le penseur marxiste James Petras, les sociétés privatisées en mains étrangères et leurs associés locaux continuent de décapitaliser l'économie (19 milliards \$US sortent du pays en 2002)¹⁸³. Les inégalités sociales s'accroissent. Dans ce contexte de crise institutionnelle et d'effondrement économique, des groupes de voisins de Buenos Aires forment quelque 270 assemblées de quartiers¹⁸⁴ «afin d'organiser des réseaux locaux d'entraide et d'assistance sociale¹⁸⁵». On parle alors d'une société mobilisée.

¹⁸⁰ Inspiré de l'intervention du sociologue Emilio Taddei du Conseil Latino-Américain de Sciences sociales à Montréal le 2 mars 2002.

¹⁸¹ Claudio Katz, «El paisaje de la gran rebelión.», *Risal*, 5 mars 2002. Voir aussi les écrits sur la «révolution» argentine de Naomi Klein (2003) et John Jordan (2003).

¹⁸² Angel Jozami, *Argentina: la destrucción de una nación*, Barcelona, Mondadori, 2003, p.65.

¹⁸³ James Petras, «Argentina: 18 months of popular struggle.» *Canadian Dimension* (Winnipeg) Juillet/Août 2003, vol.37, n° 4, p.29.

¹⁸⁴ Dans un éditorial, le journal de droite *La Nación* décrit ces assemblées comme des soviets.

¹⁸⁵ Armony, 2004, p.97.

À cet effet, Armony indique qu'entre janvier et mai 2002, plus de 600,000 personnes participent dans quelque 11,000 actes de protestations¹⁸⁶. Face à cette augmentation fulgurante des conflits sociaux, Duhalde utilise une double stratégie, réprimant d'une part les *Piqueteros* les plus combatifs ainsi que les entreprises occupées par leurs travailleurs et, d'autre part, octroyant des subsides aux secteurs les plus modérés. Lors d'une manifestation *Piquetera* en juin 2002, deux membres du MTD Anibal Verón¹⁸⁷ sont assassinés par la police. Cette répression et l'indignation populaire qu'elle soulève forcent Duhalde à annoncer la tenue d'élections en mai 2003. C'est à ce moment que Petras note que la classe ouvrière et les pauvres passent de l'action directe de masse à des niveaux élevés de participation électorale. En effet, la population n'adhère pas à la campagne d'abstention aux présidentielles de 2003, prônée par des secteurs de la gauche¹⁸⁸.

Les élections : divisions du Parti justicialiste

Le PJ se trouve profondément divisé entre deux clans, celui de Menem et celui du président Duhalde. Une guerre fratricide pour le pouvoir rend impossible une candidature unique aux présidentielles et aboutit à la participation de trois candidats issus du même parti : Carlos Menem, Adolfo Rodriguez Súa¹⁸⁹ et Néstor Kirchner, candidat secondé par Duhalde. Au lendemain du premier tour, l'auteur Osvaldo Bayer écrit: «nous sommes tous péronistes, l'Argentine est un pays péroniste¹⁹⁰». Il fait ainsi référence au fait que les trois candidats du PJ représentant le péronisme comme parti ont obtenu plus de 60% des voix. On s'aperçoit que les élections viennent entériner et consolider celui qui dirige l'appareil local (caractérisé depuis des années par la suprématie de caciques locaux aux pratiques mafieuses et clientélistes). Il est clair que, malgré la révolte citoyenne de 2001, celui qui contrôle l'appareil péroniste domine la scène électorale.

¹⁸⁶ *Idem*.

¹⁸⁷ Dario Santillán et Maximiliano Kosteki du Mouvement de travailleurs sans emploi (MTD).

¹⁸⁸ Petras, *op.cit.*, p.28.

¹⁸⁹ On se rappelle que Adolfo Rodriguez Súa fut l'un des présidents du pays pendant la dernière semaine de 2001. Il avait suspendu le paiement de la dette extérieure.

¹⁹⁰ Osvaldo Bayer, «El país peronista», *Página 12* (Buenos Aires), 28 avril 2003.

1.9 Le nouveau contexte politique inauguré par l'administration Kirchner

Néstor Kirchner remporte les élections et prend le pouvoir le 25 mai 2003. Cet ancien gouverneur de la province de Santa Cruz dont il se targue d'avoir assaini les finances, a bâti sa campagne électorale autour du slogan «Pour un pays sérieux». Bien qu'hissé au pouvoir grâce à la structure organisationnelle de Duhalde et au retrait de Menem du second tour¹⁹¹, Kirchner rallie rapidement l'appui de secteurs progressistes, particulièrement dans la ville de Buenos Aires où le vote péroniste est historiquement très faible. Contrairement à toutes attentes, il devient rapidement très populaire et réussit à assembler une myriade de secteurs autour de son modèle K, un projet de rénovation du péronisme qui cherche à récupérer plusieurs mécanismes de la matrice étato-centrique. Dans cette optique, Kirchner est en pourparlers constants, depuis son élection, pour renégocier la dette et se libérer de la tutelle étrangère. Son but: déclarer l'indépendance de l'Argentine des organismes de prêt internationaux. Autre rupture avec le discours de ses prédécesseurs: il annonce que les mesures économiques de libre-marché imposées par le FMI ne peuvent résoudre les problèmes du pays et il ne peut pas repayer la dette au prix de la misère des Argentins. Finalement, en janvier 2006, tout comme le Brésil, l'Argentine rembourse sa dette de 9,5 milliards de dollars auprès de l'organisme¹⁹² après avoir rééchelonné une autre partie de la dette des créanciers privés à des taux très favorables¹⁹³. Dès ses premiers mois à la tête du pays, Kirchner incite et va même jusqu'à destituer plusieurs juges de la cour suprême nommés par Carlos Menem. Il les remplace par des juges plus progressistes¹⁹⁴. Son discours devient aussi de plus en plus combatif à l'égard des compagnies de services «privatisées» et il réussit à «renationaliser» la compagnie des postes et, en mars 2006, la compagnie de distribution d'eau. Il fait ouvrir des centaines de voies de chemins de fer, fermées par Menem¹⁹⁵. Beaucoup d'Argentins croient rêver. Quoi qu'on assiste à une certaine stabilisation politique et croissance économique de 9% par an, le taux de chômage est de

¹⁹¹ Menem obtient 24% des voix mais prévoyant sa défaite, il abandonne la course avant le deuxième tour.

¹⁹² «Argentina paga de una vez toda su deuda al FMI», *20 minutos* (Madrid), 3 janvier 2006

¹⁹³ «Canje de la deuda argentina, "a juicio"», *BBC* (Londres), 4 mars 2005

¹⁹⁴ Deux des nouveaux juges, Eugenio Zaffaroni et la féministe Carmen Argibay, ont d'ailleurs exprimé leur opinion en faveur de la décriminalisation de l'avortement. Toutefois, on accuse Kirchner, qui a déjà nommé quatre des sept juges qui siègent à la cour suprême, d'y créer une majorité automatique 'kirchnériste'. La réforme de la cour suprême est d'ailleurs l'un des objectifs principaux du gouvernement de Kirchner.

¹⁹⁵ Le réseau ferroviaire argentin en 1957 était de 43,938 km. Pendant la gouvernance de Menem qui le privatise, il passe de 35,746 km à 8,339 km.

19,1% (en calculant les bénéficiaires de plans sociaux)¹⁹⁶. Même avec une croissance soutenue de l'économie, le gouvernement ne réussit pas à résoudre le problème social complexe que représente le travail au noir et qui touche 47,5% des travailleurs salariés¹⁹⁷. De plus, 33,8% de la population, soit 16,4 millions de personnes vivent dans des foyers pauvres et 12,2% sous le seuil de l'indigence. Toutefois, il s'agit d'une diminution de la pauvreté importante si on la compare au taux de 47,8% de pauvreté en 2003¹⁹⁸.

Kirchner entreprend un projet de pacification sociale, se montrant conciliant envers les acteurs sociaux. En effet, même les Mères de la Place de Mai, résistantes de la première heure aux régimes militaires et aux coupures économiques des gouvernements démocratiques ultérieurs saluent les politiques progressistes de droits humains de Kirchner et appuient son gouvernement. En 2006, après 25 ans, les Mères annoncent la fin de leurs marches de résistance, admettant qu'elles «n'ont plus un ennemi à la présidence». Kirchner milite activement pour mettre un terme à l'héritage d'impunité laissé par la dernière dictature. À cet effet, il encourage l'annulation de lois et de décrets iniques qui avaient innocenté des milliers de militaires pourtant accusés de graves violations des droits humains (génocide, torture, meurtre, enlèvements de bébés). Le président appelle sans cesse au châtiement de militaires coupables d'atrocités et, dans un discours du 24 mars 2006, souligne même la responsabilité de la société civile pendant la dictature, notamment des intérêts économiques qui ont appuyé le terrorisme d'État.

Selon l'analyste Rosendo Fraga, ceci s'explique parce qu'il cherche simultanément à assumer une politique nationaliste et anti-militariste¹⁹⁹. Habile politicien, Kirchner a su en grande partie désamorcer le conflit social, institutionnaliser certains groupes parmi les plus

¹⁹⁶ David Cufre, «Salir del pozo es cada vez más difícil», *Página 112 (Buenos Aires)*, 23 septembre 2005.

¹⁹⁷ Ismael Bermúdez, «El empleo en negro no cede: afecta al 47,5% de los asalariados», *Clarín (Buenos Aires)*, samedi 11 juin 2005.

¹⁹⁸ En septembre 2005, il est calculé que sans l'aide des plans sociaux, la pauvreté serait de 45,3%. Sur les 16,4 millions de pauvres, 6,3 millions d'entre eux vivent dans la pauvreté extrême puisqu'ils ne disposent pas des moyens suffisants pour acheter la nourriture de base. La situation en province est encore plus grave. Avec 71,6% de pauvreté, Concordia est en tête de la liste des villes les plus pauvres. Jujuy suit avec 64,8%. La région Nord-Est, qui comprend Corrientes, Chaco, Formosa et Misiones, affiche la plus grande concentration de pauvreté: 60,3% de la population. La ville de Buenos Aires enregistre le plus faible taux de pauvreté: 15% et 3,4% d'indigence. Voir données de l'INDEC 2005.

¹⁹⁹ Rosendo Fraga, «Entre el nacionalismo y el argentino-centrismo», *Nueva Mayoria*, 4 avril 2006.

contestataires et surtout rallier à sa cause plusieurs secteurs de la population. On admire sa fermeté et une grande majorité de la population se rallie avec optimisme à son projet de reconstruction nationale. On assiste aussi à un réalignement politique puisque le gouvernement intègre en son sein des acteurs clés du conflit social. L'engouement pour ses mesures est important et divise une gauche plus habituée à être réprimée que satisfaite dans certaines de ses revendications historiques²⁰⁰.

Conscient de la fragilité de ses bases électorales et trop dépendant des manœuvres de Duhalde dont il cherche à se distancier, Kirchner tente de consolider une série d'alliances politiques avec d'autres partis à l'extérieur de la machine péroniste. Ce projet qu'il nomme «la transversalité» est, d'après Victor Armony, le vecteur de la nouvelle culture politique argentine, basée «sur la construction d'un projet rassembleur qui se fonde sur des normes partagées²⁰¹». On peut imaginer que cet objectif de convergence se situe dans la même logique que le rapprochement de Kirchner des gouvernements progressistes latino-américains; à savoir la construction d'un front uni. Néanmoins, l'apparition en 2006 d'un noyau d'opposants, intégré par vingt députés alliés de Menem, de Duhalde et de Rodriguez Sáa au sein même du péronisme, confirme que la lutte pour le pouvoir est encore forte dans le parti²⁰². Le but pragmatique de Kirchner est donc d'accumuler le plus de pouvoir possible, rejoignant ainsi l'objectif principal de tous les gouvernements péronistes. Car, même si Kirchner prétend remplacer le péronisme par un projet à caractère transversal, les nécessités électorales l'obligent à rester ancré dans le péronisme. Dans ce cadre, le péronisme comme culture politique, au-delà de ses crises en tant que parti, demeure vigoureux²⁰³.

On peut comprendre les pratiques politiques de Kirchner dans le contexte général d'une remise en question des politiques ménémistes des années 1990 et de la popularité des attitudes nationalistes en Argentine. Kirchner représente une nouvelle incarnation du «leader» rêvé par les Argentins, celui qui, archétype profondément ancré dans l'imaginaire national, demeure intransigeant face aux puissances étrangères, fait revivre le modèle interventionniste

²⁰⁰ Plusieurs collectifs militants dénoncent toutefois encore des cas de répression contre la protestation sociale. À ce sujet voir les communiqués de presse de *Alerta Argentina*.

²⁰¹ Armony, 2004, p.180-181.

²⁰² Rosendo Fraga, «Claves políticas de la Argentina», *Nueva Mayoría*, 10 avril 2006.

²⁰³ Rosendo Fraga, «A 60 años del primer triunfo electoral del peronismo», *Nueva Mayoría*, 24 février 2006.

et finalement personnifie l'espoir de la réalisation du grand destin national²⁰⁴. Dans ce contexte de réactivation du sentiment nationaliste, on signale la vision «argentino-centriste» qui domine la gestion de Kirchner, y compris dans sa politique extérieure²⁰⁵.

Malgré sa popularité, il trouve des critiques tant à gauche qui lui reprochent son hypocrisie, qu'à droite qui dénoncent son «personnalisme», son attitude conciliatrice envers la protestation²⁰⁶ et l'intervention croissante du gouvernement dans l'économie, notamment au niveau du contrôle des prix²⁰⁷. À gauche, de nombreux observateurs, comme l'avocat Salvador María Lozada, critiquent Kirchner qui utiliserait aussi un modèle de noyautage «clientéliste» pour conserver le pouvoir en s'alliant aux *Piqueteros* modérés grâce à des politiques d'assistance²⁰⁸. Dans ce même esprit critique, l'économiste marxiste, Claudio Katz, pense que la divergence entre Kirchner et «l'establishment» est purement rhétorique. Il n'a pas modifié les orientations traditionnelles de la politique argentine et ses politiques surprennent seulement parce qu'on les compare avec l'extrême néolibéralisme des années 1990. Il est certain qu'il a ratifié plusieurs conquêtes démocratiques, mais son gouvernement n'est pas l'aboutissement de la rébellion du 20 décembre 2001. Au contraire, il a réintégré de nombreux politiciens répudiés, a neutralisé l'énergie de ce soulèvement (qu'ils s'en aillent tous) et a accordé des concessions sociales insignifiantes²⁰⁹. Depuis 2004, on assiste à une réactivation des conflits syndicaux comme le démontrent une série de grèves qui éclatent dans des secteurs aussi diversifiés que l'hôpital Garrahan de Buenos Aires, les pétrolières dans la province de Santa Cruz et le métro de Buenos Aires²¹⁰.

²⁰⁴ Armony, 2004, p.179.

²⁰⁵ Rosendo Fraga, «Entre el nacionalismo y el argentino-centrismo», *Nueva Mayoría*, 4 avril 2006. Cet auteur fait mention de l'accueil réservé que Kirchner accorde aux diplomates étrangers, aux diverses figures royales et au président Bush lors de leurs visites au pays. Cet auteur souligne aussi l'attitude belliqueuse et populiste que prend Kirchner face au litige qui l'oppose à l'Uruguay quant à la construction, par ce dernier, d'une papeterie polluante sur la frontière.

²⁰⁶ Menem affirme en septembre 2003 que le gouvernement de Kirchner n'est pas justicialiste (péroniste) mais gauchiste alors que tous les gouvernements péronistes antérieurs ont été de centre-droite.

²⁰⁷ En 2006, il a causé une polémique nationale en faisant pression sur les secteurs producteurs de viande pour qu'ils baissent leur prix. Il les a même obligés à cesser l'exportation pour 64 jours.

²⁰⁸ Antoine Bigo, «Trente ans après le coup d'État en Argentine - Une certaine idée de la démocratie», *Le Devoir* (Montréal), 24 mars 2006.

²⁰⁹ Claudio Katz, «Argentine: un gouvernement en dispute ?», *Risal*, 16 janvier 2005.

²¹⁰ Mario Wainfeld, «La plaza y los campings», *Página /12* (Buenos Aires), 4 septembre 2005.

Jusqu'à présent nous avons abordé les grandes lignes de l'histoire argentine tentant d'illustrer le scénario politique et culturel sur lequel vont jaillir les mouvements des chômeurs. À travers les affrontements qui ont marqué l'histoire argentine, une mémoire et des projets collectifs sont apparus. Les événements jusqu'ici mentionnés marquent les références auxquelles les individus et les groupes sociaux se reportent; ils illustrent en quelque sorte l'identité que les Argentins ont dû définir et composent une certaine conscience historique partagée²¹¹. Dans le deuxième chapitre, nous allons nous pencher sur les théories qui permettent d'expliquer le phénomène des mouvements *Piqueteros* ainsi que l'originalité du cas argentin. Nous tentons de démontrer que ces mouvements ne sont pas qu'une simple réponse au processus de retrait de l'État et du démantèlement des paramètres interventionnistes, mais se composent à partir d'un héritage d'action collective antérieur. Plus précisément, malgré certaines innovations, les *Piqueteros* sont ancrés dans une culture et font appel à un répertoire de conflit.

²¹¹ Ces concepts sur la mise en scène d'une nation sont tirés de Fernand Dumont, *Genèse de la société québécoise*, Montréal, Boréal Compact, 1999.

CHAPITRE II

LA SINGULARITÉ DES MOUVEMENTS DE CHÔMEURS ARGENTINS

2.1 Cadre socio-historique

En Europe et en Amérique du Nord, la crise des années 1930 génère d'immenses vagues de chômage; des mouvements et des syndicats de chômeurs apparaissent alors. L'État intervient socialement pendant cette crise et le développement de l'État providence dans les pays industrialisés permet d'intégrer une grande partie de la masse de chômeurs. En Argentine, la société salariale se développe largement au XXIème siècle pour être ensuite progressivement démantelée au cours des trente dernières années. Rappelons que la classe ouvrière argentine a toujours représenté des particularités inédites en Amérique latine. D'un point de vue démographique, il s'agit d'une masse de travailleurs salariés qui dans leur ensemble vivent dans les grands centres urbains et n'étaient pas liés à la société agraire. L'Argentine s'est effectivement urbanisée très tôt et a connu de grandes vagues de migration interne entre les années 1930 et 1960. Contrairement aux autres villes d'Amérique latine, Buenos Aires ne s'est pas appauvrie dans le passé avec les migrations de l'intérieur. Dans la capitale, ces migrants s'intègrent économiquement et vivent l'ascension sociale sous le péronisme. Ceci produit une classe ouvrière dont les membres ont une grande homogénéité par leurs origines et leur expérience de vie. Selon l'auteur Juan Carlos Torre, ils se joignent à la communauté politique nationale²¹². Pendant longtemps, la société argentine conserve des niveaux de salaires, de droits et d'intégration sociales uniques dans la région. Selon le sociologue Gabriel Kessler, cette situation produit une société passionnée par l'égalité, élément central

²¹² Torre, *op.cit.*, p.11.

dans la dynamique sociale et politique²¹³. En 1974, l'Argentine a une distribution de la richesse similaire à celle de nombreux pays industrialisés: le secteur aisé de la population est 12 fois plus riche que le plus pauvre²¹⁴. À cet égard, dans les années 1970, 70% des Argentins disent même appartenir à la classe moyenne²¹⁵.

2.2 Nouveau contexte économique mondial

Les transformations du capitalisme avancé frappent de plein fouet l'Argentine qui cherche à s'ajuster aux exigences du marché international. Comme le souligne David Held, l'internationalisation de la production et des transactions financières caractérise le nouvel ordre économique mondial. Même si les corporations multinationales ont des bases nationales, elles visent par-dessus tout la rentabilité mondiale et une stratégie corporative d'ensemble²¹⁶. Les politiques monétaire et économique de pays comme l'Argentine sont dominées par les mouvements des marchés financiers internationaux. Les niveaux d'emploi, d'investissement et de revenus nationaux sont subordonnés aux décisions des corporations qui choisissent où elles localisent les moyens de production et leurs administrations. Held démontre que la mondialisation des relations économiques altère la capacité des pays à réaliser un grand nombre de politiques économiques. Pour cet auteur, les années 1990 marquent définitivement la fin du modèle keynésien. Dans une économie globalisée caractérisée par la division internationale du travail et un système monétaire mondial, les gouvernements nationaux n'ont plus l'indépendance qu'exigent l'intervention et la direction de leurs économies²¹⁷.

2.3 Une chirurgie sans anesthésie

L'arrivée au pouvoir de Carlos Menem en 1989 coïncide avec la chute du mur de Berlin et la «fin de l'histoire» proclamée par Francis Fukuyama. Ce moment marque un tournant important dans l'histoire du capitalisme et l'implémentation de la société de consommation.

²¹³ Gabriel Kessler et Mercedes di Virgilio, «The New Urban Poverty in Argentina and Latin America», In *Becoming global and the new poverty of cities*, Washington DC, Woodrow Wilson International Center for scholars, 2005, p.79.

²¹⁴ Maristella Svampa, *La brecha urbana*, Buenos Aires, Claves para todos, 2004, p.18.

²¹⁵ Armony, 2004, p.159.

²¹⁶ David Held, *Democracia y orden mundial*, Barcelone, Paidós, 1997, p.380.

²¹⁷ *Ibid.*, p.382.

Ana Wortman signale que «c'est à partir de ce moment emblématique que le capitalisme est représenté comme le seul système de vie légitime et possible²¹⁸». Dans l'Argentine des années 1990, un autre mur s'écroule: celui de l'État protecteur des relations sociales. Dans son ensemble, la société se conforme rapidement à cet ethos capitaliste où les garanties collectives sont gommées au profit de la survie individuelle. On assiste à l'introduction de nouveaux paramètres culturels qui correspondent intimement aux nouvelles exigences économiques. Wortman démontre que pendant cette époque, l'Argentine, jadis passionnée d'égalité sociale, se transforme en nation dominée par de profondes inégalités sociales, le tout facilité par le démantèlement des systèmes d'éducation, de santé et de sécurité sociale.

2.3.1 Des gagnants et des perdants

Ce processus de déstructuration de l'État se légitime dans l'imaginaire social grâce à la représentation en paroles et images de modèles de vies triomphants et individualisés²¹⁹. Les bases de la société sont radicalement et rapidement reconfigurées à cause du démantèlement de la structure salariale (droits sociaux, protection sociale et stabilité du travail). Selon le sociologue Alfredo Pucciarelli, le succès de l'offensive patronale et étatique face aux conquêtes des classes populaires s'explique par la consolidation des objectifs économiques jadis lancés durant la dernière dictature militaire²²⁰. Il s'agit d'un processus social de décadence, de fragmentation et de paupérisation d'une grande majorité de la population. Depuis la restitution démocratique de 1983, on assiste à une véritable guerre sociale où s'affrontent l'axe politique/patronal néolibéral et les organisations populaires²²¹. L'exclusion est naturalisée et devient irréversible dans l'imaginaire social. Une partie importante de la population voit ses conditions de vie se détériorer radicalement²²².

Le modèle néolibéral, caractérisé par la concentration de la richesse, la destruction des conquêtes historiques des travailleurs et la restructuration des relations sociales, laisse dans son sillage une augmentation des inégalités sociales et une profonde polarisation sociale. À

²¹⁸ Ana Wortman, *Imágenes publicitarias/Nuevos burgueses*, Buenos Aires, Prometeo libros, 2004, p.15.

²¹⁹ *Ibid.*, p.16.

²²⁰ Alfredo Pucciarelli, *La democracia que tenemos*, Buenos Aires, Libros del Rojas, 2001, p.12.

²²¹ *Ibid.*, p.11-12.

²²² Victor Armony, 2000, p.185.

partir des années 1990, la nouvelle dynamique de polarisation approfondit la brèche sociale entre un groupe réduit de gagnants qui réussissent à s'adapter avec succès au nouvel ordre et un ample conglomerat de perdants, marqué par le déclin social et la déqualification du travail. De plus, ces changements structurels produisent des modifications dans la subjectivité des gens qui développent des sentiments de culpabilité, de passivité, d'humiliation, d'isolement et de perte d'estime de soi, vecteurs essentiels d'un projet de discipline social²²³. Le modèle de la convertibilité (parité entre le peso et dollar étasunien) enrichit les entrepreneurs et dirigeants tenants du libre-marché, tout en appauvrissant radicalement la majorité de la population.

La crise des schémas de type keynésien et fordiste et la subséquente disparition du plein emploi engendrent une déstructuration de la classe ouvrière²²⁴. L'émergence d'une société post-industrielle bouleverse les données relatives au chômage, à la pauvreté, à la régression des salaires et à la protection sociale. On fait face à l'augmentation de la précarité de l'emploi, à la flexibilité du travail, à la croissance fulgurante du chômage, au sous-emploi, au travail au noir et à la perte de qualité de l'emploi. C'est dans le monde du travail que les Argentins expérimentent une mutation dans les attentes à leur égard²²⁵. Robert Castel parle de «désaffiliation» pour illustrer l'état de précarité dans laquelle est catapultée une partie de la population²²⁶. Il s'agit de l'adoption progressive d'un nouveau paradigme où l'économie peut maintenant croître même si le pays connaît de hauts niveaux de chômage. Ces niveaux de pauvreté qui affectent la consommation ne posent plus de problèmes pour les profits des grandes entreprises puisque l'économie s'est réorientée vers le secteur bancaire et financier.

De l'autre côté de la médaille, les nouveaux taux de chômage signifient l'apparition de nouveaux acteurs qui doivent s'adapter aux changements structurels. De nombreux secteurs sociaux sont progressivement exclus de la consommation des biens symboliques et matériels

²²³ Toty Flores, *De la Culpa a la autogestión. Un recorrido del Movimiento de Trabajadores Desocupados de La Matanza*, Buenos Aires, Editora MTD, 2002.

²²⁴ Carlos M. Vilas, «Actores, sujetos, movimientos ¿ dónde quedaran las clases?» In *Cuadernos del CENDES* (Buenos Aires), Año 13, n 32, Mai-Août 1996, 11-34, p.27.

²²⁵ François Dupuis, *Sociologie du changement. Pourquoi et comment changer les organisations*, Paris, Dunod, 2004, p.14.

²²⁶ Robert Castel, *La métamorphose de la question sociale: une chronique du salariat*, Paris, Fayard, 1995.

dont ne peuvent dorénavant profiter qu'un groupe restreint d'Argentins. Ces personnes en marge du système institutionnel éprouvent de plus en plus de difficulté à exercer leurs droits. Puisqu'elles sont exclues des lieux où se définit la citoyenneté, ces personnes perdent progressivement leur appartenance à un système de droits civils ainsi que politiques et par conséquent elles perdent leur subjectivité. Exclues du monde du travail et de l'accès aux biens matériels, ces personnes sont aussi exclues des institutions et de l'État.

Ces changements de la structure socio-économique argentine ont des impacts qui se font d'abord sentir dans les provinces patagoniques où l'État est omniprésent par sa présence directe dans la production et comme employeur principal. Pour le mouvement ouvrier argentin, ces changements signifient la perte des grandes conquêtes sociales caractéristiques du péronisme et la dégradation des conditions de travail et de vie. Les premières victimes des réformes sont les employés des entreprises privatisées lors d'une vague de réformes structurelles. Ce processus de transformation économique engendre un nouveau panorama caractérisé par le travail précaire, «au noir» et la «flexibilisation» des relations de travail ainsi que l'apparition de nouveaux conglomerats sociaux: les exclus. On assiste à la naissance d'un appauvrissement croissant et continu. Cette nouvelle pauvreté entraîne l'apparition de nouvelles formes d'exclusion et de marginalité jusqu'alors inconnues en Argentine. Une grande partie de la classe ouvrière argentine, naguère homogène, est brutalement expulsée du marché du travail.

L'État ne réussit pas à réintégrer les nouveaux exclus ni les travailleurs informels et précaires dans des réseaux de contention, des centres de formation ou de reconversion du travail. L'État et la société argentine peuvent difficilement amortir le poids de cette nouvelle pauvreté puisque l'exclusion de milliers de personnes s'inscrit au cœur même du projet économique néolibéral. L'État met en application des mesures de «flexibilisation» du travail et de mises à pied massives²²⁷, abandonnant ainsi son rôle de garant du bien-être collectif. À la fin des années 1990, les institutions, elles-mêmes en faillite, ne peuvent résoudre la situation.

²²⁷Svampa et Pereyra, *op.cit.*, p.11-13.

2.4 Les impacts du chômage

Un des impacts économiques de l'application du modèle néolibéral est la reconversion industrielle par la transnationalisation des entreprises. Des milliers de personnes qui travaillaient dans des entreprises ou des usines perdent leurs emplois. Le chômage devient un problème général qui se produit dans une sensation de faillite sociale partagée par la quasi-totalité de la population. Par conséquent, la persistance et l'ampleur du phénomène qui touche de plus en plus différentes couches sociales longtemps relativement épargnées, modifient la perception du chômage. La sensation de faillite sociale est partagée par la quasi-totalité de la population. Aux yeux d'un nombre croissant de personnes, il devient clair que c'est la nature même des économies capitalistes libérales qui est en cause. On se rend compte que la réussite financière et économique des uns entraîne la paupérisation des autres. De fait, il devient de plus en plus difficile de traiter la thématique du chômage sur un mode sectoriel et individuel. Le chômage chronique des Argentins ne peut plus être considéré simplement comme une question de manque de formation ou de compétence. Le fait qu'un problème social important ne trouve pas de traitement politique satisfaisant, fournit un cadre favorable à l'émergence de mouvements contestataires²²⁸. La colère et un sentiment généralisé d'injustice montent dans la population.

2.5 Croissance du conflit social

Entre 1991 et 2001, la majorité des régions argentines connaissent une augmentation du conflit social. On assiste à l'émergence d'un nouveau type de réclamation et de mobilisations. Ne pouvant exercer la pression de la grève ni même en brandir la menace, les chômeurs doivent créer des moyens originaux pour dénoncer leur pauvreté, en l'occurrence des blocages des routes. Ils cherchent avant tout à préserver des droits sociaux acquis (conditions de travail, éducation publique, salaires équitables...). Confrontée au désengagement de l'État et à la privatisation des services urbains, la communauté devient essentielle pour les chômeurs. Dès le début des années 1990, des communautés solidaires prennent la relève sur les initiatives de l'État. Elles se transforment en lieu d'innovation sociale et de

²²⁸ Cloward et Piven, *op.cit.*, 1977.

mobilisation²²⁹. Les exclus doivent développer des structures de survie. À partir de 1996, on assiste à l'émergence du mouvement de travailleurs sans emploi, plus couramment appelé *Piquetero* à cause des piquets qu'ils érigent, non plus devant des usines mais sur les routes du pays. Or, comment une population à ce point dépourvue de ressources, isolée, socialement et politiquement, a pu se mobiliser de la sorte?

2.6 La théorisation de l'action collective

On aborde autrement la mobilisation de chômeurs dans la littérature européenne et étasunienne. La littérature sociologique se penche surtout sur les obstacles qui entourent de telles mobilisations, comme l'incapacité des chômeurs à se constituer en véritable acteur collectif ou la fragilité de leurs organisations. À cet effet, on mentionne comme obstacles le fait que les chômeurs sont à l'extérieur de la structure sociale, qu'ils n'ont pas de lieu ou d'identité d'appartenance et qu'ils sont issus de souches hétérogènes²³⁰. À la lumière de telles analyses, on s'aperçoit à quel point le cas argentin est exceptionnel. Dans un contexte de dépression totale, qui n'est pas sans rappeler la crise des années 1930, on aurait pu envisager le pire comme aux lendemains de la tombée de la République de Weimar.

Les réponses citoyennes des *Piqueteros* sont d'autant plus inusitées que des coups d'État autoritaires et sanguinaires ont sévi dans l'histoire argentine. Même si la tradition démocratique en Argentine est jeune et son équilibre extrêmement fragile, c'est la recherche de pratiques démocratiques plus égalitaires et participatives qui ont été mises de l'avant comme solution aux instabilités du pays, non seulement par ses exclus organisés mais aussi par une panoplie de mouvements protestataires, certains composés de gens de la classe moyenne qui avaient peu participé politiquement. Selon Armony, la singularité de l'Argentine dans la série de crises des «économies émergentes (Mexique, Asie de l'Est, Russie, Brésil, Turquie) est la vigueur et l'étendue de la réponse des citoyens²³¹». La plupart des théories des mouvements sociaux que nous avons examinées affirment justement la

²²⁹ *Ibid.*, p 291-292.

²³⁰ Svampa et Pereyra, *op.cit.*, p.11.

²³¹ Armony, 2004, p.150.

difficulté de l'organisation sociale dans un tel contexte de pauvreté et désintégration²³². C'est d'ailleurs plutôt les comportements conformistes ou conservateurs des chômeurs qui sont relevés.

2.6.1 Les vecteurs politiques des chômeurs

On dit que les chômeurs représentent un groupe dont les ressources sociales, culturelles et financières sont extrêmement faibles. Comme l'indique F. Chazel, «plus les collectivités sont désorganisées et démunies, plus elles ont besoin d'organisations professionnelles et d'entrepreneurs politiques pour porter leurs protestations²³³». Selon l'analyse européenne, les partis politiques se font moins le relais des revendications des chômeurs parce qu'ils ne sont pas perçus comme un électorat suffisamment homogène et captif²³⁴. Les cadres institutionnels de la représentation, qu'ils soient syndicaux ou partisans, généralement ne représentent pas les intérêts des chômeurs et des exclus. En Argentine, le mouvement syndical joue ce rôle de représentation d'une manière extrêmement limitée même lorsque des sans-emploi ont la possibilité d'adhérer à des organisations syndicales. Les syndicats concentrent plutôt leurs efforts sur des enjeux directement liés au monde du travail. De plus, les syndicats, en partie regroupés dans la puissante centrale CGT historiquement associée à la classe ouvrière et au PJ, ont donné leur aval aux programmes de réformes structurelles. Par conséquent, les syndicats perdent leur légitimité pendant la décennie des années 1990. Comme l'indique Nicolas Iñigo Carrera, en plus de perdre leur capacité de mobilisation, ils ont aussi vu leur rôle de médiateur entre l'État et les travailleurs changer complètement²³⁵. L'expansion des secteurs tertiaires et informels, caractéristique du post-industrialisme, affaiblit l'identité des classes et transforme les partis aux appuis ouvriers²³⁶.

²³² Voir Lazarsfeld, Jahoda et Zeisel, Piven et Cloward.

²³³ F. Chazel (dir.) «Mouvement sociaux» In *Traité de sociologie*, Boudon, Paris, Presses Universitaires de France, 1992, p.301.

²³⁴ V. Martín. *Les comportements politiques des chômeurs*, Paris, IEP, Mémoire de DEA, 1993.

²³⁵ Nicolas Iñigo Carrera, «Las Huelgas Generales Argentina 1983-2001: un ejercicio de periodización» In *Documentos y comunicaciones: PIMSA*, Buenos Aires, no 5, 2001, p.110.

²³⁶ M.Castells et A. Portes, «World underneath: the origins, dynamics and effects of the informal economy», In Portes A., Castells M., Benton L. A. (éds.) *The informal economy. Studies in advanced and less developed countries*, The Johns Hopkins University Press, Baltimore and London, 1989, p.11-37.

Toutefois, en Argentine, la loyauté des classes populaires envers le péronisme, conducteur historique de leurs revendications, s'est construite au fil des ans à l'aide d'un système complexe d'échange de services. Le PJ recrute des adhérents en leur offrant un réseau d'appartenance ainsi qu'un ensemble de représentations culturelles liées au péronisme. Mais, surtout, le parti consolide son électorat en échangeant des faveurs matérielles et symboliques pour le vote des secteurs populaires. Grâce à la création de petits fonds spéciaux pour une minorité de chômeurs dans la province de Buenos Aires, le gouvernement péroniste provincial réussit même à calmer la situation sociale tout en garantissant son pouvoir. Pour de nombreux observateurs progressistes, attachés à des notions idéales de la politique, il s'agit là d'un phénomène de clientélisme politique²³⁷, une pratique de manipulation anti-démocratique²³⁸. Cette dynamique asymétrique de contrôle du parti sur les plus pauvres freine pendant de nombreuses années l'organisation indépendante des chômeurs²³⁹.

2.6.2 La crise institutionnelle comme déclencheur du conflit?

En analysant les mouvements de pauvres, afin de comprendre leur éventuelle institutionnalisation, Piven et Cloward argumentent principalement dans leur ouvrage *Poor people's movements: why they succeed, how they fail* que la protestation est façonnée et dirigée par les institutions avec lesquelles ceux qui protestent sont le plus souvent en contact. Dans le cas de chômeurs, ceci sera habituellement le système d'aide sociale de l'État. Ces auteurs affirment que les pauvres protestent seulement lorsqu'il y a une crise économique, politique et idéologique d'envergure dans ces institutions. Selon cette analyse influente, ce sont les institutions qui déterminent la forme, les buts immédiats et le contexte de la protestation. En première instance, les protestations des classes populaires sont déterminées par l'expérience quotidienne de l'oppression et de la privation. Pour Piven et Cloward, la protestation doit être considérée comme le mécanisme qui permet aux classes populaires

²³⁷ Nous adoptons la définition selon laquelle le clientélisme est une relation asymétrique, quoique ouverte et de bénéfices mutuels, au sein de laquelle des individus d'un statut supérieur, les patrons, utilisent leur influence et ressources afin d'offrir de la protection ou des ressources à quelqu'un d'un statut inférieur, qui offre en retour du support général, de l'assistance, des services personnels et de la loyauté. À ce sujet voir Mariela L. Szwarcberg, *Feeding Loyalties Political Clientelism in Argentina. An Analysis of the Case of the Manzaneras*, The University of Chicago, Department of Political Science, 2003, p.4.

²³⁸ Auyero, 2001, p.29.

²³⁹ Jozami, *op.cit.*, p.83.

d'obtenir des concessions des élites²⁴⁰. Piven et Cloward concluent ainsi que les contestataires ne remportent que ce que les circonstances historiques leur auraient concédé éventuellement²⁴¹. De plus, ils soutiennent qu'en organisant les pauvres, on ne fait que les intégrer dans la politique conventionnelle, ce qui conduit éventuellement à l'échec de leur protestation²⁴².

Certains aspects de cette analyse cadrent avec la situation argentine. Pendant le gouvernement Menem, les rivalités entre les secteurs dominants (secteurs industriels vs financiers) déclenchent une rupture des alliances au pouvoir et favorisent la crise institutionnelle. Dans ce contexte, on peut mieux comprendre l'apparition de nouveaux mouvements sociaux. L'État a toujours été le terrain de dispute et de rivalité entre les élites d'où l'engendrement de crises hégémoniques à répétition. L'hypothèse de Piven et Cloward permet de comprendre ce cadre favorable à la fermentation du conflit social. On peut même spéculer que la montée des *Piqueteros* n'aurait pu avoir lieu si les élites au pouvoir avaient représenté un bloc uni²⁴³; la répression totale des mouvements ou du moins une solution uniforme aurait pu alors être envisagée. On peut pousser l'exercice plus loin en se demandant si l'augmentation spectaculaire du conflit social et sa grande diffusion médiatique n'ont pas été à l'avantage politique des élites qui misent sur le retour de mesures répressives. Fin 2002, Menem, alors candidat aux élections présidentielles, réclame la répression militaire des *Piqueteros* qu'il compare à des délinquants. Des *Piqueteros* et des fonctionnaires du gouvernement accusent même l'ancien président de stimuler des conflits sociaux pour provoquer la répression²⁴⁴.

Il est cependant impossible de résumer la mobilisation des *Piqueteros* au simple facteur de la crise institutionnelle. En effet, elle s'inscrit dans une complexe transformation de la structure

²⁴⁰ Frances Fox Piven, et Richard A. Cloward, *Poor people's movements: why they succeed, how they fail*, New York, Vintage Books, 1979, p.23.

²⁴¹ *Ibid.*, p.36.

²⁴² *Ibid.*, p.36-37.

²⁴³ De grandes disputes internes à la fin des années 1990 secouent le péronisme caractérisé par les secteurs qui favorisent le maintien de la convertibilité (secteur financier et les services publics) et ceux qui souhaitent la dévaluation (secteur industriel et d'agro-exportation). Le premier courant est représenté par Menem tandis que le second par Duhalde. Les deux rivaux (et secteurs) anciennement des alliés politiques se mènent une lutte féroce.

²⁴⁴ *Clarín*, 29 novembre 2002, *La Nación*, 1 et 2 décembre 2002.

salariale d'une population historiquement syndicalisée et salariée, de l'application de mesures néolibérales orthodoxes, de la perception d'une trahison de toute la classe dirigeante envers le peuple, d'une puissante réaction citoyenne face à l'effondrement du pays et aussi l'apport culturel et organisationnel de longues années de luttes sociopolitiques. À la complexité de l'analyse s'ajoute le fait que les mouvements sociaux argentins ne surgissent pas du néant mais s'inscrivent dans une tradition qui a toujours encouragé le combat social et la résistance. Aussi, on ne pourra étayer notre argumentaire de la vision de Piven et Cloward qui prédit d'emblée l'échec des mouvements organisés dans un pays où ces derniers ont été des acteurs essentiels dans les grandes transformations sociales. Pourtant, on retient la théorisation de ces auteurs sur les relations entre les crises des élites et la possibilité d'émergence des mouvements sociaux ainsi que sur les impacts de l'institutionnalisation sur la protestation.

En Argentine, l'émergence d'un mouvement *Piquetero* s'explique en partie par l'existence d'une tradition d'organisation associée aux mouvements ouvriers, au péronisme et à la présence d'une gauche révolutionnaire. La situation est complexe puisqu'ils sont à la fois en rupture et en continuité. En effet, selon Svampa et Pereyra, à leur origine, les *Piqueteros* sont d'anciens travailleurs de la pétrolière YPF, la plus grande entreprise productive d'État. Il s'agit donc d'individus qui ont été complètement socialisés dans un cadre de stabilité et de bien-être social²⁴⁵. Les nouveaux chômeurs argentins appartiennent à une classe ouvrière naguère socialisée dans le monde du travail syndiqué et dont l'identité était structurée par celui-ci. Les changements structurels et la nouvelle pauvreté les poussent à développer des nouvelles stratégies de survie.

2.6.3 Changement des opportunités

Selon d'autres théoriciens tels que Sydney Tarrow, la protestation sociale se constitue lorsque des changements dans les opportunités et les contraintes politiques se produisent. Cet auteur affirme que les mouvements sociaux se forment par intérêt, qu'ils sont potentiellement dangereux et violents. Il conclut aussi que les mouvements sociaux nationalistes relèvent du passé. D'après l'analyse de Tarrow, les résultats des courants de contention ne dépendent pas

²⁴⁵ Svampa et Pereyra, 2003, p.17.

de la justice de la cause ou même du pouvoir du mouvement mais plutôt de la réaction des élites²⁴⁶. Cet auteur soutient que les mobilisations sociales ont lieu lorsque les conditions politiques réduisent les coûts associés à l'action politique et qu'apparaissent de nouveaux recours permettant l'action collective. Les mobilisations se produisent lorsque des conditions particulières favorisant la protestation se présentent et non seulement lorsque la situation devient intolérable. Poursuivant cette logique, Tarrow développe la théorie de la structure des opportunités politiques, théorie selon laquelle les opportunités de mobilisation seraient le fruit du degré de stabilité des alliances politiques, de la présence d'alliés influents et finalement de la cohésion ou de la division des élites dominantes.

Il s'agit là de la théorie de la mobilisation des ressources, théorie liée au concept du *rational choice*, cadre d'analyse utilisée fréquemment pour étudier la protestation et le développement des mobilisations. Développée aux États-Unis, cette théorie avance que l'action collective est motivée par la maximisation de l'auto-intérêt et le calcul rationnel des stratégies possibles comme méthode de décision²⁴⁷. Selon cette approche déterministe, ce sont les ressources et les opportunités qui conditionnent l'action collective. À cet égard, Marina Farinetti soutient qu'«il s'agit d'une perspective fertile pour explorer la dynamique de mobilisation puisqu'elle porte une attention spéciale aux réseaux d'organisation et à la gestion de l'action²⁴⁸».

La perduration des formes organisationnelles de ces nouveaux mouvements sociaux s'associe, à partir des années 1990, à une perte croissante de légitimité des institutions sociales, syndicales et politiques de l'État. De plus, il existe dans la population une méfiance croissante face à la corruption structurelle perçue comme inhérente au monde politique. Il s'agit d'une véritable crise de l'hégémonie politique traditionnelle qui fait disparaître les mécanismes de contrôle sociaux. Le tout s'exprime au niveau national sous la forme d'un réaménagement des alliances et des relations de force entre les secteurs dominants. Cette profonde crise politique se manifeste aussi par les ruptures et les réalignements constants entre les représentants politiques des partis officiels. Comme nous l'avons vu, le vide

²⁴⁶ Tarrow, *op.cit.*, p.7.

²⁴⁷ Les auteurs représentatifs de ce courant sont Oberschall (1973), MacCarthy et Zald (1977), Tarrow et Jenkins (1994).

²⁴⁸ Farinetti, *op.cit.*, p.4.

hégémonique laisse aussi un espace favorable à l'éclosion de pratiques politiques créatives. Pourtant, l'expérience argentine dément l'analyse de Tarrow sur la fin des mouvements sociaux nationalistes. De plus, tout comme pour Piven et Cloward, son analyse se concentre surtout sur la crise des élites et l'analyse pragmatique des acteurs sociaux comme éléments déclencheurs des mobilisations. Il y manque, à notre avis, une analyse de l'histoire du conflit social et des traditions culturelles de lutte comme facteurs déterminants dans la protestation.

2.6.5 Le répertoire d'action collective

Les arguments de Charles Tilly sur les phénomènes de protestation sont à cet effet pertinents pour comprendre la mobilisation des sans-emploi argentins. Selon cet auteur, un répertoire de protestations est l'ensemble des moyens dont dispose un groupe pour réaliser ses demandes. Il ne s'agit pas seulement de moyens matériels mais aussi de leurs apprentissages. Par exemple, les ouvriers utilisent généralement la grève comme moyen de protestation, pas toujours parce que c'est le moyen le plus efficace pour atteindre leurs buts, mais parce que c'est l'outil qu'ils ont incorporé dans leur processus d'apprentissage dans le monde du travail. Un répertoire d'action collective comprend :

- 1) Les routines quotidiennes et les réseaux de la population;
- 2) Une expérience accumulée d'action collective, une mémoire et une connaissance;
- 3) Des standards prédominants de droits et de justice;
- 4) Des schémas d'expression.

Un répertoire tend à être stable et sert de cadre bien défini d'interaction sociale. Il doit être appris tant sur le plan stratégique que sur le plan culturel. Pour soutenir cet argument sur les racines historiques et sur la condition non mécanique des actes de belligérance populaire, nous utilisons ce concept de «répertoire d'action collective» de Tilly. Ce concept permet d'examiner les régularités de l'action collective sans que cette régularité implique un manque d'innovation. Nous pouvons concevoir la protestation non seulement comme une réponse aux problèmes sociaux mais plutôt comme le résultat de processus politiques particuliers inscrits dans des schémas déjà existants de conflit social. Le modèle de Tilly lie les changements structurels aux changements dans l'action collective, ce qui suppose d'unir conceptuellement les différents niveaux d'analyse. Finalement, cette théorie confirme l'importance de la culture dans l'élaboration des revendications et la mise en scène du conflit. Pour comprendre

les mouvements de chômeurs, on doit examiner les habitudes de belligérance adoptées par les différents acteurs pour saisir comment l'action collective se situe dans leur répertoire culturel. Ceci souligne l'importance de la mémoire collective dans notre cadre d'analyse²⁴⁹.

Marina Farinetti, dans son excellente étude des grandes tendances du mouvement ouvrier, affirme que pour comprendre comment les Argentins affrontent le chômage avec les ressources dont ils disposent, nous devons étudier le contexte dans lequel ces circonstances sont perçues comme intolérables ou injustes²⁵⁰. Il faut déterminer les motivations et les justifications de telles demandes. Un répertoire est composé de pratiques récurrentes qui, avec le fil du temps, transforment les institutions et les règles déterminant les comportements et les attentes des acteurs. Le concept de répertoire ne fait pas seulement référence aux actions d'individus en situation de conflit avec d'autres, mais dénote aussi leurs connaissances et les attentes sociales à leur égard. De l'autre côté, la position des autorités face au conflit n'est pas uniquement conditionnée par la structure institutionnelle formelle mais aussi par les stratégies régulièrement employées. La tradition peut ainsi être plutôt exclusive (répressive, d'affrontement et polarisante) ou intégrative (coopératrice et assimilatrice)²⁵¹.

2.6.6 Les ressources organisationnelles et culturelles de l'action collective

L'ouvrage de Paul Bagguley *From protest to acquiescence? Political movements of the unemployed*, offre une autre analyse et une théorie des mouvements des chômeurs. En effet, Bagguley affirme que pour comprendre les réponses politiques articulées par des chômeurs, il est nécessaire de considérer leur relation à l'État ainsi que leurs ressources organisationnelles et culturelles d'action collective. Ces idées forment les clés du cadre théorique du mouvement de travailleurs sans emploi. Pour Bagguley, le chômage en soi ne développe pas une identité, comme pourrait le faire une classe sociale, un travail ou un lieu géographique. Il conclut que des mouvements de protestations ne naissent pas de la frustration d'être chômeur. Les mouvements de chômeurs doivent être construits sur les valeurs culturelles des gens

²⁴⁹ Charles Tilly, *La France contestée de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard. L'espace du politique, 1986.

²⁵⁰ Farinetti, *op.cit.*, p.5.

²⁵¹ Farinetti, *op.cit.*, p.44.

mobilisés²⁵². Ils se composent grâce à une conscience de classe sociale perçue historiquement, à un système idéologique qui confère une légitimité à l'action collective, aux résultats de luttes sociales passées ainsi qu'au concept d'une communauté vitale²⁵³. Cette culture organisationnelle se cristallise autour d'un héritage et d'un imaginaire valorisant la participation, la mobilisation et l'action collective contre les relations de domination ou d'exploitation²⁵⁴. Cet imaginaire est, d'après Foucault, «ce qui peut se connaître, ce qui doit se faire et ce qu'on peut espérer²⁵⁵».

Bagguley démontre donc que les mouvements sont plus vigoureux dans les villes et les localités où une conscience radicale de classe détient l'hégémonie des communautés symboliques de la classe ouvrière locale²⁵⁶. C'est ainsi qu'il affirme que le caractère politique du mouvement ouvrier local est essentiel à la formation d'organisations politiques de chômeurs. Bagguley établit un cadre selon lequel les mouvements se sont développés seulement là où des ressources organisationnelles et culturelles étaient présentes et non pas seulement où s'affichaient de hauts taux de chômage. Pour l'auteur, la présence de ressources organisationnelles suppose une capacité de mobiliser les gens politiquement et une confiance de la communauté dans ces pratiques collectives²⁵⁷. Il donne l'exemple d'anciens ouvriers qui développent un mouvement ouvrier organisé et la solidarité entre chômeurs et ouvriers. Il affirme que les mouvements de chômeurs se développent seulement là où existent des alliances entre les mouvements et des institutions ouvrières organisées. Sans ces ressources organisationnelles, ces alliances et cette capacité d'influencer les institutions étatiques, des mouvements de chômeurs ne peuvent pas se développer²⁵⁸.

Toujours selon Bagguley, ce n'est que lorsque les mouvements politiques des chômeurs se sont organisés de manière collective et décentralisée, et non de façon technocratique et

²⁵² Paul Bagguley, *From protest to acquiescence? Political movements of the unemployed*, Basingstoke, Angleterre, Macmillan Education, 1991, p.70.

²⁵³ Bagguley, p.56-70.

²⁵⁴ Bagguley, p.63.

²⁵⁵ Michel Foucault, «What is Enlightenment?» In Paul Rabinow, *The Foucault Reader*, Londres, Penguin Books, 1984, p.38.

²⁵⁶ Bagguley, p.202.

²⁵⁷ *Ibid.*, 46.

²⁵⁸ *Ibid.*, p. 47.

centralisée, qu'ils ont pu se développer²⁵⁹. L'auteur démontre qu'il n'existe pas une identité ou une conscience du chômeur, tel que suggéré par certains modèles sociaux psychologiques²⁶⁰. Il n'y a pas d'expérience essentielle du chômage, mis à part en relation avec le système de sécurité sociale de l'État. La perte d'emploi ne se traduit pas automatiquement en action collective ou en discours d'opposition. Bagguley démontre dans cet ouvrage qu'il existe deux formes d'organisation des mouvements politiques des chômeurs. La première, qu'il appelle «monologique», se concentre sur des gains à court terme à travers des formes d'action centralisée et technocratique; il s'agit d'organisations pour les chômeurs. La seconde, qualifiée d'organisation dialogique, vise la transformation qualitative à long terme, mais poursuit aussi des gains quantitatifs à travers des formes décentralisées d'action. Il s'agit dans ce cas (qui nous intéresse ici particulièrement) d'organisations de chômeurs²⁶¹.

L'élément central qui étaye notre cadre d'analyse est la thèse de Bagguley qui démontre que ce sont les ressources organisationnelles et culturelles des mouvements qui leur permettront de surgir en tant que tel. Dans cette optique, on peut saisir l'importance des ressources des mouvements de chômeurs argentins, comme le péronisme, l'identification comme peuple, comme classe ouvrière, l'importance du syndicalisme dans l'histoire argentine ainsi que les notions de lutte et de combat. Tous ces éléments nous permettent de mieux comprendre les dynamiques de mouvements qui naissent non seulement à cause de l'augmentation du chômage mais aussi parce que la classe ouvrière argentine (nouvellement au chômage) possède ces ressources.

2.6.7 Les *Piqueteros*: un mouvement social d'articulation de la citoyenneté

En nous appuyant sur les analyses du sociologue Alain Touraine sur les mouvements sociaux, on peut identifier les *Piqueteros* comme tel. Cet auteur dégage trois principes caractéristiques d'un mouvement social :

- 1) Le principe de défense: quels intérêts il protège ou défend;

²⁵⁹ *Ibid.*, p. 3.

²⁶⁰ *Ibid.*, p.164.

²⁶¹ *Ibid.*, p. 50-56.

- 2) Le principe d'opposition: un mouvement social lutte toujours contre une résistance, un blocage; il cherche à briser une opposition, une apathie ou une indifférence;
- 3) Le principe de totalité: un mouvement social revendique au nom d'une vérité de base reconnue par tous ses membres²⁶².

Grâce à ce cadre, on peut en arriver à la conclusion que le mouvement *Piquetero* est un mouvement social puisque, au-delà de la diversité des formes de protestation et d'idéologie qui le composent, les participants s'identifient comme *Piqueteros*, s'opposent à l'exclusion des sans-emploi du monde du travail, de l'érosion des acquis sociaux et de la citoyenneté. De plus, ils proposent des solutions comme l'établissement de réseaux locaux et d'auto-organisation, inscrits dans une quête de reconnaissance²⁶³.

Selon une excellente analyse d'Edna Castro, l'exercice de la citoyenneté implique d'avancer dans l'état de la conscience sociale, ce qui relève essentiellement du domaine collectif. La participation citoyenne doit être perçue comme un processus perpétuel de conquêtes et de construction de droits. Pour concrétiser cette émancipation de base, il faut lutter pour l'accès aux bénéfices sociaux. Le développement de la citoyenneté est, selon cette perspective, qui rejoint celle des *Piqueteros*, toujours une conquête et une confrontation²⁶⁴. C'est dans cette perspective que le mouvement *Piquetero* cherche à faire la promotion de la citoyenneté, «comprise comme une qualité politique conquise par une pratique consciente et le fondement de base d'une démocratie participative. La citoyenneté ne peut pas être un don de l'État [...] mais doit être conquise par la société à travers des luttes²⁶⁵ ». Dans cette logique, Castro soutient que la citoyenneté est façonnée justement par ceux qui ont été lésés par le système. Ces derniers «potentialisent le conflit», mettent en cause les privilèges des élites et finalement «font émerger des formes organisées de luttes offensives ou défensives²⁶⁶».

²⁶² Alain Touraine, *Les sociétés dépendantes*, Paris, Éditions J. Duculot, 1976, p.188.

²⁶³ Armony, 2004, p.119.

²⁶⁴ Edna Castro, «Citoyenneté, société civile et mouvements sociaux au Brésil», In Marques-Pereira, Bérengère et Ilan Bizberg (éds.), *La citoyenneté sociale en Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, 1995, p.109.

²⁶⁵ *Ibid.*, p.98.

²⁶⁶ *Ibid.*, p.99.

2.7 L'héritage politique argentin

L'émergence du mouvement *Piquetero* s'explique en partie à cause de l'existence d'une tradition d'organisation associée aux mouvements ouvriers, au péronisme, à la présence d'une gauche révolutionnaire, voire au vigoureux mouvement syndicaliste anarchiste du début du siècle. D'après Farinetti, il existe en Argentine un répertoire de protestation classique qui fait référence à un modèle historique. Ceci s'associe à une formation historique constituée par le péronisme comme identité politique de travailleurs et la matrice étato-centrique²⁶⁷. Le mouvement *Barrios de Pie*, parmi la vingtaine de mouvements de sans-emploi existants, que nous avons choisi d'étudier plus en profondeur dans le quatrième chapitre, conforte cette hypothèse. Ce groupe cherche à faire revivre cette matrice grâce à son réseau d'organisation au sein la population, de son expérience d'action collective, de ses idéaux en relation aux droits et à la justice ainsi que par ses formes d'expressions liées à la mystique péroniste. Mais pour plusieurs penseurs, c'est justement de cet héritage populiste dont les mouvements sociaux doivent se défaire. À cet égard, Léa Terbach affirme que le péronisme doit être dépassé et que «l'auto-organisation, les assemblées de quartier, les manifestations et les décisions d'abattre le pouvoir sont une preuve tangible de la prise de conscience politique et de la nécessité d'adopter de nouvelles formes de lutte²⁶⁸».

2.8 Transformation de la perception du chômage

C'est, en partie, grâce à la valorisation culturelle des formes de luttes déjà existantes qu'un mouvement pourra se constituer, même s'il lui faudra en dépasser l'horizon politique. Là où il a déjà existé une culture organisationnelle axée sur une conscience de classe, un passé de lutte et une valorisation de l'action collective surgiront plus naturellement des mouvements de chômeurs revendicateurs. Les *Piqueteros*, pour renforcer les initiatives communautaires et politiques des exclus argentins, rejettent le néolibéralisme et cherchent à participer à l'élaboration de politiques favorables à la création d'un environnement plus équitable, plus humain et plus juste. Afin de retrouver leur dignité, leur estime d'eux-mêmes et un rôle

²⁶⁷ Farinetti, *op.cit.*, p.10.

²⁶⁸ Léa Terbach, «La genèse du péronisme», *Risal*, 2002.

social, les pauvres envisagent d'être des agents transformateurs grâce à des outils créatifs comme la démocratie participative et l'autogestion.

Les mouvements *Piqueteros* tentent de re-mobiliser les valeurs de lutte collective longtemps asphyxiées par les différentes dictatures militaires et la mise en place du modèle individualiste et fataliste néolibéral. Leur action collective s'inscrit dans un processus de reconfiguration identitaire, de valorisation de l'action collective qui fait appel au répertoire de mobilisation de la société argentine. La manière dont les sans-emploi mettent au premier plan une problématique sociale, occultée jusqu'alors par les statistiques économiques et le discours dominant, bouleverse le scénario politique et social. Ceci produit un changement important dans la perception sociale du chômage. L'épreuve du chômage est de moins en moins perçue comme le résultat d'un échec, d'une défaillance ou d'une incompétence personnelle qui isole l'individu mais de plus en plus comme une injustice sociale, imputable au fonctionnement du système économique dans son ensemble et contre laquelle il est possible de lutter²⁶⁹.

2.9 La participation des femmes

Dans le cas argentin, ce qui est d'autant plus inusité, c'est la grande participation des femmes dans les mouvements de chômeurs. Malgré toutes les difficultés liées à la crise, les femmes trouvent des ressources pour agir collectivement, développer leur participation et mettre en place la justice sociale. Dans toute la réorganisation sociale que vit la société argentine, les femmes occupent des rôles autrefois occupés par les hommes. Il s'agit de rôles économiques, politiques et sociaux qu'elles investissent pour la première fois. On assiste à la croissance des foyers ayant une femme à leur tête, à l'augmentation de la place des femmes dans le marché du travail ainsi qu'à leur participation accrue dans les milieux sociaux et politiques²⁷⁰. À cause de l'effondrement de l'économie, les femmes sont dorénavant obligées de sortir de leurs foyers et de contribuer au revenu familial. Dans un contexte d'érosion de l'identité masculine du pourvoyeur, les femmes changent. La femme doit travailler non seulement

²⁶⁹ Chabanet, *op.cit.*, p.10.

²⁷⁰ Irma Arriagada, «Cambios y desigualdad en las familias latinoamericanas», *Revista de la CEPAL 77*, Santiago, Chile, 2002, p.143.

dans le secteur formel, mais souvent n'a pas d'autre choix que d'intégrer un mouvement *Piquetero* pour survivre.

On calcule que jusqu'à 70% des intégrants des divers mouvements *Piqueteros* sont des femmes. Elles sont dans l'ensemble bénéficiaires de subsides sociaux. Les femmes sont les piliers de l'organisation *Piquetera* et leur participation transforme non seulement leur identité, leurs familles, les secteurs populaires mais aussi la société en général. Dans ces mouvements, ce sont principalement les femmes qui s'occupent des cantines populaires. En accumulant de nouvelles responsabilités du pouvoir, elles se transforment. On parle beaucoup de la transformation subjective des travailleurs sans emploi qui s'intègrent aux mouvements *Piqueteros*, mais il est rarement question des femmes pour qui c'est souvent la première fois qu'elles investissent la sphère publique. Pourront-elles retrouver leurs vieux rôles si la crise s'estompe ou ont-elles acquis une nouvelle valorisation personnelle et collective? Nous croyons que les changements s'inscrivent dans la durée et que les relations entre les genres ont été profondément modifiées.

En découvrant de manière conjointe les mondes du travail, de l'organisation sociale et de la participation politique, les femmes sont les grandes actrices de la transformation. Dans les mouvements, à partir de «*areas de trabajo de genero*²⁷¹», elles luttent pour augmenter les droits de femmes, pour les droits liés à la reproduction comme la décriminalisation de l'avortement, la participation accrue des femmes non seulement aux bases mais surtout aux instances décisionnelles de leurs mouvements. Souvent victimes de la pauvreté, les Argentines se mobilisent collectivement et exigent des droits, même si elles doivent lutter contre des contraintes spécifiques comme la discrimination sexuelle, le manque de reconnaissance de leur «travail reproductif²⁷²», la violence et le manque d'expérience dans l'action politique.

²⁷¹ Travail de formation sur les relations de genre inégales entre les hommes et les femmes.

²⁷² Cette expression est beaucoup utilisée sur le terrain. Ce travail non rémunéré consiste à pourvoir aux besoins fondamentaux des foyers comme l'alimentation, l'entretien domestique, l'éducation, la santé et les tâches agricoles etc. Traditionnellement, la division du temps est conçue en trois parties: le temps de travail, le temps de repos, le temps libre. Pour beaucoup de femmes, en réalité, le temps libre n'existe pas, parce qu'il devient, pour des raisons historiques de division sexuelle du travail, un temps de travail reproductif ou économie de soutien familial.

Les femmes cristallisent tous les problèmes rencontrés dans les quartiers pauvres: l'exclusion sociale, la fragilité et la violence. De plus, les femmes sont plus touchées par le chômage que les hommes. Selon les chiffres officiels, alors que le taux de chômage chez les hommes est de 11,2%, il s'élève à 15,4% chez les femmes et atteint un niveau alarmant de 31,2% chez les femmes de moins de 29 ans dans le grand Buenos Aires²⁷³. Cette participation de femmes de différentes générations à l'organisation communautaire marque à la fois une rupture et une continuité. D'une part, elles font irruption dans l'univers de l'action publique contestataire et d'autre part, elles tendent à être reléguées à des tâches semblables à celles qu'elles effectuaient traditionnellement dans leur foyers. À travers leur travail bénévole solidaire dans les quartiers défavorisés, de nombreuses femmes *Piqueteras* ont pris le destin de leurs familles en main lorsque leurs maris ont été dénués de leur rôle traditionnel de pourvoyeurs. Elles sont d'abord les bénéficiaires principales des subsides sociaux destinés aux chômeurs. En plus d'avoir un rôle économique plus important dans la dynamique familiale, elles s'impliquent dans les mobilisations sociales qui redéfinissent les relations de la communauté avec les institutions publiques. Dans les mouvements, non seulement elles sont responsables des rôles «féminins» du soin d'autrui, mais elles développent aussi des offices de représentation traditionnellement «masculins»: elles sont souvent responsables des centres communautaires *Piqueteros*, elles administrent les subsides et elles contrôlent le travail communautaire en plus de soutenir psychologiquement les membres. Finalement, lors des blocages de routes, elles sont, dans certains mouvements, en charge de la sécurité en cas de répression²⁷⁴.

Autant dans les centres communautaires que dans les cliniques de santé de quartiers, les femmes sont largement à la base de la recomposition sociale. Pour la plupart d'entre elles, il s'agit d'un premier emploi et d'une première participation publique. Plutôt que d'être isolées à la maison, elles trouvent une occupation et partagent avec leurs voisins. Le mouvement *Piquetero* devient un véritable lieu de réunion familiale puisque les femmes font généralement participer leurs enfants aux activités. On trouve d'ailleurs des garderies et des espaces pour les adolescents dans les centres *Piqueteros*. Paradoxalement, on note que cet

²⁷³ Ismael Bermúdez, «El desempleo en las mujeres», *Clarín* (Buenos Aires), 11 juin 2005.

²⁷⁴ Svampa et Pereyra, *op.cit.*, p.162.

essor des femmes se fait dans un contexte tendu marqué par la déstructuration de l'identité masculine, qui n'est pas sans avoir des conséquences douloureuses comme l'augmentation prononcée des cas de violence familiale et du sexisme dans l'univers culturel des quartiers pauvres²⁷⁵.

Malgré l'innovation que semble représenter ces nouvelles militantes, elles ont aussi un précédent que nous avons abordé brièvement: les *manzanas*. Mariela L. Szwarcberg démontre, dans un des rares articles portant sur ces personnages controversés du clientélisme péroniste, que les *manzanas* ont, elles aussi, créé un réseau social en canalisant la distribution de marchandises à des bénéficiaires choisis à cause de leur adhésion au parti péroniste. Grâce à leur rôle clé dans l'octroi des programmes sociaux, ces intermédiaires entre la population et le parti péroniste ont pu construire la base électorale du parti dans les secteurs populaires. De plus, au niveau individuel, elles ont pu en dégager des biens matériels (de la nourriture et des programmes sociaux), mais aussi des avantages symboliques. Les *manzanas* ont vu leur existence changer. Elles se sont façonné un nouveau rôle dans leur communauté que peu de femmes avaient détenu jusqu'alors. Bien que dépendantes des marchandises mises à leur disposition par les instances gouvernementales et insérées dans une dynamique d'assistance purement asymétrique, les *manzanas* ont introduit un nouveau rôle pour les femmes dans les quartiers pauvres, celui de dirigeantes communautaires²⁷⁶.

L'autre antécédant qu'ont les femmes *Piqueteras* sont les Mères de la Place de Mai qui ont courageusement commencé à occuper la place publique en pleine dictature pour dénoncer la disparition de leurs enfants. Les *Piqueteras*, en participant aux blocages de routes avec leurs enfants et affichant leur condition de mères de famille, politisent elles aussi l'injustice qu'elles et les leurs vivent. Elles revendiquent le droit à la vie, tout comme l'ont fait les mouvements de défense des droits humains. Vice-versa, les mères de la Place de Mai se sont aussi déclarées *Piqueteras*. Exigeant des subsides gouvernementaux et de l'aide alimentaire

²⁷⁵ La musique principalement écoutée dans les quartiers pauvres argentins s'appelle la *Cumbia Villera*. Tout comme certains raps, ses paroles sont profondément misogynes et mettent de l'avant des personnages masculins qui encouragent la domination des femmes, le trafic de la drogue et des armes.

²⁷⁶ Mariela L. Szwarcberg, *Feeding Loyalties Political Clientelism in Argentina. An Analysis of the Case of the Manzanas*, The University of Chicago: Department of Political Science, 2003.

pour nourrir leurs familles, les femmes deviennent l'expression la plus authentique de l'urgence familiale et sociale du pays. Selon Svampa et Pereyra, la figure de la mère comme protectrice des nécessités de sa famille se place au centre de la protestation²⁷⁷.

2.10 Un nouveau panorama

Depuis 2004, plusieurs mouvements *Piqueteros* (FTV²⁷⁸, *Movimiento Evita*, *Barrios de Pie*) se sont ralliés au gouvernement de Kirchner afin de militer (selon leurs dires) pour les droits des secteurs populaires au sein même de l'État. Parallèlement, d'autres chômeurs réalisent l'importance du développement d'entreprises collectives autogérées ainsi que l'élaboration d'alternatives économiques et culturelles en dehors du jeu électoral²⁷⁹. À l'origine, les *Piqueteros* choisissent d'agir et de construire à l'extérieur et en opposition tant aux syndicats traditionnels qu'aux partis politiques, particulièrement au Parti justicialiste. En 2006, le panorama est tout autre. La plupart des mouvements de chômeurs sont parrainés par un parti politique, en général d'extrême gauche, nationaliste ou péroniste. De plus, l'arrivée au pouvoir de Kirchner a obligé les organisations à se définir sur l'échiquier politique par rapport à leur allégeance au gouvernement. En effet, de nombreux dirigeants *Piqueteros*, notamment du mouvement nationaliste *Barrios de Pie*, jugent positivement les réformes amorcées par le nouveau président et construisent une alliance politique avec lui, ce qui les amène même à obtenir des postes de fonctionnaires et à intégrer ses listes électorales. Ils sont allés jusqu'à affronter, lors de manifestations, des secteurs *Piqueteros* opposés au régime.

Mais, malgré ses contradictions, le mouvement *Piquetero* engendre un nouveau concept ad hoc de participation politique caractérisée par des actions directes, des mobilisations et des pressions face à l'État. De plus, l'évolution des mouvements *Piqueteros* nous ramène à une des questions fondamentales de la théorie politique, c'est-à-dire les moyens envisagés pour changer les structures sociales inégales: chercher à prendre le pouvoir de l'État ou viser de manière autonome la transformation des bases de la société.

²⁷⁷ Svampa et Pereyra, *op.cit.*, p. 161-162.

²⁷⁸ Fédération pour la terre, le logement et l'habitat.

²⁷⁹ Le Mouvement des travailleurs sans emploi La Matanza, l'un des seuls mouvements qui n'acceptent pas de programmes sociaux gouvernementaux, a créé en 2004 une garderie pour donner une éducation indépendante aux enfants de leur communauté.

2.11 Conclusion

La particularité du mouvement argentin des *Piqueteros* tient au fait que non seulement les travailleurs et les travailleuses au chômage se mobilisent et luttent, mais également qu'ils le font dans un pays profondément marqué par une crise économique, sociale et politique, contexte qui aurait pu favoriser: un autre coup d'État militaire, un retour au pouvoir du néolibéral Carlos Menem ou un rejet de la démocratie. Or dans ce cas, c'est la création d'instances de participation politique et l'intensification de la citoyenneté sociale qui voient le jour. Au milieu de la débâcle, une sensation des risques associés à la non-participation prédomine dans le mouvement *Piquetero*. L'urgence de l'engagement, de l'implication et de la manifestation, particulièrement chez les chômeurs, est évidente. Paradoxalement, ce sont ceux, incluant les femmes, que l'on croyait les moins aptes à s'organiser collectivement, qui témoignent d'une capacité d'initiative et d'innovation originale.

La perte d'emploi provoque de nombreuses réactions dont le sentiment prédominant est celui de l'échec individuel. Pour les nouveaux sans-emploi, le chômage amène un effritement et une rupture identitaires énormes, le travail étant un facteur central d'intégration dans la société capitaliste. Les sujets chômeurs sont généralement stigmatisés et traités comme des «victimes» de l'ajustement, des «exclus», des «sans-emploi» ou encore des «désaffiliés»²⁸⁰. Certains vont jusqu'à affirmer que l'exclusion sociale mène à la dépolitisation.

Toutefois comme le démontre l'auteur Paul Bagguley, la présence d'une culture organisationnelle facilitera l'essor de mouvements de chômeurs revendicateurs. Bref, l'ampleur de la crise ne conditionne pas la vigueur et la quantité de mouvements sociaux. À la lumière du cadre théorique présenté dans ce deuxième chapitre, nous pouvons comprendre que des mouvements de chômeurs ont pu apparaître dans ce contexte grâce à un héritage de lutte, une mémoire sociale valorisant l'action collective et la présence d'une culture revendicatrice antérieure à la crise. Après avoir fait ce survol des théories encadrant le conflit social, nous nous penchons plus en détail dans le troisième chapitre, sur l'historique des mouvements *Piqueteros*, retraçant leur genèse, leur développement et leur évolution.

²⁸⁰ Castel, *op.cit.*,1995.

Chapitre III

LES MOUVEMENTS DES SANS-EMPLOI

3.1 Émergence d'un mouvement social

Contrairement à ce qu'on aurait pu imaginer dans un contexte d'anomie sociale et de destruction de paramètres historiques, des nouvelles identités sociales apparaissent. Elles sont dynamiques, originales et revendicatives même si elles sont nées dans l'exclusion et la perte des droits fondamentaux. Les énormes transformations structurelles et culturelles créent une nouvelle société et ses exclus doivent s'y adapter (et y résister) avec les ressources qu'ils détiennent. Les nouveaux pauvres argentins ont su puiser dans le répertoire d'actions et d'imaginaire de résistance afin d'agir ensemble «sous le coup de leurs griefs, de leurs espoirs et de leurs intérêts communs²⁸¹». Selon l'analyse que fait Charles Tilly de l'histoire de la contestation en France, c'est en étudiant les intérêts, les organisations et les actions d'un groupe revendicateur qu'on peut en comprendre les formes d'action collective²⁸². Grâce à ce schéma d'interprétation, on comprend qu'un mouvement social ne puisse apparaître comme une simple réaction face à des conditions déterminantes extérieures tout comme il ne peut pas apparaître à partir du néant.

En Argentine, même si des changements importants dans la structure économique ont eu lieu, l'action collective se structure à partir d'un répertoire commun d'actions et d'imaginaires déjà existants. En établissant une cartographie du conflit social au cours des dernières années, force est de constater que les mobilisations de chômeurs reflètent les changements subis par

²⁸¹ Charles Tilly, *La France contestée de 1600 à nos jours*, Paris, Fayard, L'espace du politique, 1986, p. 13.

²⁸² *Ibid.*, p.15.

le monde du travail. Puisque les pauvres sont exclus des institutions, leurs formes de contestation ne peuvent pas être institutionnelles. Alors que les syndicats développent généralement des actions collectives institutionnalisées, les nouveaux exclus doivent déployer des formes de protestation qui surgissent en marge des normes.

3.2 Le conflit social

En examinant les statistiques disponibles sur les protestations syndicales dans les années 1990, on s'aperçoit qu'il y a eu une grande diminution de la quantité de conflits dans le monde du travail à partir de l'instauration de la parité peso-dollar. Alors que, sous le gouvernement d'Alfonsín (1983-89), la moyenne des grèves était de 155, la moyenne tombe à 48 grèves pendant le premier gouvernement de Menem²⁸³. Pendant les premières années de la mise en place de la convertibilité, la société dans son ensemble fait confiance aux mesures du gouvernement, particulièrement à cause de la nouvelle stabilité économique qu'entraîne le contrôle de l'inflation. L'augmentation de la capacité de consommation d'une portion de la population, grâce à l'accroissement soutenu du PIB, est la caractéristique la plus remarquable de l'étape 1991-1995. L'intensité du conflit est faible pendant toute cette période. La lutte est principalement syndicale et il y a peu de participation sociale revendicative à l'extérieur du monde syndical. Après l'importante crise entraînée par l'hyper-inflation des dernières années du gouvernement d'Alfonsín, la stabilité monétaire semble enfin apparaître. Flattant l'orgueil de la population, Menem promet que l'Argentine retrouvera, grâce à lui, «la place qui lui revient parmi les meilleurs pays du monde²⁸⁴».

Cette stabilité de la période 1991-1992 s'avère très importante pour la pacification sociale. Le chômage est relativement bas, se situant aux alentours de 6% en 1991. Selon la sociologue Ana Wortman, les transformations structurelles produisent une nouvelle orientation subjective des individus vers leur univers privé²⁸⁵. Ce qui se rapporte au collectif et à l'engagement social est dévalorisé. La nouvelle concentration du pouvoir et de la richesse a pour effet de démobiliser les individus et de bouleverser leurs routines d'action collective.

²⁸³ James W. McGuire, «Strikes in Argentina: Data Sources and recent Trends», *Latin American Research Review*, vol 31, n3, 1996.

²⁸⁴ Victor Armony, «L'Argentine prisonnière de sa vision mythique», *Le Devoir* (Montréal), 22 janvier 2002.

²⁸⁵ Ana Wortman, *op.cit.*, p.9-10

Toutefois, quelques secteurs syndicaux commencent lentement à résister au gouvernement à partir de 1994 lorsque les conséquences monétaires et financières négatives de la crise économique mexicaine²⁸⁶ se font sentir. Cette crise a des répercussions importantes en Argentine et elle entraîne des fuites importantes de capitaux financiers vers l'extérieur du pays. Lorsque l'Argentine ne bénéficie plus d'entrées massives de capitaux, son régime devient très vulnérable. Cette situation montre bien que le régime monétaire en vigueur n'est adapté qu'en cas de contexte international favorable. Combiné avec l'augmentation des taux d'intérêt des États-Unis, un renversement se produit qui entraîne une demande importante de dollars sur le marché local. Cette situation produit une véritable saignée dans l'économie. En 1995, les fuites de capitaux coïncident avec l'augmentation du chômage qui atteint des records qui peu à peu deviennent structurels²⁸⁷. Des demandes spécifiques font surface pour contrer la «flexibilisation» du travail et le chômage. Les milieux sociaux sont sur la défensive et de moins en moins de revendications exigeant des augmentations de salaires ont lieu. Le taux de chômage se maintient au-dessus de 16% pendant plus de deux ans. Ces taux disciplinent les syndicats et provoquent des changements dans les modalités de lutte.

L'État orchestre des changements à deux niveaux :

- 1) Privatisant des services essentiels de l'État comme le téléphone, l'eau, l'électricité, la poste, le système ferroviaire, la ligne aérienne, la société pétrolière d'État...;
- 2) Par la mise à pied de milliers de fonctionnaires.

Le résultat de ce double processus est le chômage de milliers de travailleurs qui connaissent jadis la stabilité du travail syndiqué. Résultat : un accroissement fulgurant des taux de chômage et une toute nouvelle précarité dans le monde du travail. Le processus de concentration économique et la débâcle des petites et moyennes entreprises nationales, minées par l'inondation de produits importés plus compétitifs, mènent à l'instabilité de vastes secteurs sociaux.

On peut diviser en deux parties la décennie des années 1990 : avant et après 1994. La première partie se caractérise par une certaine passivité envers le gouvernement Menem, dans

²⁸⁶ Aussi appelé Effet Tequila.

²⁸⁷ En 1995, le chômage atteint 18.4%, triplant les valeurs existantes en 1991.

une période de bas à moyen taux de chômage. La seconde étape continue jusqu'en 2003 et se caractérise par des taux de chômage élevés. Elle se distingue par un changement dans la modalité de lutte où font surface de nouveaux acteurs sociaux. Vers 1995, une grande variété de protestations apparaissent. En suivant une séquence des protestations, nous pouvons observer des moments de grande mobilisation et des périodes de baisse dans l'intensité de l'action, c'est-à-dire de latence²⁸⁸. Un «cycle de protestation²⁸⁹» débute lorsque la conflictualité sociale se développe au point où explosent une multitude d'actions et une diversité de formats de protestations. Cette atmosphère favorise une diffusion rapide de telles actions. Comme le soutient Tarrow, les occasions politiques créées par des acteurs sociaux mobilisés stimulent l'apparition de nouvelles formes d'action.

3.3 De nouvelles modalités de lutte

Les protestations au cours des années 1990 incluent de nouvelles actions collectives : marches de silence, encerclements des institutions, *cacerolazos*²⁹⁰, coupures d'électricité, pluie de télégrammes et de courriels électroniques, piquets de chômeurs, blocages de rues, routes et ponts, *escraches*²⁹¹ à des militaires de la dictature, classes publiques dans les universités et les écoles, campements, incendies de bâtiments publics, etc. Cette énumération révèle l'apparition de formes créatives et originales de protestation où la composante symbolique joue un rôle central. L'objectif principal de beaucoup de ces protestations est autant d'influencer les représentants élus que d'attirer l'attention des médias. Même si la grève a toujours été l'instrument de lutte prédominant, les mobilisations, les marches et les concentrations dans la voie publique sont les autres formes classiques d'expression des demandes liées aux problèmes du travail²⁹². Marina Farinetti démontre que les mobilisations de rue sont un élément central dans la tradition péroniste. «La grande mobilisation populaire du 17 octobre 1945 en est le sceau fondateur²⁹³». Force est de constater que la place publique

²⁸⁸ Melucci, Alberto. *Nomads of the present social movements and individual needs in contemporary society*. Philadelphia: Temple University Press, 1989.

²⁸⁹ Tarrow, *op.cit.*, 1996.

²⁹⁰ Manifestations au moyen de casseroles.

²⁹¹ Mot issu de l'argot qui signifie dévoiler, révéler un abus à travers une manifestation devant les lieux de résidence ou de travail d'une entreprise ou d'une personne responsable de l'abus. Cette modalité est beaucoup utilisée pour dénoncer des individus impliqués dans des crimes commis durant la dictature militaire.

²⁹² Farinetti, *op.cit.*, p.11

²⁹³ Farinetti, *op.cit.*, p.11

a toujours eu une grande importance comme lieu de constitution de la classe ouvrière²⁹⁴. D'après cette auteure, il faut prendre en considération cet antécédent pour comprendre les formes de protestation dans le monde du travail en Argentine.

3.3.1 Les explosions sociales (estallidos) dans les provinces

À la fin de l'année 1993, une grande mobilisation paralyse la province de Santiago del Estero. Elle deviendra connue sous le nom de «*Santiagoñazo*». Selon beaucoup d'analystes, elle marque un tournant dans l'histoire du conflit social argentin. De nouveaux types de protestations apparaissent sur la scène publique: les explosions sociales dans les provinces argentines²⁹⁵. L'explosion sociale²⁹⁶ de Santiago del Estero est la plus violente d'une série de mobilisations qui ont lieu dans de nombreuses provinces éloignées de Buenos Aires. Le 16 décembre 1993, une multitude d'employés publics, en colère de ne pas avoir reçu leurs salaires depuis trois mois, mettent le feu et pillent les sièges des trois pouvoirs constitutionnels de la province: le palais de justice, la législature et le Parlement provincial. Des assemblées spontanées ont lieu; les observateurs remarquent le manque de planification des mobilisations, même si un front de syndicats avait au départ lancé des incitations à la résistance. La crise est d'envergure puisque le secteur public domine l'activité économique provinciale. Ces protestations transmettront des pratiques, des symboles et des mythes aux futurs mouvements *Piqueteros*.

Ces mobilisations émergent dans le contexte de réformes structurelles instaurées par le gouvernement Menem. Les administrations provinciales, faute de liquidités, ne peuvent faire face au paiement des salaires de leurs employés. À et égard, Farinetti établit que les économies provinciales, surtout les plus pauvres, dépendent des ressources du secteur public. Elles ne subissent pas d'emblée les mesures associées au Plan de convertibilité: les privatisations, la diminution de la participation de l'État dans l'économie²⁹⁷ et finalement la

²⁹⁴ Silvia Sigal et Juan Carlos Torre, «Reflexiones en torno a los movimientos laborales en América Latina», In Katzman et Reyna (comp.), *Fuerza de trabajo y movimientos laborales en América Latina*, México, 1969.

²⁹⁵ Farinetti, *op.cit.*, p.26.

²⁹⁶ Ces manifestations sociales sont appelées *estallidos sociales* dans la littérature sociologique argentine.

²⁹⁷ Menem abolit plusieurs commissions régulatrices de l'économie.

rationalisation des ressources publiques²⁹⁸. Au début des années 1990, pour des raisons électorales, le gouvernement fédéral maintient le niveau des dépenses élevé dans les provinces. Il échelonne les coûts des réformes économiques en les mettant en place d'abord dans les zones plus urbaines, aux traditions de mobilisations dominées par le syndicalisme industriel²⁹⁹. Comme le démontre Marcos Navarro :

tandis que les réformes structurelles au niveau national ... progressèrent à grande vitesse de 1989 jusqu'au milieu des années 1990, leur application au niveau provincial s'est faite beaucoup plus graduellement et n'a été, en général, entamée partiellement que des années plus tard: les processus d'ajustements et la vente des avoirs ont été amorcés seulement après la crise Tequila en 1995 d'une manière très lente et non systématique³⁰⁰.

Farinetti expose comment cette stratégie permet au gouvernement de circonscrire les mouvements d'opposition revendicatifs les mieux organisés aux zones métropolitaines³⁰¹. La décentralisation des programmes sociaux durant les premières années de l'administration Menem permet aux provinces et aux municipalités de «garder le contrôle des réseaux clientélistes et d'une bonne part de la fonction électorale de la coalition au pouvoir³⁰²». On peut en conclure que le processus de désindustrialisation et de privatisation a des vitesses variables à travers le pays.

Plusieurs caractéristiques se dégagent des premières mobilisations. Ce sont des employés du secteur public (provincial et municipal), appuyés en grande partie par le reste de la population qui les réalisent. Leurs demandes s'axent autour de la sauvegarde de leurs emplois et le maintien de leurs salaires. Ils se mobilisent dans les rues de la ville effectuant des actions contre des symboles politiques (incendies, pillages d'édifices publics et de résidences de fonctionnaires). Finalement, ils s'adressent à la classe politique locale et ne cherchent pas à créer des mouvements politiques à long terme³⁰³. Farinetti affirme également que ces mobilisations sont locales, morales et personnalisées. Elles se lèvent contre la corruption et

²⁹⁸ Farinetti, *op.cit.*, p.26.

²⁹⁹ Edward Gibson et Ernesto F Calvo, *Coaliciones Electorales y Reformas económicas en la administración de Menem*, Northwestern University, 1997.

³⁰⁰ Marcos Navarro, «Populisme, réformes libérales et institutions démocratiques en Argentine (1989-1999)» <http://www.erudit.org/revue/ps/2002/v21/n2/000480ar.pdf>, p.92-93.

³⁰¹ Farinetti, *op.cit.*, p.25.

³⁰² Navarro, *op.cit.*, p.93.

³⁰³ Savampa, 2003. *op.cit.*, p.27

la décomposition morale de la politique locale; elles exigent son assainissement. Selon cette auteure, les explosions dévoilent les limites du système politique qui ne peut trouver de réponses aux demandes de la société³⁰⁴. Par ailleurs, elles impliquent la rupture d'un contrat moral entre les citoyens et leurs représentants.

Certains changements institutionnels expliquent aussi ce que le journal *The New York Times* appelle «the worst social upheaval in years³⁰⁵». D'après Javier Auyero, le gouvernement de Menem a déplacé progressivement la responsabilité des coûts et de l'administration des services de santé (hôpitaux publics) et d'éducation (écoles secondaires) du fédéral au provincial. Les gouvernements provinciaux ont ainsi eu à faire face à une batterie de nouvelles dépenses³⁰⁶. Ce transfert des compétences explique deux aspects fondamentaux du répertoire de la contestation :

- 1) Les syndicats provinciaux et municipaux deviennent des figures clés dans l'instigation des protestations;
- 2) Le déplacement du conflit social vers les provinces éloignées de Buenos Aires³⁰⁷.

À partir de 1995, les mouvements sociaux changent leurs modalités de lutte et organisent moins de conflits traditionnels comme des grèves. Le conflit se répand du terrain syndical vers la population en général. Si l'on compare la participation du secteur syndical par rapport au total des conflits des dix ans du gouvernement Menem, on note qu'il était de 68% et est réduit à 52,4% en 2001³⁰⁸. Ceci indique non seulement le tassement des syndicats comme générateurs de conflits mais annonce aussi l'arrivée de nouveaux acteurs sociaux comme des chômeurs, des groupes de voisins, des groupes écologistes, des organisations de droits humains et des mouvements de femmes.

3.4 L'émergence des *Piqueteros*

On affirme généralement que le mouvement *Piquetero* naît entre 1996 et 1997 dans le sud de l'Argentine, plus précisément à Cutral-Có/Plaza Huincul, dans la province de Neuquén. Les

³⁰⁴ Farinetti, *op.cit.*, p.29-30

³⁰⁵ Cité dans J.Auyero, 2005, p.8.

³⁰⁶ Le pourcentage des professeurs d'écoles secondaires relevant du provincial grimpe à 98% en 1997, il était de 48% en 1987.

³⁰⁷ Auyero, 2005, p.15.

³⁰⁸ Consultora de Investigación Social Independiente CISI. Instituto Gino Germani. <http://www.iade.org.ar>

premières manifestations de chômeurs apparaissent dans cette région aride et lointaine, assaillie par l'application des mesures d'ajustement structurel, particulièrement par la privatisation de la pétrolière d'État YPF (Yacimientos Petrolíferos Fiscales). Les marques que laisse le processus de privatisation sont énormes, surtout là où l'industrie était le pilier de la vie communautaire. L'identité même des travailleurs est bousculée et le lien social fortement désagrégé. Le taux de chômage grimpe à 30% et la moitié de la population sombre sous le seuil de la pauvreté lorsque l'industrie qui structurait toute l'économie de la ville est privatisée³⁰⁹.

3.4.1 Interrelations d'intérêts de réseaux, d'opportunités et d'identités

Auyero offre un portrait vibrant de la première mobilisation de chômeurs à Cutral-co en juin 1996. Elle débute lorsque la compagnie canadienne *Agrium* annule la construction d'une usine de fertilisants dans cette région déjà bouleversée par le chômage. La population au complet mobilise ses ressources. Des manifestants de toutes les origines sociales bloquent la route 122 au lieu même où jadis avaient été découverts les premiers gisements de pétrole. La radio locale, *Radio Victoria*, devient un véritable porte-parole de la colère populaire et stimule même la participation aux blocages. Les partis d'opposition encouragent le conflit, fournissant des denrées aux manifestants: de la nourriture, des cigarettes, des pneus et même des couches.

Ce contexte favorise l'émergence des protestations d'une population prête pour le conflit. Les manifestants, en se rappelant des acquis sociaux dont ils jouissaient auparavant, développent un sentiment d'indignation qui les stimule à défendre solidairement leurs intérêts collectifs³¹⁰. Toutefois, les manifestants cherchent à rompre avec de vieilles formes politiques. À cet effet, ils indiquent qu'ils n'ont pas de dirigeants et qu'ils s'insurgent contre la corruption et les pratiques clientélistes de la classe politique qui tente de les amadouer. S'identifiant comme *Pueblo*³¹¹, les manifestants se construisent une identité et expriment leurs revendications

³⁰⁹ Javier Auyero explique que la survie de ces communautés était complètement axée autour d'une seule industrie étatique la pétrolière YPF qui avait mis en place un filet social pour ses employés que l'auteur définit comme 'cradle-to-grave enterprise welfare'. Voir J. Auyero, 2005, p.14.

³¹⁰ Auyero, 2005, p.18-22.

³¹¹ *Pueblo* en espagnol signifie village et aussi peuple.

d'une manière originale et ce sans intermédiaires. On se rappellera que ces mobilisations avaient été alimentées en partie par des disputes politiques internes. Pourtant, pendant le blocage de routes, les quelque 20, 000 manifestants refusent la présence des politiciens et des représentants traditionnels.

Selon Farinetti, on peut observer trois traits saillants dans ces premières manifestations des *Piqueteros* :

- 1) Contrairement aux *estallidos*, on note la présence de formes organisées de coordination ainsi que le développement de règles de comportements qui facilitent la cohésion, l'homogénéisation et la discipline du groupe. Les prises de décisions se font dans des assemblées où s'expriment librement les participants;
- 2) La présence des médias (radios et télévisions particulièrement) est encouragée par les participants qui refusent la présence des dirigeants politiques, officiels ou de l'opposition. La couverture médiatique et l'effet symbolique du blocage de la circulation des marchandises et des personnes, impressionnent l'ensemble de la population;
- 3) Les manifestants se munissent d'armes précaires (pierres, bâtons et brides), se couvrent les visages de foulards, personnifiant ainsi l'image même de l'insurrection. Ils obligent le gouverneur de la province de Neuquén à descendre aux barricades pour négocier³¹².

Après près d'une semaine, les principales revendications des chômeurs sont enfin satisfaites: le versement de centaines d'allocations et le rétablissement de l'électricité et du gaz (chez ceux qui n'avaient pas payé leurs factures). D'après Svampa et Pereyra, ces accords sont très importants puisqu'ils vont structurer les revendications futures des chômeurs et forcer les autorités à accepter ce nouveau type de protestation qu'ils ne peuvent plus réprimer. Le blocage de l'une des plus importantes routes patagoniques n'a pu être interrompu qu'après des concessions importantes de l'État³¹³. Les chômeurs ne sont plus une masse passive et manipulable; ils prouvent leur dignité et leur force dans une lutte active.

3.5 De chômeurs à Piqueteros

Ces mobilisations inaugurent une crise politique au niveau national et cela entraîne la destitution du ministre de l'économie Domingo Cavallo, célèbre instigateur du plan de la convertibilité. Elles dévoilent la logique perverse du modèle néolibéral en exposant la misère intolérable qu'elle produit. Elles marquent le début d'une série de protestations qui seront

³¹² Farinetti, *op.cit.*, p.35.

³¹³ Svampa et Pereyra, *op.cit.*, p.112

répétées en 1997. Progressivement, ce type de conflit gagne le nord du pays, les villes de Tartagal/Gral. Mosconi (Salta), autre site pétrolier, et de Libertador Gral San Martín (Jujuy). Ce nouvel acteur social se constitue définitivement en *Piquetero*, terme par lequel seront désignés à partir d'alors les chômeurs qui réalisent ces blocages de route. Un nouveau type de subjectivité se construit où le chômeur devient un «travailleur sans emploi». Il faut alors concevoir le chômeur comme un nouveau sujet du changement, un sujet politique. Ceci peut se résumer dans la phrase : «Nous chômeurs, cessons de nous taire; c'est pourquoi nous coupons les routes.³¹⁴»

3.5.1 Le théâtre du conflit: la route

Ils choisissent définitivement de mener les négociations avec les fonctionnaires sur la route. La route devient un nouvel espace de réappropriation matérielle et symbolique, le nouveau théâtre du conflit et du retour de la dignité. Ils cherchent à renverser la relation de force, obligeant les autorités à les reconnaître et à négocier avec eux³¹⁵. À cet égard, ils interpellent l'État en occupant une de ses sphères d'autorité : la voie publique et la libre circulation. Grâce à cette mise en scène, les *Piqueteros* exigent que leur appartenance à la société soit reconnue. Ils refusent que leurs communautés deviennent des villes fantômes et manifestent ainsi leur droit d'existence et d'appartenance à la Nation. Altérant les sphères mêmes desquelles ils sont exclus (la place publique, le marché du travail, le politique et les médias), les *Piqueteros* expriment leur colère face à la «trahison» du gouvernement et des politiciens. Pour les participants, qui se considèrent condamnés par la société, la réalisation des blocages de routes procure un immense sentiment de liberté³¹⁶. Aux blocages de routes et à l'organisation de la survie quotidienne, les *Piqueteros* ajoutent aussi tout un travail de formation socio-politique, de développement de micro-entreprises et d'éducation professionnelle.

³¹⁴ Entrevue réalisée auprès du MTD Solano, 11 avril 2004.

³¹⁵ R.Laufer et C.Spiguel, «Las "puebladas" argentinas a partir del "santiagueño" de 1993. Tradición histórica y nuevas formas de lucha», In M.López Maya, *Lucha popular, democracia, neoliberalismo: protesta popular en América Latina en los años de ajuste*, Caracas, Nueva Sociedad, 1999

³¹⁶ Film «La cara de la dignidad», MTD-S/Groupe Alavio, 2002.

3.5.2 Les instances de décision: les assemblées

Leurs mouvements tentent d'instaurer «un pouvoir parallèle» basé sur l'élection de délégués ou de représentants élus par des assemblées populaires. Les *Piqueteros* se réunissent en assemblées populaires, seules instances de pouvoir qu'ils reconnaissent. Ils rejettent le mandat des autorités provinciales. Dégoûtés par un État qui ne peut plus garantir le bien-être de sa population, les *Piqueteros* rejettent les intermédiaires politiques. C'est à partir de ce nouveau paradigme qu'on peut comprendre l'émergence des modalités que développent les *Piqueteros* à travers les pays: l'assemblée délibérative, la démocratie participative et la négociation directe avec l'État. La perception populaire dans ces assemblées se résume en quelques mots : «nous n'avons pas d'institutions, nous devons les créer»³¹⁷.

On peut constater dans le texte de James Petras «*Movimiento de trabajadores Desocupados en Argentina*»³¹⁸ que les mouvements de chômeurs démentent de nombreux stéréotypes et postulats des sciences sociales libérales et même des orthodoxies post-marxistes. Le mouvement des *Piqueteros* contredit le préjugé selon lequel les pauvres urbains sont impuissants et fragmentés³¹⁹. Petras critique à cet effet les analyses marxistes qui prétendent que seule la classe ouvrière peut faire des transformations sociales, à cause de son rôle stratégique dans la production. Le chômage, selon cette théorie, empêche les chômeurs d'influencer le processus d'accumulation du capital. On argumente souvent que cette masse sert le capitalisme, en maintenant les salaires bas et en réduisant les possibilités de revendications des travailleurs, constamment menacés d'être mis à pied. Les chômeurs argentins désavouent toutes ces analyses puisqu'ils attaquent le système de production et de circulation des biens. Ils deviennent même des acteurs de premier plan sur la scène politique nationale.

³¹⁷ Laufer et Spiguel, *op.cit.*, 1999.

³¹⁸ Mouvement de travailleurs sans emploi en Argentine.

³¹⁹ James Petras, «*Movimiento de trabajadores Desocupados en Argentina*», *La Maza suplemento especial*, 2002, p. 26.

3.6 Accélération du cycle de protestation

Le «cycle de protestations» atteint son paroxysme en avril 1997 lorsqu'une «Tente Blanche» est installée par des enseignants de la CTERA (la centrale syndicale des enseignants) sur la Place du Congrès à Buenos Aires. Ce nouvel outil de lutte, bien qu'appartenant au secteur syndical, reçoit une certaine approbation de la population. Il démontre une tentative de mobilisation en défense du droit à l'éducation à l'échelle nationale. Dans le cadre d'un autre plan de lutte des enseignants, des *puebladas* enflamment le pays, cette fois avec la participation de travailleurs et de citoyens. Mais ces mobilisations suscitent de fortes répressions. Dans la province de Neuquén, au cours d'une manifestation organisée par des enseignants, la mère de famille Teresa Rodriguez est tuée par les forces de l'ordre lors d'une violente répression. Peu de temps après, un groupe de *Piqueteros* bloque pendant une semaine d'autres routes de la province; à leur tour, ils exigent du travail aux gouvernements. Des organisations de plus en plus petites (locales ou régionales) joignent à la lutte. Le blocage de routes devient la tactique principale de revendication, cristallisant la soif de protestation de vastes secteurs de la société. La force de la stratégie des blocages de routes est telle que même les secteurs syndicaux l'adoptent.

À la fin des années 1990, le mouvement *Piquetero* se propage de l'intérieur du pays vers son centre économique et politique, la province et la capitale de Buenos Aires³²⁰. Les *puebladas* de Tartagal et de Général Mosconi ont un impact sur les organisations de chômeurs qui se structurent progressivement dans le grand Buenos Aires. Au départ, les *Piqueteros* du grand Buenos Aires reproduisent même le modèle du premier mouvement organisé de travailleurs sans emploi (MTD) de Salta. L'instance de coordination des MTD prend le nom d'un *Piquetero* mort à Tartagal/Général Mosconi (province de Salta) : Aníbal Verón.

3.7 Affiliations syndicales

Svampa et Pereyra démontrent que de nombreux syndicats et partis de gauche se replient vers les organisations de chômeurs dès la moitié des années 1990. Selon eux, ceci explique en

³²⁰ Plus spécifiquement le grand Buenos Aires, espace marqué indélébilement par les politiques d'ajustement structurel.

partie le «saut quantitatif» de ces organisations³²¹. Les centrales syndicales progressistes comme la CTA (*Central de Trabajadores Argentinos*³²²) et la CCC (*Corriente Clasista y Combativa*³²³, organisée comme un syndicat) créent des réseaux de chômeurs et forgent des alliances auprès de ceux-ci³²⁴. À partir de 1996, des chômeurs commencent à entretenir des relations d'abord informelles avec la CTA qui vient d'obtenir son statut de centrale syndicale³²⁵. C'est d'ailleurs en 1998 que la FTV³²⁶ est créée à l'initiative de la CTA dans le quartier périphérique de La Matanza. La FTV inclut des secteurs et des organisations de base hétérogènes, dont des militants de *Patria Libre*, qui formeront par la suite *Barrios de Pie*. Les militants qui composent l'organisation embryonnaire *Piquetero* proviennent d'une pléthore de milieux politiques et de réseaux communautaires; ce sont souvent d'anciens syndicalistes, des militants communautaires expérimentés dans l'occupation de terres et d'anciens participants à la guérilla.

Comme le soulignent Svampa et Pereyra, la CTA comprend rapidement le potentiel d'organisation des chômeurs³²⁷. La stratégie de construction de la CTA cible la nécessité d'établir un lien de continuité avec la tradition de coopérativisme aux revendications sectorielles et le mouvement de chômeurs émergent, porteur d'une vision plus rebelle³²⁸. La CTA comprend le nouveau processus de radicalisation des classes populaires comme le démontre leur slogan «la nouvelle usine est le quartier populaire». Elle est en tête du mouvement qui cherche à «syndicaliser» les chômeurs. C'est à cette époque que débute les débats sur l'affiliation politique des mouvements de chômeurs. Doivent-ils créer une organisation indépendante ou bien plutôt s'articuler au sein d'un mouvement multisectoriel intégré par tous les secteurs appauvris par le modèle économique et politique?

³²¹ Svampa, 2003, *op.cit.*, p.23.

³²² Centrale des Travailleurs Argentins. La CTA est reconnue officiellement en mai 1997. Elle regroupe principalement les travailleurs et fonctionnaires de l'État.

³²³ Courant Classiste et Combatif.

³²⁴ Raúl Zibechi, «Dix ans de mouvement *Piquetero*: le changement social en marche», *Risal*, 9 septembre 2005.

³²⁵ Svampa et Pereyra, *op.cit.*, p.39

³²⁶ Fédération de la Terre, du logement et de l'habitat.

³²⁷ Svampa et Pereyra, *op.cit.*, p. 40

³²⁸ Svampa et Pereyra, *op.cit.*, p.46

3.8 Un mouvement hétérogène

Selon André Corten, «le mouvement des *Piqueteros* est un mouvement avec une logique militante classique et à cet égard minoritaire, voire groupusculaire. On peut évaluer que 100,000 ou 200,000 femmes et hommes gravitent autour d'une quinzaine d'organisations³²⁹». Le mouvement *Piquetero* ne représente pas un acteur unique ou homogène; il est au contraire bien hétérogène. Le Mouvement *Piquetero* est intégré par de grands blocs de *Piqueteros* regroupés dans des organisations de base qui se retrouvent dans des coordinations régionales ou nationales :

- La FTV: une partie de la CTA, dirigée par le leader communautaire Luis D'Elía;
- La CCC: au départ le bras syndical et *Piquetero* du Parti Communiste Révolutionnaire (maoïste), il s'en est distancé dans les derniers temps. Il milite surtout avec la FTV avec qui il a une alliance solide. Selon Graciela Hopstein, la CCC rassemble des personnes issues du parti péroniste mais également des chômeurs indépendants. Quantitativement, ce groupe est le plus important: il compte 130,000 membres et reçoit mensuellement 90,000 programmes sociaux. En termes relatifs, cette organisation détient approximativement 70% des subsides alloués à l'ensemble du mouvement³³⁰;
- *Barrios de Pie*, du parti *Patria Libre*;
- *Pole Obrero*, dépendant du *Partido Obrero* d'orientation trotskiste;
- *Movimiento Territorial de Liberación* (MTL), lié au Parti Communiste;
- *Movimiento Independiente de Jubilados y Pensionados* (MIJD), mené par Raúl Castells;
- *Movimiento Teresa Rodriguez* (MTR) du *Movimiento Socialista de los Trabajadores*,
- *Coordinadora Anibal Veron*: séparé du MTR, il est apparu dans certaines zones à partir du travail des communautés ecclésiales de base. Le mouvement proclame son autonomie de l'État et des partis politiques. Il inclut les MTD (*Movimientos de Trabajadores Desocupados*) et certaines CTD (*Coordinadora de Trabajadores Desocupados*);
- Le *Bloc Nacional Piquetero* inclut le *Polo Obrero*, le MTR, le MTL et deux autres organisations (CUBA et la FTC).

³²⁹ André Corten «Buenos Aires: Misère à perte de vue.» *Les Temps Modernes*, 59, no 6264, janvier-février 2004, p.6.

³³⁰ Graciela Hopstein. «*Piqueteros*: limites et potentialités », *Risal*, 15 octobre 2003.

Globalement, on peut dire que les mouvements de chômeurs ont certaines caractéristiques: ils se situent principalement en opposition au capitalisme. Ils sont nés dans un contexte de crise, ils sont souvent liés à des partis révolutionnaires et ont des imaginaires marxistes, nationalistes et parfois autonomistes. La diversité des mouvements *Piqueteros* et l'évolution rapide qu'ils connaissent rendent difficile toute approche exhaustive de leur réalité et de leurs allégeances idéologiques. Selon leurs méthodes et diagnostics de la situation sociale, on peut toutefois tracer trois grandes tendances dans le mouvement :

- 1) La ligne plus institutionnalisée dite «modérée». Elle est centrée autour de centrales syndicales qui ne sont pas liées au pouvoir (surtout les organisations syndicales affiliées à la CTA et CCC);
- 2) La ligne politique «radicale» qui réunit les mouvements associés à des partis de gauche;
- 3) La ligne qui prône l'autonomie, revendiquant le non-alignement avec des partis. Ils concentrent leurs activités dans le travail militant local appelé aussi microsocial. Cette approche pourtant très médiatisée est minoritaire³³¹.

La praxis de cette dernière tendance des *Piqueteros* vise à changer la société localement en utilisant des méthodes de démocratie participative qui privilégient «l'action collective comme le résultat d'un projet ouvert soumis au débat de tous et chacun³³²». D'après Armony, cette valorisation de la capacité de tous les citoyens à changer la société par le bas, en dehors des institutions et des idéologies, marque un tournant dans l'histoire de la contestation en Argentine et même dans le monde. Il constate, dans ces mouvements, un engagement axé sur la valorisation de la vie humaine, sur une lutte pour la transformation du quotidien et pour un engagement réfléchi des membres. Ce sont ces orientations qui les différencient des pratiques centralisées, hiérarchiques et dogmatiques associées aux partis politiques traditionnels³³³.

Nouveau gouvernement. Même scénario

À partir de 1999, l'usure du régime Menem, la récession produite par la crise asiatique, la dévaluation du réal brésilien, la baisse de la liquidité monétaire et le manque d'investissement dans le secteur de la production forment un cadre favorable au conflit social. La crise de représentation politique que vit le pays est bien illustrée pendant les

³³¹ Svampa et Pereyra, *op.cit.*, p.55.

³³² Armony, 2004, p.146.

³³³ *Ibid.*, p.118-120.

mobilisations: les participants ne reconnaissent plus le pouvoir provincial ni ses institutions. L'arrivée au pouvoir de Fernando de La Rúa ne marque pas un répit dans la multiplication des protestations et des perturbations qui les accompagnent. Le nouveau gouvernement va jusqu'à créer des comités ministériels de «gestion de crise» pour éviter l'expansion incontrôlée des barrages routiers et l'hécatombe sociale.

3.9 La gestion directe des programmes sociaux par les *Piqueteros*

Au cours de l'année 2000, les centrales syndicales s'unissent contre le gouvernement de l'Alliance³³⁴. Les difficultés de l'État à se sortir de la récession facilitent le regroupement des forces qui réclament la réactivation économique et un changement social. Confronté à cette montée en flèche des mobilisations populaires, le gouvernement de l'Alliance tente d'empêcher les blocages de routes en distribuant plus d'aide sociale (*Planes Trabajar*³³⁵) et quelques subventions à des chômeurs triés sur le volet. Il fait ainsi appel à une pratique tirée de l'héritage politique argentin: le clientélisme, et plus spécifiquement l'utilisation politique des subventions de chômage mises en place par l'appareil péroniste. Bien que ces programmes d'aide aux chômeurs soient créés en 1997 au moment de la rébellion de Cutral-Có, l'augmentation des programmes sociaux et la croissance du mouvement *Piquetero* se produisent véritablement pendant le gouvernement de l'Alliance.

Visant à modifier la structure clientéliste et empêcher l'organisation du parti péroniste dans la province de Buenos Aires, le gouvernement modifie le système de distribution des programmes et permet à des organisations intermédiaires de les distribuer. De cette manière, il brise le monopole qu'avaient les municipalités, surtout d'allégeance péroniste, sur les ressources destinées aux chômeurs. Ceci permet à une foule de cantines populaires, de centres communautaires et de mouvements *Piqueteros*, organisés en tant que ONG³³⁶,

³³⁴ Le gouvernement De la Rúa élu en 1999.

³³⁵ Les «Plans Travailler» sont des subventions de six mois accordés aux chômeurs remplissant certaines conditions d'admission. Elles ont été mises sur pied dans la province de Buenos Aires en 1997 par le gouverneur la province et l'ancien vice-président de Menem, Eduardo Duhalde. Ces subsides font partie d'une batterie de programmes sociaux, appelés «plans sociaux». L'Argentine n'a pas de système d'assurance-chômage universel et ces plans, dont l'accès est limité, sont les seuls programmes d'aide aux sans-emploi.

³³⁶ Organisation non gouvernementale. L'incorporation d'ONG dans le contrôle et la gestion des programmes sociaux a été une des exigences du Fonds Monétaire International et de la Banque mondiale. Selon Svampa et

d'obtenir la gestion de ces subsides³³⁷. Le foyer bénéficiaire des subsides doit comprendre des enfants de moins de 18 ans, des gens handicapés ou une femme enceinte. Un seul membre de la famille peut recevoir le subside et c'est la seule aide sociale dont il peut disposer. Afin de recevoir ces sommes mensuelles équivalent à environ 50\$US, les chômeurs inscrits doivent en contrepartie fournir un travail quotidien de quatre heures.

Les participants peuvent travailler dans des services communautaires, certains mouvements sociaux, pour les municipalités et pour des mouvements *Piqueteros*. La majorité des *Piqueteros* contribuent au financement des activités communautaires et coopératives développées par les divers groupes, en leur versant une petite somme, entre un à trois \$US. Les organisations *Piqueteras* se constituent à partir des heures de travail obligatoires de ses membres. Ceux-ci doivent remplir des conditions de participation (assister à des marches *Piqueteras*, à des mobilisations, à des blocages de route et à des formations) pour obtenir leur subvention. Elles offrent des formations idéologiques sur des sujets aussi divers que la ZLÉA (Zone de libre-échange des Amériques), le fonctionnement de la société capitaliste, les modes de production et l'inégalité entre les sexes (inhérente au capitalisme).

La plupart des blocages de routes sont axés principalement sur la revendication de ces programmes sociaux. La gestion directe des subsides permet à de petites organisations (indépendantes des réseaux clientélistes traditionnels) de consolider leurs bases et de recruter des membres. Selon nos calculs, les mouvements *Piqueteros* administrent 10% de tous les programmes sociaux distribués au pays, qu'ils ont obtenu souvent après avoir exercé des pressions sur les autorités, comme des barrages routiers³³⁸. Il est aussi admis que 51% des bénéficiaires des programmes appartiennent à des partis politiques. Les divers conseils et surtout les maires péronistes, qui déterminent l'octroi personnalisé des programmes, monopolisent les ressources pour faire fonctionner la machinerie politique. D'après Auyero, tous les partis utilisent cette stratégie, l'exemple le plus frappant étant le parti justicialiste³³⁹.

Pereyra, c'est parce que les ONG encouragent la participation populaire et parce qu'elles sont plus efficaces dans leur travail au niveau local ainsi qu'en régions éloignées. Voir p.98

³³⁷ Svampa et Pereyra, p.93

³³⁸ 80% sont administrés par les municipalités.

³³⁹ Miguel Jorquera, « Las organizaciones *Piqueteras* ayudaron a contener a la gente más marginada y desesperada », *Página/12 (Buenos Aires)*, 13 octobre 2005.

Ces programmes sont utilisés par ceux qui les octroient à des fins politiques. Dans un tel contexte, l'appartenance à un parti politique favorise un accès plus direct aux ressources de l'État. Un individu qui est membre d'un parti ou d'un mouvement *Piquetero* a de meilleures chances d'avoir accès à ces ressources parce que l'organisation collective lui donne plus d'information et de moyens de revendication.

Pour certains analystes, la lutte que mènent les *Piqueteros* pour l'obtention de ces subsides sociaux est ancrée dans le schéma classique de la carotte et du bâton : blocage de routes - répression - négociation avec l'État - nouveaux subsides. Plusieurs critiquent l'État qui utilise les subsides pour désamorcer le conflit social. Pour d'autres, la distribution des subsides sociaux est la seule mesure palliative à la faim et la misère. Enfin d'autres mouvements choisissent d'utiliser l'aide gouvernementale pour développer une organisation politique et productive; dans cette optique, son octroi est le résultat des négociations entre le mouvement *Piquetero* et l'appareil d'État. Leur obtention représente la conquête d'un droit qui permet le maintien de l'organisation.

Leur position face aux programmes d'assistance accordés par le gouvernement va marquer définitivement la différence entre les mouvements. Il y a les partis de gauche comme le *Partido Obrero*³⁴⁰, le MST³⁴¹ et le Parti Communiste qui rejettent d'abord l'aide alimentaire et sociale. Ils critiquent ce qu'ils perçoivent comme de l'aide caritative et exigent du vrai travail plutôt que de l'assistance. En fait, plutôt que d'exiger des plans sociaux, ils revendiquent une assurance-chômage universelle qui n'existe pas à ce jour en Argentine. L'autre tendance cherche plutôt à reconstruire socialement les quartiers afin de régler les problèmes immédiats engendrés par la pauvreté. Ces mouvements (FTV, CCC, MTR, MTD et CTD Anibal Verón), liés à une histoire de lutte locale pour la propriété de la terre et l'organisation de la vie dans les quartiers autour des services de base (rues, eau, énergies, clinique de santé...), ne rejettent pas l'aide de l'État mais choisissent de l'utiliser pour s'organiser³⁴².

³⁴⁰ Parti Ouvrier.

³⁴¹ Mouvement Socialiste des Travailleurs.

³⁴² Svampa et Pereyra, 2003, p.37-42

3.10 Croissance du conflit

En 2001, à l'aube de l'explosion totale, les protestations sociales, loin de décliner, s'accroissent. De nouvelles mobilisations plus liées à la conjoncture politique globale apparaissent. Par exemple, en avril 2001, des mobilisations contre la ZLÉA³⁴³ ont lieu et les mouvements *Piqueteros* participent à la tenue d'un référendum populaire sur la lutte contre la pauvreté. Sur cette toile de fond de politisation des mouvements *Piqueteros*, les blocages de route se multiplient dans tout le pays. Selon Auyero, les blocages de routes passent de 51 en 1998 à 252 en 1999, à 514 en 2000 pour atteindre 1383 en 2001³⁴⁴. Tout au long de l'année, de nombreuses assemblées générales des mouvements *Piqueteros* de toute l'Argentine sont tenues afin de créer une symbolique commune³⁴⁵, d'unir les forces des chômeurs et finalement d'exercer des pressions concertées sur l'État. Or, des désaccords se révèlent pendant le Congrès *Piquetero* de 2001; les mouvements prennent des positions différentes par rapport au pouvoir, à la représentation et à la radicalité de la lutte. Malgré leurs disparités, ils coordonnent ensemble de nombreux blocages de routes en simultané à travers tout le pays.

Ce cadre de mobilisation permanente se situe dans le contexte d'une politique d'ajustement du gouvernement qui cherche à sabrer dans ses budgets dont celui de l'éducation. Au début de 2001, le ministre de l'économie, Ricardo López Murphy, essaye de couper de 40% le budget de l'éducation. En signe de protestation contre ces réductions, les enseignants et les étudiants «occupent» les principales facultés et écoles. La population se porte à la défense d'une institution largement considérée comme le principal levier d'égalité et de formation des citoyens. Face à l'ampleur des mobilisations, le gouvernement fait marche arrière. Toutefois, le retour de Domingo Cavallo au ministère de l'Économie en mars 2001 remet ce problème à l'ordre du jour: une coupure du 13% du salaire des employés de l'État et des pensions des retraités est alors mise en vigueur. Comme nous l'avons abordé dans le premier chapitre, ces mesures ne font qu'alimenter l'indignation populaire qui explose les 19-20 décembre 2001 et se solde par la chute du gouvernement De La Rúa.

³⁴³ Zone de libre-échange des Amériques.

³⁴⁴ Auyero, 2005, p 11.

³⁴⁵ Cette symbolique comprend des héros, des légendes, un passé et une histoire partagés.

Le 2 janvier 2002, lorsque Duhalde devient le cinquième président en dix jours, ses sympathisants, véritable troupe de choc composée de *manzaneras* et de *punteros*, confrontent des militants d'organisation de gauche dans le centre névralgique de la capitale³⁴⁶. Ces affrontements, qui ne sont pas sans rappeler les affrontements auxquels Duhalde avait participé dans les années 1970 contre les révolutionnaires péronistes, sont représentatifs de la période de tension et d'improvisation politiques qui s'amorce à ce moment.

3.11 La tentative d'alliance entre la classe moyenne et les *Piqueteros*

Pendant les mois de janvier et de février 2002, les mouvements des sans-emploi et les assemblées de quartier convergent dans des démonstrations de masse dans les rues. Au point culminant des mobilisations populaires du début 2002, les analystes estiment qu'entre deux et trois millions d'Argentins ont participé à une protestation publique. Les *Piqueteros* soutiennent les demandes des assemblées de voisins mobilisés (surtout de classe moyenne) qui, à leur tour, participent aux blocages des rues des centres-villes et appuient les revendications des chômeurs (des emplois et de l'aide gouvernementale). Ils organisent ensemble des activités pour unifier les deux mouvements avec des groupes de droits humains, des mouvements universitaires, des intellectuels progressistes et des syndicalistes. Le mot d'ordre de cette union des classes moyennes et populaires en conflit est : «Piquets et casseroles, c'est une seule lutte!» Certains accords provisoires sont conclus, mais en général chaque groupe procède selon son propre ordre du jour.

Les chômeurs et les assemblées expriment leur dégoût envers les dirigeants et les idéologies politiques traditionnelles dans le slogan «qu'ils s'en aillent tous». Pour les anarchistes, les théoriciens de l'action collective spontanée et pour plusieurs mouvements sociaux, ce slogan illustre le refus de toutes les formes d'organisations politiques et d'activités électorales. Or, d'après James Petras, ce qui est d'abord un rejet spontané et sain de la classe politique dominante et des syndicats corrompus se transforme bientôt en dogme qui exclut le développement d'un nouveau leadership politique, de toutes alliances stratégiques et

³⁴⁶ Jozami, *op.cit.*, p.62.

finalement des tactiques visant à gagner le pouvoir institutionnel³⁴⁷. La propagation des théories de transformations «spontanées» basées sur des allégeances locales autour de projets de petite taille a été particulièrement problématique pour la construction d'une organisation sociopolitique à long terme.

Une grande quantité d'articles et d'analyses portant sur les lendemains de la crise de 2001 abondent dans ce sens, trouvant regrettable qu'aucun mouvement politique social et culturel, comme le *Partido dos Trabalhadores* brésilien ou le *Frente Amplio* uruguayen³⁴⁸, n'ait pu canaliser politiquement le besoin de transformation de la population dans cette situation de crise hégémonique³⁴⁹. À cet effet, la CTA qui intègre la FTV et les militants de *Barrios de Pie* cherche à unir les secteurs populaires et à construire un projet de nation. En décembre 2002, lors de son congrès intitulé «Pour nos enfants: pain, travail, souveraineté et démocratie», la centrale syndicale annonce son désir de dépasser les revendications sectorielles et plutôt d'élaborer un axe de convergence politique. La CTA définit la militance *Piquetera* comme une force déterminante dans la construction de l'unité des travailleurs (incluant ceux au chômage) et son articulation avec l'ensemble de la société³⁵⁰.

3.12 Les défis des *Piqueteros*

Le système économique et politique est en chute libre. Les nouveaux mouvements sociaux gagnent une prééminence politique. Au cours de 2002, plusieurs usines en faillite sont occupées par leurs ouvriers menacés de mises à pied³⁵¹. Dans ce contexte marqué par les innovations du monde ouvrier, plusieurs défis se posent aux chômeurs. Selon la lecture de James Petras, ceux-ci doivent assurer la pérennité et l'expansion de leurs mouvements ainsi que développer des solutions pour influencer la distribution des ressources publiques

³⁴⁷ James Petras. «Argentina: 18 months of popular struggle.» *Canadian Dimension* (Winnipeg) Juillet/Août 2003. Vol.37, N° 4, p.5.

³⁴⁸ Front Ample. Ce parti est composé d'une myriade d'organisations, mouvements sociaux et partis de gauche. Cette coalition a remporté les élections présidentielles en octobre 2004.

³⁴⁹ Germán J. Pérez et Martín Armelino, «¿Cómo (re)construir la unidad del "campo popular"? Las estrategias políticas de la CTA a partir de la crisis de 2001», In *La protesta social en Argentina: 1989-1999*, Federico Schuster, Instituto Gino Germani (FCS-UBA), 2003.

³⁵⁰ *Ibid.*, p.14

³⁵¹ L'usine de textile Brukman et l'usine de céramiques Zanón représentent les expériences les plus connues de ce mouvement de gestion ouvrière qui a entraîné la récupération de plus de 330 usines à travers le pays.

destinées à la création d'emplois, à la construction de logements et au système de santé. Finalement, ils doivent améliorer la concordance de leurs organisations tout en créant une conduction politique et un programme commun³⁵². Selon Angel Jozami, malgré sa croissance, la division des forces *Piquetera* ne lui permet pas d'attirer d'autres secteurs de la population et de former une force politique unie à l'échelle nationale³⁵³.

À partir de 2002, le mouvement *Piquetero* est confronté à une série de problèmes. D'abord, le mouvement rejoint seulement une fraction de l'ensemble des ouvriers sans emploi, moins de 10%. Deuxièmement, leurs demandes s'axent surtout sur l'obtention d'assistance de l'État. Dans une perspective marxiste, Petras dénonce à cet égard le manque de profondeur politique et de conscience de classe des participants à la base des mouvements³⁵⁴. De plus, il critique les analyses anarchistes selon lesquelles la crise elle-même «radicaliserait» les ouvriers et la tactique des blocages de route créerait automatiquement des perspectives radicales.

3.12.1 L'autonomisme

Claudio Katz dans l'article *Problems of Autonomism* dénonce les thèses en vogue idéalisant la spontanéité et l'auto-organisation des mouvements *Piqueteros*, leurs approches «autonomistes» et leur rupture avec l'héritage politique du passé. Selon lui, de nombreux observateurs comme John Holloway³⁵⁵ et Raul Zibechi ont élaboré une fausse image des *Piqueteros* en les faisant cadrer dans une approche théorique qui valorise une transformation sociale qui s'éloigne de toute organisation politique traditionnelle, mémoire collective ou programme politique tout en exaltant leur ressemblance avec les zapatistes mexicains. Inscrits dans la mouvance de la théorie des Nouveaux Mouvements Sociaux (NMS)³⁵⁶, leur critique morale du capitalisme est marquée par une perspective anti-autoritaire qui rejette

³⁵² Petras, 2003, p.4.

³⁵³ Jozami, op.cit.,p.89.

³⁵⁴ Petras, 2003, p.5.

³⁵⁵ Auteur du livre *Comment changer le monde sans prendre le pouvoir*.

³⁵⁶ La théorie des nouveaux mouvements sociaux soutient, entre autres, que l'action collective des NMS s'axe autour de la défense de l'identité, de styles de vie et des valeurs socioculturelles. Les NMS s'organisent à partir de plusieurs principes de base: assemblées générale sans monopole de parole et au leadership diffus, réseaux horizontaux de militants où le pouvoir de la base est important; refus d'avant-garde ou du moins refus de direction humaine et idéologique rigide, grande mobilité; le refus de toute forme de standardisation (langage, méthode, lutte, analyse etc.). À ce sujet voir Dugré, 2005, p.4.

toute forme de leadership et d'alliance avec le pouvoir étatique. Ces auteurs utilisent un langage libertaire pour défendre les valeurs de la solidarité et de la communauté. Ils critiquent la participation des mouvements sociaux dans les institutions et encouragent plutôt l'autogestion. Ce sont surtout les mouvements *Piqueteros* appartenant à la mouvance MTD qui s'orientent vers cette politique.

Dans cette optique, les *Piqueteros* autonomistes prônent la construction d'un contre-pouvoir basé avant tout sur la transformation de la communauté sans envisager la conquête du pouvoir. Cette conception d'un pouvoir alternatif s'inspire des pratiques zapatistes et du Mouvement des sans-terre brésilien (MST), des théories de la gauche autonome (Toni Negri, Collectif Situaciones) et de la philosophie du «contre pouvoir» de John Holloway. En général, ces approches autonomistes misent sur une lutte sociale divorcée de toute affiliation politique ou idéologique tout en déniaient la nécessité d'un projet politique socialiste des opprimés. Toutefois, selon Katz, cet imaginaire autonome ne tient pas compte (ni dans la lutte des chômeurs ni dans celle des autochtones mexicains ou du mouvement paysan brésilien) des années de préparation idéologique, de formation et de travail politique essentiels à toute organisation sociale aux visées transformatives.

3.12.2 Héritage de lutte

Katz affirme que de tels mouvements de chômeurs sont le résultat de trois éléments fondamentaux : l'organisation, le leadership et l'idéologie. Il affirme que les tactiques des *Piqueteros* proviennent des grèves de travailleurs. Ces tactiques ont été utilisées par des dirigeants de chômeurs qui avaient des années d'expérience syndicale avant la perte de leur emploi. D'après lui, la formation syndicale préalable des premiers *Piqueteros* explique les méthodes qu'utilisent les mouvements. Leurs mobilisations, qui incluent les *puebladas* et les *piquetes*, ont effectivement une empreinte syndicale. Les chômeurs partagent une histoire de mobilisation qui n'est pas disparue avec la perte de leurs emplois³⁵⁷. La consolidation d'un nouveau répertoire ne signifie pas un remplacement des vieilles formes de lutte mais plutôt une nouvelle alliance et articulation entre des syndicats dissidents, des partis de gauche et des

³⁵⁷ Claudio Katz, «Problems of Autnomism», *International Socialist Review* (Chicago), nov-déc 2005, p.3.

chômeurs réunis sous la dénomination *Piquetera*³⁵⁸.

On peut conclure, comme le font Svampa et Pereyra, que la déstructuration de l'économie ne conduit pas directement à la mobilisation sociale. Bien au contraire, de nombreuses études démontrent que l'augmentation du chômage dans les années 1990 se vit de manière plus individuelle que collective³⁵⁹. Nous estimons que la privatisation des entreprises de l'État et l'ajustement provoqué par la restructuration ne sont pas les seules causes de l'augmentation du conflit social. D'autres facteurs sont à considérer, comme la tradition de l'action collective. Il ne faut pas oublier que les conflits de travail ont toujours joué un rôle central dans l'histoire des luttes sociales en Argentine en raison de la force organisationnelle de la tradition syndicale depuis les années 1940³⁶⁰.

3.12.3 Les divisions du mouvement *Piquetero*

L'explosion de la crise en 2001 et la gouvernance de Duhalde mettent en relief les différences idéologiques qui existent dans la coalition *Piquetera*. En effet, la lecture des événements varie. Les mouvements plus modérés (FTV et CCC) choisissent de maintenir une certaine politique de conciliation face à Duhalde, tout en maintenant des fronts de conflits surtout dans les provinces³⁶¹. Une première rupture se fait entre les secteurs *Piqueteros* lorsque les modérés négocient avec le gouvernement une participation dans la gestion des programmes d'assistance étatique³⁶². C'est dans ce contexte que le président amène une nouvelle modification des subsides destinés aux chômeurs dans la province de Buenos Aires³⁶³. Le gouvernement Duhalde pour désamorcer le mouvement *Piquetero* et se reconstituer une base sociale, accorde de l'aide sociale à plus de deux millions de nouveaux bénéficiaires pendant six mois. Ces « plans sociaux » sont distribués, entre autres, par ses fidèles *punteros*³⁶⁴ dans les banlieues. L'octroi de ces programmes financés par la Banque Mondiale, permet aussi au parti péroniste de renouer ses liens d'organisation avec les pauvres et les chômeurs en vue des

³⁵⁸ Svampa et Pereyra, 2003, *op.cit.*, p.23.

³⁵⁹ Svampa et Pereyra, 2003, *op.cit.*, p.27. L'auteur cite des textes de Gabriel Kessler (1996) et de Soldano (1997) à cet égard.

³⁶⁰ Bessa, *op.cit.*, p.49.

³⁶¹ Svampa et Pereyra, *op.cit.*, p.85.

³⁶² Jozami, *op.cit.*, p.88.

³⁶³ Ils s'appellent dorénavant Programa Nacional Jefes y Jefas de Hogar.

³⁶⁴ Organisateurs péronistes de base.

futures élections. Selon Pavlina R.T. Cherneva, ces «plans sociaux», qui ne constituent pas une assurance-chômage universelle, représentent la politique principale du gouvernement pour pallier la crise économique du pays. D'après l'INDEC³⁶⁵, en 2002, sur les trois millions d'Argentins qui demandent de l'aide à l'État, seulement près de deux millions l'obtiennent (5% de la population), soit environ 13% de la force de travail.

De l'autre côté de la médaille, plusieurs mouvements *Piqueteros* (dont le Bloc National *Piquetero*) se croient en période pré-révolutionnaire et insistent sur le besoin de substituer le gouvernement par une assemblée constituante. Ces mouvements réalisent un grand nombre de mobilisations de protestation contre le gouvernement Duhalde pendant les premiers mois de 2002³⁶⁶. Toutefois, dans leur ensemble, les *Piqueteros* maintiennent leurs stratégies de lutte et bloquent plus de 2,336 routes en 2002³⁶⁷, dont l'accès aux raffineries de pétrole. Face à la croissance du conflit social, Duhalde renforce les mesures répressives. Cette stratégie signe la fin de son régime le 26 juin 2002 lorsque la tentative de blocage d'un pont d'accès à la capitale se solde par les meurtres de deux militants *Piqueteros*³⁶⁸. Confronté à la brutalité de la répression (amplement diffusée par les médias) et les manifestations gigantesques qui s'en suivent, Duhalde est forcé d'annoncer de nouvelles élections pour mai 2003.

Un contexte difficile : les rivalités

Début 2003, l'appareil péroniste traditionnel reprend progressivement son contrôle des banlieues pauvres à l'aide de ses réseaux clientélistes. Les mouvements *Piqueteros* et les réseaux péronistes rivalisent pour le contrôle du territoire et la distribution des programmes gouvernementaux. Face au renouvellement des alliances péronistes, les *Piqueteros* manquent de cohésion. Incapables d'agir ensemble lors d'événements symboliques (comme le 1er mai) et encore moins dans les luttes quotidiennes, leurs propres rivalités les affaiblissent. Le «cycle de protestations» ne réussit pas à rallier ni la population ni les chômeurs autour d'un agenda politique commun.

³⁶⁵ Institut National des Statistiques.

³⁶⁶ La devise qui résume cette période est: « On va voir qui tient la baguette du chef d'orchestre: le peuple uni ou ce gouvernement fils de pute! »

³⁶⁷ Nueva Mayoria

³⁶⁸ Ils étaient des militants du MTD Anibal Verón.

À la longue, la population se lasse des blocages routiers qui perturbent sa vie quotidienne, elle en vient même à mépriser ces pauvres devenus trop visibles et trop insistants. Les médias s'empressent de rapporter l'exaspération générale et progressivement la solidarité des classes moyennes à leur égard se désintègre³⁶⁹. De plus, au cours de 2002, le pouvoir de convocation des assemblées de voisins (grands supporters des *Piqueteros*) s'étiole³⁷⁰. Pourtant, les problèmes structureaux profonds persistent. En 2002, la chute du PIB atteint les 15%³⁷¹. Au début d'avril, l'estimation officielle de l'inflation passe à 50%. On dénombre plus de 17,167 millions de pauvres (49,8% de la population) dont 7,106 millions d'indigents, soit deux millions de plus que quelques mois plus tôt³⁷². La raison principale de ces augmentations est la hausse rapide des prix des biens de base et la hausse du chômage. En 2003, la pauvreté urbaine continue de croître, atteignant 54% des personnes et l'indigence en touchant 27%.

3.13 Le conflit social à l'ère de Kirchner

Les clivages amorcés en 2002 se creusent avec l'arrivée de Kirchner au pouvoir. Le mouvement *Piquetero* se divise entre ceux qui appuient le nouveau gouvernement et ceux, environ la moitié des mouvements, qui s'opposent aux politiques qu'ils considèrent toujours issues du modèle néolibéral. Kirchner ne se déclare pas socialiste, mais vise plutôt à construire un capitalisme national inspiré par la doctrine péroniste. Cette vision «réformiste» n'est pas populaire dans les secteurs les plus combattants de la société dont de nombreux mouvements *Piqueteros*. Les détracteurs à la gauche de Kirchner ont même affirmé que ce gouvernement s'apparente à celui du dictateur Jorge Videla au pouvoir pendant les années les plus meurtrières de la dictature³⁷³. Comme nous le verrons plus en détail dans le quatrième chapitre, l'arrivée de Kirchner au pouvoir entraîne la reconfiguration des positions des

³⁶⁹ Eduardo Pavlovsky, «Freud y los Piqueteros», *Página/12* (Buenos Aires), 4 décembre 2003.

³⁷⁰ Les observateurs avancent surtout deux hypothèses pour expliquer ce déclin: les tentatives de noyautage des assemblées par des partis aux agendas politiques bien déterminés et la désorganisation des assemblées découragent les participants. En effet, des milliers de propositions sont votées lors de longues séances, mais très peu sont mises en pratique.

³⁷¹ Selon l'Institut National des Statistiques, on compte 300 milles nouveaux pauvres par mois.

³⁷² Informe de la situación social, Siempro y Desarrollo Social, février 2002

³⁷³ «Carta de los trabajadores petroleros a 30 años del golpe military» lue le 24 mars 2006 lors des cérémonies de commémoration du coup d'État.

mouvements *Piqueteros* tant au niveau de l'opposition (Polo Obrero, MIJD) que de l'alliance (FTV, *Barrios de Pie*, *Movimiento Evita*). La stratégie de pacification sociale, marquée par la division du mouvement, porte fruit. Les blocages de routes, pierre angulaire du conflit social, diminuent radicalement pendant la première année du gouvernement de Kirchner de 1 278 à 1 181 en 2004. Dans la ville de Buenos Aires, les blocages passent de 29 par mois à 17 dans les quatre premiers mois de 2006³⁷⁴.

Début 2006, des répressions policières à l'encontre de travailleurs pétroliers en grève dans la province de Santa Cruz d'où est originaire Kirchner font couler beaucoup d'encre. Alors que les opposants au régime se mobilisent pour dénoncer cette répression, les secteurs de «l'officialisme *Piquetero*»³⁷⁵ condamnent toute manifestation qui interfère avec la stratégie de Kirchner. Les «kirchnéristes» accusent même les groupes contestataires de représenter une «gauche sinistre et archaïque» qui ne sait pas s'adapter au nouveau contexte politique. Pis encore, ils reprochent aux opposants d'encourager la droite en divisant le mouvement populaire. Bref, le scénario est polarisé entre ceux qui préfèrent le pragmatisme politique qu'offre une alliance avec le projet présidentiel et ceux qui, nostalgiques du conflit social exacerbé des années 2001-2002, n'y voient que corruption, infiltration et noyautage.

Dans un tel contexte, il serait normal de voir les mouvements de sans-emploi décliner, rejetés par une population lassée par leurs mobilisations incessantes ou anesthésiés par une institutionnalisation dans les instances gouvernementales. Mais les mouvements *Piqueteros* continuent d'occuper un espace social et surtout politique, bien qu'ils aient perdu en grande partie l'approbation de la population. Les mouvements qui s'opposent au régime de Kirchner maintiennent les stratégies de lutte comme les barrages routiers mais surtout développent des outils de démocratie participative et d'économie solidaire. Les *Piqueteros* supporters du président, quant à eux, obtiennent des postes stratégiques au gouvernement et lient leur nouvelle identité politique au projet de Kirchner (qui a besoin de leur appui). Les tactiques des *Piqueteros* subsistent aussi dans d'autres secteurs de la société. On peut noter que le blocage de routes comme méthode de revendication a acquis une certaine légitimité. C'est

³⁷⁴ María Cecilia Tosi, «Los *Piqueteros* ya no muestran un gran poder de movilización», *La Nación* (Buenos Aires), 10 avril 2006.

³⁷⁵ Les mouvements *Piqueteros* qui soutiennent le gouvernement.

maintenant une forme d'action sociale habituelle employée non seulement par les *Piqueteros* mais aussi par les syndicats et par tout collectif revendicateur, incluant des secteurs traditionnellement liés à la droite comme les éleveurs de bétail.

3.14 Conclusions

Trois grandes caractéristiques se dégagent de l'analyse du conflit social dans l'Argentine des dix dernières années: la restructuration et l'influence sociale du conflit ainsi que la formation d'un canal d'expression. Les acteurs sociaux ont démontré une grande capacité de restructuration face aux changements qui se sont produits dans la structure économique du pays, autant dans le domaine politique que social. Ces acteurs, en adoptant une lutte sur le terrain, utilisant les modalités les plus adéquates et écartant celles qui ne réussissaient pas, ont su créer de nouveaux registres de conflit. Le repli partiel des secteurs syndicaux et l'incorporation de nouveaux secteurs sociaux représentent le principal changement. L'utilisation de nombreuses nouvelles formes de protestation dont les blocages de routes expriment leur adaptabilité et l'optimisation des moyens de communication comme canal d'expression de ces demandes. En deuxième lieu, le déploiement du caractère conflictuel sur tout le territoire national permet la décentralisation de la lutte.

On constate aussi que la nature même du conflit a profondément muté au cours des années 1990. Alors qu'à leurs débuts, les protestations s'axent autour de la revendication salariale et sont menées par le secteur syndical, on observe par la suite une transformation des motivations du conflit. Les participants passent de la simple revendication de postes de travail à la protestation contre des décisions macro-économiques du gouvernement. Les conflits deviennent plus idéologiques. Confrontées aux demandes des *Piqueteros* et à la chute de l'économie, les autorités doivent modifier leurs stratégies, en entamant des négociations ou en acceptant partiellement les demandes des chômeurs. Le conflit social devient la forme privilégiée de canalisation des revendications de la population. Vers la fin des années 1990, la société commence à accepter le conflit social en lui accordant une valeur jusqu'alors inconnue.

Dans le quatrième chapitre, nous nous concentrons sur le mouvement *Barrios de Pie* qui incarne à la fois la tendance nationaliste, la ligne «modérée» des *Piqueteros* et l’alliance entre mouvement social et parti politique. Son choix de viser la transformation sociale par l’entremise du pouvoir étatique nous semble aussi un aspect peu commenté des mouvements *Piqueteros*. Bien que d’autres mouvements comme la FTV et le *Movimiento Evita*, qui représentent environ 35% de l’ensemble des militants, aient choisi d’appuyer le régime de Kirchner, *Barrios de Pie* est le mouvement qui défend le plus cette alliance et la justifie à l’aide de la longue tradition de lutte politique argentine. Nous aurions pu analyser un mouvement *Piquetero* allié à un parti politique opposé au régime (environ la moitié des organisations) mais cela ne nous aurait pas permis de dresser un portrait de leur pratique lorsque ceux-ci tentent de se hisser au pouvoir. En étudiant plus spécifiquement un mouvement qui s’institutionnalise dans les instances gouvernementales, il est possible de mieux cerner les limites et les avantages qu’amènent de telles alliances aux revendications sociales et à l’indépendance idéologique des *Piqueteros*. Dans cette perspective, *Barrios de Pie* exemplifie le paradigme de l’intégration d’un mouvement social revendicateur à la politique conventionnelle, l’une des stratégies les plus efficaces que possède l’État pour neutraliser le conflit social³⁷⁶.

³⁷⁶ Piven et Cloward, *op.cit.*, p.36-37.

CHAPITRE IV

LE MOUVEMENT DES SANS-EMPLOI *BARRIOS DE PIE*

4.1 La méthodologie utilisée

À l'aide de la bibliographie choisie, nous avons étudié l'histoire sociale, ouvrière et politique de l'Argentine afin de cerner les formes d'organisation des mouvements des sans-emploi. Pour étudier la participation plus spécifique de ces membres, nous avons choisi d'examiner le mouvement *Barrios de Pie* car il est représentatif d'une des mouvances les plus marquantes du mouvement *Piquetero*, c'est-à-dire qu'il illustre bien les formes d'organisation et de participation des chômeurs dans leur ensemble tout en incarnant le passage de la radicalité à la modération de ces mouvements sociaux dans les dernières années. Le mouvement *Barrios de Pie* est devenu représentatif des mouvements qui se sont progressivement alignés sur le gouvernement de Kirchner et est aujourd'hui emblématique de l'aile plus modérée des *Piqueteros*. Afin de mieux illustrer notre propos nous avons recours à une analyse empirique de la situation. Nous avons conduit des entrevues sur le terrain, réalisé des lectures approfondies de la littérature du mouvement de *Barrios de Pie* (leurs journaux, les informations tirées de leur site Web ainsi que des déclarations de leurs dirigeants), celles des principaux médias, *Clarín* (centre), *La Nación* (droite) et *Página /12* (proche de Kirchner et de centre-gauche) ainsi que des indicateurs statistiques. Nous avons réalisé une étude qui porte sur une séquence temporaire débutant en 1987 lorsque naît le parti politique *Patria Libre* (qui crée le mouvement *Piquetero Barrios de Pie*) et s'étendant jusqu'aux dernières déclarations des militants au moment de la rédaction en avril 2006.

Au cours des trois années durant lesquelles nous avons vécu à Buenos Aires, nous avons réalisé des entrevues à la fois avec des cadres politiques et des membres de base de *Barrios de Pie*. Nous avons aussi participé (comme observatrice) à d'innombrables réunions,

assemblées, mobilisations, séminaires, blocages de routes et activités quotidiennes. Les entrevues ont eu lieu avec trois femmes et sept hommes dans un quartier du grand Buenos Aires. Nous avons cherché à connaître les antécédents de ces militants, leurs origines socio-économiques, leurs histoires familiales, leurs passés militants, leurs mémoires d'une culture de revendication, leurs convictions par rapport au mouvement, leurs visions de la transformation possible du pays et des avantages de l'action collective et enfin, leurs observations sur la nouvelle conjoncture politique inaugurée par la gestion de Néstor Kirchner. À propos des femmes, nous avons cherché à connaître leurs rôles et leurs revendications spécifiques dans le mouvement: comment elles se représentent, se valorisent et se projettent. Nous avons aussi analysé la mystique et la liturgie militantes du mouvement par ses chansons et par ses expressions culturelles.

En nous appuyant sur une étude de textes sur le péronisme et sur la militance des années 1970, nous avons pu comparer et dresser un portrait clair de la continuité avec l'histoire argentine qu'entretient *Barrios de Pie* dans sa méthodologie, son idéologie et sa mystique militante. Le présent chapitre a donc pour objet d'analyse l'organisation du Mouvement *Barrios de Pie* par l'entremise du discours des dirigeants et de certains de ses membres. Pour ce faire, nous avons eu recours à deux types de matériaux : les archives de ces organisations et des entrevues semi-dirigées. Nous avons choisi d'aller sur le terrain, particulièrement dans le quartier de *Ingeniero Budge*, entre décembre 2002 et janvier 2005 avec dix membres de *Barrios de Pie* et de *Patria Libre*³⁷⁷ : Claudio Morell, Maria, Maru, Pablo Cremonte, Jorge Ceballos, Humberto Tumini, Isaac Rudnick, Juana, Mario et Juan Carlos³⁷⁸. Ils nous ont raconté leur lutte quotidienne.

Tableau 1
Profil des interviewés

NOM	SEXE	Passé militant	Rôle actuel
Claudio Morell	M	Membre depuis 14 ans de <i>Patria Libre</i>	Conseiller municipal pour le front pour la victoire
Pablo	M	Membre depuis 19	Ancien dirigeant universitaire du bras étudiant

³⁷⁷ Patrie Libre. Parti politique qui se réclame nationaliste, de gauche et révolutionnaire.

³⁷⁸ Nous avons changé les noms des toutes les personnes interviewées sauf celles qui ont un rôle et une identité bien connue publiquement

		ans de <i>Patria Libre</i>	de <i>Patria Libre</i>
Cremonte			
Maria	F	Aucun	Coordonnatrice de la cantine populaire <i>Ingeniero Budge</i>
Humberto Tumini	M	PRT et ERP	Secrétaire général de <i>Patria Libre</i>
Isaac Rudnick	M	PRT et ERP	Fonctionnaire aux affaires étrangères/Fondateur de <i>Patria Libre</i>
Jorge Ceballos	M	Membre depuis 19 ans de <i>Patria Libre</i>	Coordonnateur national de <i>Barrios de Pie</i> /fonctionnaire de la sécurité publique
Maru	F	<i>Patria Libre</i>	Organisatrice de <i>Barrios de Pie</i>
Mario	M	Aucun	Participant à l'atelier de menuiserie
Juan Carlos	M	Aucun	Participant à l'atelier de menuiserie
Juana	F	Aucun	Participante à la cantine populaire

4.2 Affiliation politique : *Patria Libre*

Pour mieux cerner le mouvement *Piquetero Barrios de Pie*, il faut d'abord analyser le parti politique qui l'a engendré, *Patria Libre*, un parti politique qui se définit comme de gauche, nationaliste et révolutionnaire. Svampa et Pereyra ajoutent que ce parti a des fortes inspirations populistes³⁷⁹. Les dirigeants de *Barrios de Pie* sont presque tous issus de ce parti et ceux qui ne l'étaient pas l'ont rejoint. La construction du mouvement *Piquetero* fait partie de la stratégie politique de *Patria Libre*, non seulement grâce aux possibilités accrues de mobilisation qu'offre un mouvement de chômeurs mais aussi à cause de son rôle de fer de lance dans la lutte sociale argentine des années 1990. Mais revoyons d'abord un peu l'idéologie de ce parti. Selon sa littérature, la cause nationale a toujours alimenté les énergies vitales du combat social pour la construction d'une nation plus équitable et meilleure. Dans un discours manichéen, le parti sépare la nation en deux camps, celui des majorités exploitées et opprimées qui fait face à un ennemi puissant, et celui des élites qui érigent leur pouvoir sur les bases de cette exploitation outrancière. Selon le militant Pablo Cremonte, qui, à l'âge de 14 ans, a participé à la création de *Patria Libre*, son enthousiasme pour ce parti naissant s'est enflammé à cause de la définition claire qu'il faisait de l'ennemi du peuple. Il sentait que, contrairement à la vieille gauche, il s'agissait là d'un parti qui ne craignait pas l'affrontement. Il est certain que la mystique, qui enveloppe les anciens révolutionnaires fondateurs du parti

³⁷⁹ Svampa et Pereyra, *op.cit.*, p.64

et le modèle de courage qu'ils se sont construits, joue un rôle important dans la stratégie de recrutement de nouveaux membres, notamment de jeunes hommes.

4.2.1 La création de *Patria Libre*

Pour comprendre ces systèmes d'opposition, il faut aussi lier la genèse de *Patria Libre* dans le contexte des soulèvements militaires qui ont eu lieu pendant la semaine de Pâques en avril 1987 à l'école d'infanterie de Campo de Mayo. En décembre 1986, suite à la condamnation des plus hauts officiers militaires à des sentences de prison, une nouvelle loi, la *Punto Final*³⁸⁰ est décrétée par le congrès. Cette loi déclare que tous les militaires et les policiers n'ayant pas encore été poursuivis pour des crimes commis entre 1976 et 1983 sont exonérés de toute procédure judiciaire. Il faut noter que cette loi controversée remplace une loi déjà existante qui déclarait que les «excès» militaires (torture et meurtre) étaient, non seulement illégaux, mais considérés comme des crimes contre l'humanité. Réagissant à l'emprisonnement d'officiers, des militaires indignés commencent une série de soulèvements contre le gouvernement d'Alfonsín et contre leurs propres supérieurs qui ont coopéré avec les institutions démocratiques. Ils se barricadent dans les bases militaires et exigent l'annulation des procès contre leurs collègues qui n'ont pas été inclus dans les spécificités de la loi du *Punto Final*. Ces militaires rebelles sont baptisés les *Carapintadas*³⁸¹ parce qu'ils se recouvrent le visage de bitume. En dépit de manifestations civiles importantes en soutien au gouvernement démocratique, les *Carapintadas* réussissent à faire céder le gouvernement d'Alfonsín. Le congrès laisse tomber toutes les accusations contre les officiers militaires de rang inférieur. La clause devient alors connue comme *Obediencia Debida*³⁸² (aucun militaire de rang inférieur qui a obéi à des ordres d'un supérieur ne peut être inculqué pour ses crimes).

4.2.2 Survol de l'idéologie du PRT-ERP

L'indignation populaire gronde et une profonde sensation d'impunité s'installe. Pour des jeunes passionnés par la justice sociale, inspirés par la mystique révolutionnaire des années 1970, la seule façon de lutter contre de telles injustices et violations des droits humains, est

³⁸⁰ Loi du point final

³⁸¹ Les visages peints.

³⁸² Celle de l'obéissance due.

de s'engager politiquement. Pour Cremonte, c'est ce qui se produit lorsqu'il entend les discours enflammés d'Humberto Tumini. Ce dernier, a une longue trajectoire de combat politique puisqu'il s'est engagé dans la guérilla marxiste et guévariste du PRT et du *Ejército Revolucionario del Pueblo*³⁸³ (ERP, son bras militaire). Tumini s'est directement inspiré de son chef charismatique, Mario Santucho, mort sous les balles des militaires en juillet 1976. À travers leur lecture marxiste de la question nationale, les militants du PRT en arrivent à la conclusion que «la société est le champ de bataille dans lequel il faut transformer la situation des majorités³⁸⁴». Fasciné par la révolution cubaine et l'idée de l'unité latino-américaine, Mario Santucho croit déjà, dès le début des années 1960, qu'il faut inscrire la question nationale dans son contexte latino-américain. Il développe une ligne de parti qui appuie les révolutions anti-impérialistes d'Amérique latine, les luttes anticoloniales et qui revendique la question nationale³⁸⁵. Constitué dans l'instabilité des années 1960 lorsque le pays est sous la gouverne des militaires, le PRT choisit la lutte armée pour mener ses combats politiques et monter un front anti-dictature et anti-impérialiste. Pour ces militants, il faut vaincre ou mourir pour la révolution socialiste en Argentine³⁸⁶.

La logique d'une guerre populaire s'impose donc à eux. Le PRT-ERP se compose comme un parti d'élite, des cadres politiques qui doivent répondre à des exigences sévères pour rejoindre ses rangs. Tous les militants doivent être des combattants. À cette fin, les intellectuels doivent travailler dans les usines et les ouvriers doivent s'intellectualiser en étudiant rigoureusement la théorie politique³⁸⁷. Les militants doivent devenir des modèles de pureté, d'intransigeance, de courage, de conviction et de sacrifice, devenant ainsi un paradigme du nouvel être humain. En accord avec la tradition des partis marxistes, le PRT-ERP a trois instances de direction: un bureau politique, un comité exécutif et un comité central³⁸⁸. Il nous est très important de survoler l'idéologie et les formes d'organisation de ce parti puisque non seulement il influencera au plus haut point les fondateurs de *Patria Libre* (jadis membres du

³⁸³ Armée Révolutionnaire du Peuple

³⁸⁴ Maria Seone, *Todo o nada. La historia secreta y la historia pública del jefe guerrillero Mario Roberto Santucho*, Buenos Aires, Planeta Bolsillo, 1991, p.38.

³⁸⁵ Seone, *op cit.*, p.44.

³⁸⁶ *Ibid.* p.94.

³⁸⁷ *Ibid.* p.127.

³⁸⁸ *Ibid.* p.127.

PRT-ERP), mais servira aussi de modèle dans la formation de ses militants ainsi que dans l'organisation de *Barrios de Pie*. L'analyse que nous proposons ci-dessous de *Barrios de Pie* et de *Patria Libre* tiendra compte du parcours historique de leur antécédent, le PRT-ERP.

4.2.3 L'idéologie nationaliste de *Patria Libre*

Le site Web du parti expose son orientation politique et patriotique en ces mots :

Notre expérience comme nation nous a enseigné une leçon importante. Au prix de nombreuses défaites, de grands sacrifices, de nombreux morts et de prisonniers, nous sommes arrivés à la conclusion que la Patrie doit être défendue par plusieurs secteurs et classes sociales. Mais tous n'ont pas la même fermeté ni possèdent la même conviction dans la construction d'une nouvelle société. Le nationalisme populaire est un outil puissant, mais s'il est dirigé par la bourgeoisie nationale [...] il est voué à l'échec. Les propriétaires ne pourront construire un pays capitaliste indépendant car ils ne peuvent même pas s'opposer à ceux qui nous dominent. Seulement la direction des travailleurs triomphera, particulièrement ceux qui croient qu'il faut en finir avec la dépendance et l'exploitation de l'homme par l'homme. L'hégémonie des travailleurs permettra aux idéaux nationaux de prévaloir et de transformer la société en profondeur. C'est comme verser un nouveau vin dans de vieux récipients. Et voilà pourquoi nous nous proclamons être une gauche révolutionnaire³⁸⁹.

L'éveil de la conscience nationale est au coeur de l'idéologie du parti. Selon l'un des fondateurs de *Patria Libre*, Isaac Rudnik, la recherche d'un projet qui canaliserait les besoins du peuple argentin est à la base de leur militance. À cet égard, il cite le militant péroniste révolutionnaire John William Cooke qui disait qu'en Argentine des milliers d'hommes ont connu la défaite, mais jamais le déshonneur. L'exaltation de la nation est générale dans tous les discours des dirigeants et des militants du parti. Dans une optique judéo-chrétienne, on comprendra qu'il faut d'abord présenter le paradis possible que pourrait être l'Argentine si elle était libérée de ses ennemis et traîtres. Ensuite, il s'agit de revoir tous les grands héros courageux qui se sont sacrifiés pour un tel projet. Finalement, on cultive chez les militants le désir de se joindre à ce merveilleux panthéon en animant leurs sentiments les plus «nobles».

³⁸⁹ <http://www.patrialibre.org.ar/quienesomos/quees.htm>.

4.2.4 L'influence péroniste

La notion d'altérité est très importante dans la liturgie péroniste. La mise en scène d'un «Nous» qui incorpore le peuple et le collectif national (la Nation), associé aux opprimés s'oppose à un «Autre», l'adversaire social responsable de la pauvreté et de la répression. Comme le signale la sociologue Paula Canelo, l'identité péroniste s'est construite dans un contexte d'après-guerre déterminé par des clivages politiques³⁹⁰. Le militant de *Patria Libre* Pablo Cremonte confirme cette hypothèse: «l'opposition entre un «Nous» lié aux intérêts argentins et un «Eux» (les élites traîtresses alliées aux États-Uniens) est un paradigme créé par Perón en 1945.» Cremonte cite à cet effet l'exemple des déclarations de guerre que le général avait lancé aux ennemis du péronisme, exhortant ses militants à la vengeance³⁹¹. En réponse, ceux-ci avaient déclaré leur engagement en chantant sur un rythme entraînant: «cinq pour un, il n'en restera pas un!»³⁹². En plus de signifier la polarisation de la société, ce cri de ralliement caractérise bien la dévotion que vouent les fidèles à Perón.

Selon Cremonte, la polarisation sociale est une constante dans l'histoire argentine. Ce militant mentionne aussi les formations politiques du PRT (parti révolutionnaire des travailleurs) d'où proviennent les deux dirigeants et têtes pensantes de *Patria Libre*: Humberto Tumini et Isaac Rudnick. Dans les années 1960-1970, ils commençaient toujours leurs formations militaires et politiques par une analyse des stratégies de l'ennemi, suivi d'une identification du sujet de la politique, ce fameux «Nous». En regardant des archives de l'époque et surtout des années 1970, il est impressionnant de constater à quel point la liturgie, les systèmes d'opposition, voire les chansons sont similaires à ce qu'on observe chez *Barrios de Pie*.

À travers cette lecture de l'histoire argentine, on voit apparaître comme référents: les armées patriotes des guerres d'indépendance, les dirigeants fédéraux, le premier gouvernement de

³⁹⁰ Paula Canelo, *La construcción de lo posible: Identidades y política durante el menemismo. Argentina, 1989-1995*, Buenos Aires, FLACSO, 2002, p.39.

³⁹¹ «[...] pour chacun des nôtres qui tombera, cinq des leurs tomberont!» Cet appel fut amplement diffusé et aussi synthétisé par le graffiti 5x1.

³⁹² Les chants politiques sont très importants dans la tradition des mobilisations politiques. Reprenant des rythmes popularisés lors des joutes de football (le sport national), les mouvements politiques rivalisent de créativité et d'énergie dans l'invention de chants à la fois complexes, entraînants et représentatifs de leurs idéaux.

l'union civique radicale, le péronisme et les révolutionnaires des années 1970. C'est à la mémoire de ces «héros de la patrie» que les militants de *Patria Libre* se déclarent être des nationalistes de gauche³⁹³. Ils se sentent investis d'une mission rédemptrice de libérer la nation de ses ennemis qui en lorgnent la richesse naturelle et le potentiel humain. Les militants du parti doivent continuer les exploits des grands héros de l'histoire argentine. Pour stimuler leurs énergies et leurs dispositions quasi «mystiques» envers la patrie, les dirigeants abreuvent les militants de discours sur les grandes valeurs et le sacrifice des héros tragiques. Le secrétaire général du parti, Humberto Tumini, signale «le combat que mènent ces militants aujourd'hui se situe en ligne directe avec d'autres Argentins vaillants, ces 30,000 disparus qui n'ont pas hésité à donner leur vie pour ériger une Argentine plus juste.»

4.3 L'offensive néolibérale des années 1990

Patria Libre apparaît comme organisation politique en novembre 1987 dans la ville de Córdoba. Des militants provenant de différentes expériences sociales et politiques, telles le Parti Intransigeant, le péronisme, la gauche, les organisations chrétiennes et les organisations révolutionnaires des années 1970, se réunissent pour former cette nouvelle identité politique. Ils calculent qu'une crise de la représentativité des partis traditionnels s'amorce, surtout dans les secteurs impliqués dans les luttes populaires. Après sa création, *Patria Libre* s'étend au niveau national et se présente au cours de plusieurs élections dans diverses tentatives d'union de la gauche. Dans les années 1990, avec l'arrivée au pouvoir de Carlos Menem, les militants du parti considèrent que le contexte change radicalement. La défaite des travailleurs (des secteurs téléphoniques, ferroviaires, pétroliers) face aux privatisations et à la restructuration économique, combinées avec la chute du mur de Berlin et celle de l'URSS, marque une nouvelle étape politique, soit l'offensive du néolibéralisme incarné par Menem. Les secteurs populaires se replient. Une devise synthétise la politique de *Patria Libre* à cette époque: RÉSISTER. Les militants du parti multiplient leurs efforts, s'engagent dans toutes sortes de pratiques solidaires et lancent des débats sur la dignité nationale et la justice sociale.

³⁹³ www.patrialibre.org.

Ces derniers se considèrent comme intransigeants et combatifs dans leurs luttes. Cremona a participé à la création de la branche universitaire du parti. Elle vise, dit-il, à :

Construire une nouvelle organisation à partir de l'identité et des expériences des jeunes. Dans cette perspective, nous avons créé la *Venceremos*³⁹⁴, mouvement combatif de jeunes inspirés par Che Guevara. C'était une nouveauté politique dans les années 1990. C'est grâce à cette organisation nourrie à même l'adrénaline des jeunes que s'est construite *Patria Libre*.

Entre 1990 et 1995, ils connaissent une croissance et atteignent le millier de militants, incluant presque 200 cadres politiques. Par contre, ils occupent peu d'espace politique. Cremona indique à cet effet que :

Lorsque nous nous présentions aux élections, les gens croyaient que nous étions fous et sectaires. Notre discours était très combatif, nous agissions beaucoup. Par exemple, lorsque le prince Charles a visité l'Argentine, nous avons brûlé des banques anglaises et à d'autres occasions nous avons bombardé de pierres la Casa Rosada (résidence présidentielle). À Córdoba, nous avons brûlé la maison de l'UCR (parti du gouvernement) et nous avons provoqué la démission du gouverneur. À ce moment-là, nous ne croyions qu'au soulèvement populaire, les outils politiques étaient encore très faibles.

Lorsque les militants parlent de l'action du parti, ils utilisent toujours le «Nous» collectif, même s'ils n'étaient pas physiquement présents lors des actions mentionnées et même s'ils ne militent plus activement dans le parti. L'adhésion au parti exige, en quelque sorte, la suspension de sa propre individualité. *Patria Libre* est un parti qui, dans la pure tradition léniniste, est très centralisé et n'a pas de tendances internes comme on en retrouve au Parti des Travailleurs brésilien, qui regroupe des militants d'orientations politiques diverses. Les militants doivent être prêts à tout pour le parti; celui-ci devient le cœur même de leur existence. Nous avons pu constater, lors de toutes nos entrevues, que les militants du parti se sentent indispensables et ne peuvent imaginer leur identité en dehors du parti. Ils forment ainsi un corps de militants disciplinés et politisés.

Par exemple, les congrès du parti durent en général trois jours et débutent par une «grande messe» militante au cours de laquelle le secrétaire général rappelle leur rôle aux militants. En 2003, lors du 17^e anniversaire de *Patria Libre*, Tumini dit que:

³⁹⁴ Nous vaincrons, phrase mythique du Che Guevara.

Notre défi est d'offrir, aux meilleurs activistes d'entre vous, un outil qui renforcera notre volonté d'agir. Nous proposons à tous les camarades un combat sans répit pour conquérir notre indépendance définitive et construire une Patrie Libre. Dans cette organisation, il n'y a pas de place pour la recherche de prestige ou de bénéfices personnels; il n'y a qu'un poste de combat. Marchons ensemble sur cette route, enthousiastes et confiants, que notre peuple obtiendra un meilleur futur.

Ce discours exalte le sacrifice personnel, le combat incessant et l'amour de la patrie. La teneur militaire du discours n'est pas sans rappeler la mystique de la lutte armée du PRT-ERP. Avec une ferveur presque religieuse, les militants répondent à leur chef en scandant «nous sommes tous tes soldats³⁹⁵!».

Stratégie de résistance

Dès le second congrès du parti en 1996, les militants de *Patria Libre* commencent à élaborer une stratégie qui vise à politiser leur résistance. Ils estiment que la crise du modèle néolibéral approche. C'est à ce moment qu'ils initient une politique d'alliances avec d'autres secteurs. Le but est de renforcer la résistance et de récupérer des espaces politiques en les mettant au service du domaine populaire. En 1997, ils participent notamment à la création du *Frente Grande*³⁹⁶ (FG), un front progressiste qui compte parmi ses membres le parti communiste et le célèbre cinéaste péroniste Pino Solanas. Selon eux, une revalorisation de la politique s'amorce. Cependant à cette époque, le travail militant dans les quartiers (qui deviendra l'activité principale de *Barrios de Pie*) ne rejoint pas beaucoup les gens et n'est pas encore reconnu. Claudio Morell se souvient qu'à cette époque peu de nouveaux militants se joignent au travail politique dans les quartiers et dans les syndicats. Le recrutement, élément très important dans toute la stratégie de *Patria Libre*, est alors faible dans les secteurs pauvres. Ils décident d'aller chercher des appuis au cœur de la classe moyenne plutôt qu'auprès des secteurs défavorisés.

³⁹⁵ Ce chant rappelle ceux qu'entonnaient les révolutionnaires péronistes dans les années 1970 lorsqu'ils chantaient sur la même harmonie «Nous sommes ici, les soldats de Perón!»

³⁹⁶ Le Grand Front.

La construction d'alliances politiques

En 2000, *Patria Libre* se joint à la CTA et c'est au sein de l'aile *Piquetera* de la CTA que les militants du parti participent à la consultation populaire contre la pauvreté en 2001 ainsi qu'à de nombreuses mobilisations, dont celle contre la Zone de libre-échange des Amériques. Toujours animée du désir de se lancer dans la scène politique électorale, *Patria Libre* se joint alors au FRENAPPO (Front national contre la pauvreté), la structure politique que la CTA cherche à construire pour se présenter aux futures élections présidentielles. À cette époque, on note un changement fondamental dans l'activité militante. L'organisation universitaire ne croît plus au même rythme que le militantisme de quartier (*barrial*). Les jeunes, moteurs de la militance, préfèrent œuvrer dans les cantines populaires et dans la lutte contre la faim que dans les structures universitaires, autrefois bastion de la fougue politique. Selon leur lecture, c'est dans les quartiers pauvres que l'antagonisme le plus stimulant au modèle néolibéral se construit. Dans cette perspective, ils forment des *Grupos de Estudiantes Solidarios*³⁹⁷ (GES) qui offrent de l'appui scolaire aux enfants, ceci facilitant leur intégration dans les milieux défavorisés³⁹⁸. Cette nouvelle orientation, qu'ils nomment «l'action dans le territoire», sera fondamentale pour expliquer, par la suite, l'organisation des mouvements de chômeurs. Selon eux, c'est en bonne partie sur la base de ce travail social que se développe le mouvement *Piquetero*.

Pour les élections législatives de 2001, *Patria Libre* forge une structure politique de centre-gauche pour disputer le pouvoir électoral. Mais le résultat est décevant: le *Frente de Resistencia*³⁹⁹ auquel *Patria Libre* s'intègre obtient moins de 1% des votes. La gravité de la crise économique et la colère populaire changent radicalement le contexte politique. Selon les documents officiels du parti, la crise des 19 et 20 décembre 2001 marque la fin de l'offensive stratégique des idées néolibérales en Argentine. Ils évaluent que leur défi est de développer les outils politiques et sociaux pour vaincre définitivement le néolibéralisme. Pour réaliser ce projet ils doivent, selon eux, construire, avec fermeté et sans sectarisme, un pays libre, souverain et juste.

³⁹⁷ Groupes d'étudiants Solidaires

³⁹⁸ Svampa et Pereyra, p.64

³⁹⁹ Front de Résistance

4.4 La genèse de *Barrios de Pie*

Selon la littérature officielle du mouvement, *Barrios de Pie* est créé en décembre 2001. Son but avoué: organiser au niveau national un ensemble de mouvements de travailleurs sans emploi dans de nombreux quartiers des différentes provinces argentines. Cependant, comme nous l'avons vu ci haut, dès 2000, même avant sa formation officielle, l'organisation alors embryonnaire s'intègre au mouvement *Piquetero* à travers la CTA. Puis en 2002, les militants de *Barrios de Pie* sont expulsés de la FTV et de la CTA. Plusieurs facteurs expliquent cette expulsion: d'abord, on les accuse de favoriser leur ligne de parti plus que celle de la CTA. La lutte interne pour des ressources (les programmes sociaux) et la prise de position de *Barrios de Pie* en faveur d'une insurrection populaire sont d'autres raisons. Afin de continuer leur travail de construction politique et afin de gérer eux-mêmes la distribution de l'aide sociale, *Patria Libre* fonde alors son propre mouvement *Piquetero Barrios de Pie*.

4.4.1 La construction de *Barrios de Pie*

Pendant l'année 2002, *Barrios de Pie* se consolide dans les banlieux pauvres de Buenos Aires et dans 12 provinces de l'Argentine. Les militants du mouvement expliquent qu'ils ont concentré leurs efforts dans la lutte contre la faim et le combat contre la pauvreté tout en s'opposant aux mesures des gouvernements subordonnés aux exigences du FMI (tous les prédécesseurs de Néstor Kirchner). Sans abandonner leur objectif principal d'obtenir de vrais emplois pour tous les citoyens argentins, les militants affirment s'être mobilisés sans répit. Dans les entrevues que nous avons conduites auprès de *Barrios de Pie*, nous avons pu constater l'importance qu'ils accordent à l'état de mobilisation permanente de leurs membres. Il s'agit d'une des particularités essentielles de la tradition de militance argentine: c'est-à-dire, la capacité qu'a un mouvement d'attirer des masses, de les mobiliser et d'annoncer leurs besoins et revendications. Plusieurs analystes l'identifient comme le phénomène de la place pleine. La crédibilité et la légitimité d'un mouvement correspondent à sa capacité de mobilisation. Voilà un héritage important du péronisme: la valorisation de la mobilisation de masses fidèles et prêtes à répondre aux besoins du mouvement ou du parti. Comme le signale Canelo, le péronisme représente encore l'unique forme à travers laquelle s'exprime la dignité

dans les secteurs populaires⁴⁰⁰. Les idées collectives péronistes prévalent encore dans les systèmes de relations sociales des quartiers où vont s'implanter principalement les *Piqueteros*.

Montrer la pauvreté

Pour les militants de *Barrios de Pie*, il faut rendre la pauvreté visible et inciter les exclus à occuper la sphère publique. Ceci n'est pas sans rappeler la célèbre alliance qui s'est tissée entre les travailleurs et le général Perón le 17 octobre 1945. Expulsés brutalement d'un monde agraire en déclin pour être incorporés à l'univers des usines en expansion, les ouvriers, surtout pauvres et métis, occupent la place publique. Ils manifestent leur appui au modèle de travail péroniste, montrent leur condition de travailleurs et affirment publiquement leur identité. Aujourd'hui, le contexte a changé, mais la stratégie reste la même: montrer la précarité dont on souffre et affirmer fièrement son identité, naguère de travailleurs syndiqués, maintenant de travailleurs sans emploi. Ceci se fait en occupant des places publiques afin de montrer à l'ensemble de la société la résistance ainsi que la pauvreté sous laquelle croulent des millions d'Argentins.

Interpellant principalement l'État, ces *Piqueteros* réclament des solutions immédiates aux problèmes sociaux: la santé, l'alimentation, l'éducation (autrement dit, tous les services indispensables pour vivre dignement). Les militants de *Barrios de Pie* sont conscients que l'Argentine est un des grands producteurs mondiaux de nourriture. La sous-alimentation les choque au plus haut point. Révoltés par une banalisation ou naturalisation de la pauvreté, ceux-ci affirment dans leur littérature qu'ils ne se résigneront jamais à ce que les enfants argentins meurent de faim.

4.5 La culture organisationnelle

Dans les différents quartiers où il s'est installé, le mouvement *Barrios de Pie* organise des cantines populaires qui nourrissent des milliers d'enfants et d'adultes. Ces cantines populaires sont la base organisationnelle sur laquelle s'appuie toute la militance de *Barrios*

⁴⁰⁰ Paula Canelo, *op.cit.*, p.39.

de Pie. Elles sont au cœur de l'organisation dans les quartiers, le lieu où se réunissent les militants, où se concrétise la principale activité du mouvement: la distribution de repas et d'aliments. Maria, une militante de 52 ans et coordonnatrice de la cantine de *Ingeniero Budge*, une municipalité au sud de la capitale, constate que le travail des *Piqueteros* s'est d'abord organisé dans ces lieux de rapprochement entre voisins où ceux-ci pouvaient trouver des solutions à leurs besoins de base. En offrant des repas, *Barrios de Pie* a pu attirer les gens et les familles pauvres du quartier:

J'étais femme au foyer. Lorsque mon mari a perdu son emploi et que du jour au lendemain je n'avais plus les ressources pour préparer les repas, j'ai commencé à chercher des solutions. On m'avait parlé de Claudio et de jeunes qui venaient faire de l'appui scolaire auprès des enfants dans le quartier. Lorsqu'ils ont commencé à s'organiser pour obtenir des «plans sociaux» et donné à manger aux gens, je me suis jointe au Mouvement. Je n'avais jamais milité. Jamais je n'aurais imaginé que je deviendrais *Piquetera*, que je bloquerais une route ou même que je ferais de la politique.

4.5.1 Mouvement *Piquetero* et parti politique: une relation controversée

Ce n'est que lors d'entrevues sur le terrain que le rôle du parti politique *Patria Libre* dans la construction du mouvement *Piquetero* est mentionné. Isaac Rudnick, fonctionnaire du ministère des Affaires étrangères, affirme que de passer sous silence les liens de *Barrios de Pie* avec le parti fait partie de la stratégie du mouvement. Il explique que c'est à cause de la méfiance que suscitent les partis politiques. À cet égard, nous avons pu constater que certains dirigeants *Piqueteros* ont même réussi à tromper des sociologues analysant la situation, en se faisant passer pour de simples citoyens politisés⁴⁰¹. Pour comprendre cet «oubli» de leur condition de militants de partis politiques, il faut situer ces entrevues dans la période de rejet de l'ensemble de la classe politique caractéristique des années 2001-2002.

Nous avons constaté qu'à partir de 2002 un véritable engouement pour toutes les «propositions originales argentines» se manifeste. Des cinéastes, militants sociaux, universitaires et sympathisants du mouvement altermondialiste voyagent au pays et s'intéressent à ces nouveaux mouvements sociaux. Le journal progressiste *Pagina/12*

⁴⁰¹ Elena Bessa a interviewé un dénommé Julio Lopez qui s'est présenté comme un étudiant au chômage alors qu'il milite dans *Patria Libre* depuis plus de 10 ans. Il est d'ailleurs le responsable de *Barrios de Pie* à Rosario et il est aujourd'hui un ardent défenseur de Kirchner.

nomme même ce phénomène «le tourisme *Piquetero*». Dans un article rédigé en février 2003, des journalistes font état de tournées *Piqueteras* qui amènent les visiteurs dans les organisations les plus autonomes du pouvoir politique, considérées aussi comme les plus originales comme les MTD. Les observateurs y apprécient la démocratie participative et le mode des assemblées délibératives⁴⁰². Que ce soit du simple préjugé à l'égard des partis politiques et du nationalisme ou de la fascination pour tout ce qui est innovateur, une majorité des analystes, même les universitaires argentins, se penche sur les éléments de rupture dans le mouvement plutôt que sur sa continuité avec un héritage plus traditionnel. Nous avons choisi d'examiner plutôt la continuité que les mouvements *Piqueteros* entretiennent avec l'héritage des luttes antérieures, sans identifier automatiquement une alliance avec un parti politique comme du noyautage.

La relation aux programmes sociaux

Les militants de *Barrios de Pie* interviewés ne pensaient jamais qu'autant de gens deviendraient dépendants des «plans sociaux» pour survivre. Claudio Morell calcule même que c'est la possibilité d'avoir accès aux «plans sociaux», via leur mouvement, qui a motivé bien des gens à se joindre à eux. Il rappelle qu'ils ont obtenu les premiers programmes sociaux à la suite du blocage d'un pont avoisinant. En 1998, ils en avaient obtenu des subsides pour huit membres de l'organisation. En 2004, il évalue que plus de 20,000 membres de *Barrios de Pie* reçoivent divers programmes sociaux. Il explique aussi que leur stratégie d'installation dans les quartiers est basée sur cette lutte qu'il appelle économique, c'est-à-dire pour l'obtention de ces programmes d'aide. En amorçant un travail politique dès le départ, il évalue que *Barrios de Pie* n'aurait jamais pu mobiliser autant de gens. En organisant des services pour les pauvres, *Patria Libre* cherche à amener ceux-ci à joindre éventuellement leur mouvement politique et participer à la reconstruction du pays. Selon la littérature sociologique, ces mécanismes pour maintenir les machines partisans bien huilées et pour les utiliser avec succès en temps d'élection ou de mobilisations semblent identiques à ceux qui sont utilisés traditionnellement par le PJ auprès des plus pauvres. S'agit-il d'utiliser

⁴⁰² Javier Brailovsky et Romina Ruffato, «El turismo *Piquetero* » In *Página 112* (Buenos Aires), 23 février 2003.

des ressources de l'État à des fins politiques? Les participants de *Barrios de Pie* sont persuadés du contraire.

4.6 Les activités

Les militants de *Barrios de Pie* affirment reconstruire le tissu social. Alimenté par l'afflux de nouveaux membres qui doivent offrir des heures de travail en échange des plans sociaux, *Barrios de Pie* est en mesure d'offrir une multitude d'activités qui rendent cette organisation indispensable dans plusieurs quartiers pauvres. Ils ont mis sur pied des potagers, des boulangeries communautaires, des micro-entreprises de travail, des séances d'appui scolaire et d'alphabétisation, des ateliers d'éducation populaire, des bibliothèques, des campagnes de santé et des formations d'agents de santé, des ateliers sur la violence familiale ainsi que des activités liées à la culture et la communication. Ceci se développe grâce à l'incorporation de la méthode conçue par Paulo Freire d'éducation populaire selon laquelle, pour développer le pays, il faut encourager la participation directe et intégrale du peuple. La compréhension de la pédagogie de l'opprimé est fondamentale pour cerner l'imaginaire de *Barrios de Pie* dans la mesure où il s'agit d'une méthode d'apprentissage dont la finalité immédiate est l'alphabétisation mais dont la dimension plus large est l'éducation en tant que pratique de la liberté. Selon Freire, c'est en introduisant les analphabètes au monde de la connaissance, qu'on peut construire une pratique de la libération qui leur permet de récupérer la dignité et l'espoir. À cette fin, Freire propose une pédagogie à travers laquelle l'opprimé se découvre et se transforme en sujet de son propre destin⁴⁰³.

Morell fait écho aux idées de Freire lorsqu'il affirme que *Barrios de Pie* cherche à promouvoir la citoyenneté chez leurs membres afin « qu'ils modifient leur réalité selon leurs besoins et développent le pouvoir de s'exprimer, devenant, par cette pratique, des sujets de leur propre transformation⁴⁰⁴ ». Toutes les tâches sont accomplies grâce au travail collectif et solidaire des voisins des quartiers, mais aussi d'enseignants, d'étudiants, de professionnels, de gens du milieu de la culture et de la communication qui s'engagent bénévolement dans *Barrios de Pie*. Selon Morell, l'objectif est de trouver des solutions concrètes aux problèmes

⁴⁰³ Freire, Paulo, *Pedagogía del oprimido*, Buenos Aires, Siglo veintiuno editores, 2003.

⁴⁰⁴ Selon Morell, «Ciudadanía: es transformar, participar y ponerles los puntos a los que nos cagan».

qui sont vécus dans les quartiers. Il calcule pouvoir les résoudre grâce à la lutte et à l'unité des secteurs populaires. Finalement, le but de *Barrios de Pie* est de construire un pays où règne la justice sociale et dans lequel la participation démocratique de tous est encouragée. Ils veulent décider de leur destin, se libérer de la domination d'intérêts étrangers et mettre la politique au service des nécessités des majorités.

L'activité principale de *Barrios de Pie* demeure la réorganisation des quartiers qui passe par la formation des gens, souvent analphabètes et peu conscients de leurs droits. Les activités de formation et d'éducation populaires sont multiples. Leur objectif est, selon Jorge Ceballos, de développer «un mouvement où chaque compagnon pense et participe à la construction du destin du mouvement.» Pour les cadres politiques, il s'agit aussi de développer une conscience politique véritable afin que les pauvres s'habituent à réagir contre tout abus, toute manifestation arbitraire d'oppression et d'injustice. Créant des ateliers dynamiques et simples, portant sur les causes de la mauvaise répartition de la richesse jusqu'aux formations de promoteurs communautaires, les militants s'affairent à doter leurs membres d'outils leur permettant d'améliorer leur sort et celui du pays. Un slogan qui se répète dans toutes les structures d'organisation du mouvement est la célèbre phrase d'Evita Perón: «là où il y a un besoin, il y a un droit⁴⁰⁵».

En effet, les deux figures emblématiques du mouvement sont Evita et Che Guevara, symbole de l'aide sociale envers les pauvres et du combat incessant pour la révolution. L'influence d'Evita est notoire dans le mouvement. Les gens dans les quartiers se souviennent encore de la Fondation qu'elle avait établie au cours de la présidence de son mari pour aider les pauvres à obtenir des logements, de la nourriture et des vêtements. Cette fondation, présidée par Evita qui détenait les leviers de la distribution d'aide sociale au pays, construisit des bâtiments, des parcs, des équipements de récréation, des résidences pour les personnes âgées, les maltraitées, les orphelins, les sans-abri, les pauvres, les chômeurs, handicapés et immigrés. La Fondation Eva Perón a également érigé des cités étudiantes, des colonies de vacances, des maisons de la jeunesse pour les arts, des centres sportifs et des centres de loisirs. Pour plusieurs membres du mouvement, le travail social de *Barrios de Pie* avec les chômeurs

⁴⁰⁵ Marysa Navarro, *Evita*, Buenos Aires, Edhasa, 2005.

ressemble à l'entreprise amorcée par Evita. Il n'est sans doute pas surprenant que les membres de *Barrios de Pie* qui se sont d'abord intégrés au gouvernement de Kirchner soient rentrés au même Ministère que contrôlait jadis Evita, celui de l'aide et du développement social.

Un autre exemple du travail effectué par *Barrios de Pie*, dont les militants sont très fiers, est la formation de promoteurs en droits humains, offerte à leurs membres pour la première fois en 2004. Ces ateliers hebdomadaires visent à permettre aux membres de faire face aux problèmes judiciaires et extrajudiciaires qu'ils doivent affronter. Ils abordent des questions pratiques comme celle de trouver un espace où installer une cantine populaire, faire un contrat de location, s'assurer d'avoir tous les titres nécessaires en main, régler les questions des impôts, des taxes et des contributions. Ils examinent aussi comment agir si quelqu'un est menacé, comment faire face à la violence domestique qui sévit dans les quartiers pauvres, que faire en cas de violence policière et même comment régler des cas de malnutrition infantile. Dans ces ateliers, *Barrios de Pie* tente de conscientiser des gens issus des secteurs professionnels, comme des avocats et des médecins, à la réalité des pauvres. Selon la littérature du mouvement, leur but dans toutes ces activités est d'inculquer des valeurs comme la démocratie participative, l'engagement, l'organisation et la solidarité.

Belem, une fillette de sept ans, que nous avons rencontrée dans une manifestation, explique qu'un *Piquetero* de *Barrios de Pie* c'est:

Un homme ou une femme qui lutte pour la nourriture, qui lutte pour que les enfants ne meurent pas de faim dans la rue. Pour cela, ils participent à des réunions [...] Dans ces réunions, ils décident de la tenue des marches, de toutes les questions de santé [...] Ma mère est la coordonnatrice de la santé de la zone nord. Elle pèse et mesure les gens.

La santé et l'éducation sont les chevaux de bataille du mouvement. Un autre élément clé est la récupération de la culture du travail⁴⁰⁶, comme l'indique Juan Carlos, coordonnateur de l'atelier de menuiserie à *Ingeniero Budge*: «ici nous devenons à nouveau des travailleurs. Nous récupérons la culture du travail Je suis très fier de ce que nous construisons. Je veux

⁴⁰⁶ La culture du travail est un concept phare des mouvements chômeurs. Il signifie toute la série d'habitudes de vie liées au monde du travail: sens des responsabilités, fiabilité, sens du devoir...

continuer ainsi.» Mario, travaille avec lui, il indique qu'il cherche à incorporer le marché du travail, «tel qu'il était avant». Lorsque nous avons demandé aux membres s'ils préféreraient rester chez eux plutôt que de travailler dans le mouvement, personne n'a affirmé préférer rester à la maison. Pour étoffer leur réponse, ils ont expliqué:

- Qu'ils se sentent inutiles à la maison;
- Qu'ils aident la communauté;
- Qu'ils cultivent leur dignité en travaillant;
- Qu'ils rencontrent des voisins;
- Qu'ils apprennent de nouvelles qualifications.

4.7 L'orientation du mouvement

Morell explique que la croissance fulgurante de *Barrios de Pie* est due à un travail de formation politique sur le terrain qui dure depuis des années. Dès les années 1990, le parti prévoit que c'est dans les quartiers défavorisés que la résistance au modèle néolibéral se tisse. Il faut s'enraciner politiquement dans ces zones. Le parti assigne alors une bonne quantité de cadres politiques à la lutte dans le territoire. Pour réaliser la vision stratégique de son parti, Morell lui-même s'installe dans le quartier d'*Ingeniero Budge*. À cet effet, une trentaine de compagnons formés politiquement au sein de *Patria Libre* entament le travail:

Il y a plus de 15 ans que nous militons dans les quartiers pauvres. Lorsque le chômage est devenu généralisé et que la situation politique a changé, tout ce travail nous a permis de construire une organisation et de nous insérer très rapidement dans le travail social. Les autres organisations, quant à elles n'avaient aucune idée de ces possibilités. C'est grâce à notre mentalité de constructeurs que nous avons pu avoir cette vision et ainsi dès le départ distribuer notre travail par secteurs (santé, éducation, alimentation, formation politique...). Des militants d'autres organisations croyaient que tout travail social était de l'assistance.

Cette stratégie n'est pas sans rappeler Marx pour qui «la misère du prolétariat était l'élément révolutionnaire qui détruirait le vieil ordre⁴⁰⁷». Tout comme l'écrivait Santucho dans les années 1970: «il faut dynamiser la lutte des masses sur tous les fronts». À partir de la fin des années 1990, les militants de *Barrios de Pie* évaluent que le front de lutte le plus dynamique est le quartier populaire.

⁴⁰⁷ Georg Lukacs. Lenin. *A Study on the Unity of his thought*. Cambridge: The MIT Press, 1971, p.11.

Tout le travail social cumulé leur permet en 2002 d'amorcer une croissance importante. Entre 2002 et 2003, ils passent de deux cents à quelques milliers de membres. Leur organisation se base d'abord sur la résolution de problèmes liés aux besoins économiques et alimentaires par une lutte incessante pour des secours de l'État. À l'origine, les actions contestataires menées par l'organisation visent principalement à faire pression sur les autorités gouvernementales pour l'obtention de subsides et de vivres. Jusqu'en 2004, leur moyen de pression principal est le blocage de routes; ceci oblige les autorités à leur accorder des «plans sociaux». Or, plus une organisation *Piquetera* réussit à obtenir de programmes sociaux, plus elle attire de nouveaux membres. Selon Maria: «nous avons confiance dans *Barrios de Pie* puisque les bénéfiques étaient palpables». Pour Morell, alors que les autres mouvements, qui en sont restés à la lutte dite économique, n'ont pas continué leur croissance, *Barrios de Pie* a pu grandir parce que le mouvement possédait en plus une perspective politique. À cet effet, il indique que :

Si vous n'avez pas déjà des cadres politiques formés au préalable, vous ne pourrez jamais faire ce saut quantitatif. Pour construire un mouvement comme *Barrios de Pie*, ça prend une capacité de compréhension du phénomène politique, mais il faut aussi résoudre des problématiques économiques.

4.8 Des opinions partagées

À la lumière de ces entrevues, nous avons pu constater une brèche entre l'idéal militant prêché par les cadres politiques et les attentes de militants à la base. À cet égard, Morell calcule qu'une moitié des membres s'intéresse principalement à sa survie économique (lutte économique). «Ils effectuent leurs quatre heures de travail, reçoivent leurs «plans», participent aux activités d'appui scolaire et c'est tout. Un quart des participants sont conscientisés politiquement et désirent s'engager dans une lutte plus idéologique. Bien sûr, il y aussi ceux qui jugent que nous les exploitons.» Les dirigeants exigent la présence des membres dans toutes les activités et réunions du mouvement. Grâce à la distribution des subsides qu'il coordonne, le mouvement peut exercer une pression économique sur ceux qui ne participent pas assez. Pour *Barrios de Pie*, l'important est la participation active dans le mouvement. Ainsi, chaque association de quartier a son représentant qui doit prendre part aux réunions hebdomadaires avec d'autres représentants. Le mouvement *Barrio de Pie* a, tout comme l'avait le PRT-ERP, une structure pyramidale qui comprend une direction

politique, un *mesa nacional*⁴⁰⁸ qui se réunit tous les 45 jours. L'autre caractéristique principale est la répartition des activités en zones (*areas*) de travail, ce qui permet au mouvement d'aborder des problématiques spécifiques comme la santé, l'éducation, les questions liées aux femmes (les relations de genre), l'économie et les communications.

La différence entre les objectifs des cadres politiques et des membres du mouvement sans expérience militante préalable est notoire. Pourtant, ceci marque une différence majeure vis-à-vis des mobilisations des années 1970. En effet, nous avons pu constater que bien que les « leaders » avaient une agenda politique conventionnel, on assiste toutefois à une nouvelle forme de mobilisation qui rejoint à la base du mouvement des individus jusque là peu intéressés par la politique et certainement plus motivés par des questions concrètes de survie. Pour une femme comme Juana, qui participe à la préparation des repas à *Ingeniero Budge*, les questions politiques et d'organisation sont peu intéressantes. Lorsque la conversation touche à la politique, elle perd intérêt, nous dit-elle. Elle sait qu'il existe un Parti et qu'il appuie maintenant Kirchner mais ce ne sont pas des questions qui l'intéressent. Pour Maria, l'important demeure le quartier et les solutions qu'elle peut apporter aux besoins des gens. «Le plus important est la nourriture, c'est la base» nous dit Maria. Même lorsque nous préparons une activité importante, la cantine populaire reste ouverte puisque les gens ont besoin de manger et les nourrir est une de nos priorités. Une famille ne peut se nourrir avec les 150 pesos des subsides sociaux.» À la suite de ces entrevues, nous avons pu constater que la plupart des femmes interviewées dans les cantines populaires n'avaient aucune expérience de militance. Elles ont quitté leurs logis pour se joindre au mouvement principalement parce que leurs enfants souffraient de la faim. Selon le journal *Clarín*, «elles participent aux mouvements d'abord pour défendre l'estomac de leurs enfants⁴⁰⁹».

4.9 La participation des femmes

Comme nous l'avons vu, on affirme communément que ce sont les femmes qui établissent les bases du mouvement. On calcule que 80% des cantines populaires sont tenues par des femmes. Unanimement, elles nous ont répondu qu'elles travaillent plus que les hommes dans

⁴⁰⁸ Comité national.

⁴⁰⁹ *Clarín* (Buenos Aires), 26 septembre 2002.

le mouvement. Dans l'association de *Barrios de Pie* du quartier *Ingeniero Budge*, Maria coordonne les repas, la réception des denrées alimentaires (qui proviennent du gouvernement), s'assure de la participation des membres aux activités, talonne les récalcitrants et aide à la mise sur pied d'activités: les séances d'alphabétisation, de formation de coordonnateurs de santé et de promoteurs communautaires, de l'atelier de couture, de la boutique, de la boulangerie et de l'atelier de menuiserie.

Les militantes de *Patria Libre*, dans le dessein de construire un front politique des femmes et d'encourager la prise en considération de «la perspective de genre» dans le mouvement, développent au sein de *Barrios de Pie*, la *Red de Mujeres Solidarias*⁴¹⁰. L'adoption de la «perspective de genre» implique la planification, le développement et l'évaluation de toutes les politiques et les pratiques du mouvement à la lumière de leur promotion de l'égalité entre les hommes et les femmes. C'est une stratégie qui cherche à intégrer les préoccupations et les expériences des femmes dans toutes les sphères d'activités. La littérature indique quelques exemples de cette pratique:

- Toujours mentionner le féminin dans les énoncés;
- Valoriser le progrès politique des militantes, en soulignant leurs mérites;
- Favoriser l'évolution politique des militantes et leur formation comme référentes politiques;
- Évaluer continuellement l'incorporation de la perspective de genre à tous les niveaux de militante.

En 2002, dans cette même logique, le parti instaure des quotas de participation féminine dans les instances de direction. Cette orientation influence les militantes de *Barrios de Pie* qui développent une nouvelle pensée sur la valorisation et le rôle des femmes. Toutefois, les défis posés par la politique de genre sont énormes, surtout dans les quartiers populaires. Notons que cette politique ne se dénomine pas féministe, un concept très peu prisé dans l'imaginaire populaire argentin encore «conservateur socialement» et profondément catholique. En effet, la plupart des participantes de *Barrios de Pie* sont catholiques pratiquantes et ont été socialisées à condamner l'avortement (encore illégal) et valoriser le rôle maternel comme essentiel à l'identité féminine.

⁴¹⁰ Réseau des Femmes Solidaires.

4.10 La convergence vers le gouvernement Kirchner

Au grand dam de la gauche traditionnelle, *Patria Libre* évalue positivement le bilan du président et le perçoit comme conséquent avec leurs orientations politiques. Très populaire depuis son élection, *Patria Libre* fait donc le pari de rejoindre les rangs du président qui cherche à monter une coalition de forces dites «kirchnéristes». N'ayant obtenu que 22% des intentions de vote aux élections de 2003, l'un des objectifs politiques principaux de Kirchner est la construction d'alliances lui permettant de consolider son pouvoir. Le Parti justicialiste, profondément divisé entre des secteurs favorables à ses ennemis politiques (l'ancien président Carlos Menem et son ancien mentor Eduardo Duhalde) ne l'appuyant pas toujours, il doit donc chercher des alliés même à l'extérieur de son propre parti. L'alliance entre Néstor Kirchner et certains secteurs *Piqueteros* dont *Barrios de Pie*, fortement critiquée par la droite, représente ainsi une stratégie qui se comprend dans le cadre de la politique de création de fronts et de mouvements politiques transversaux.

Le 24 mars 2004 marque un tournant dans l'histoire et l'orientation de *Barrios de Pie* ainsi que du parti politique auquel il est lié, *Patria Libre*. Cette date signe le début de l'alliance qui va se tisser entre le mouvement *Piquetero*, le parti politique et le président Néstor Kirchner. Selon plusieurs observateurs du parti, Kirchner réalise un grand geste politique lorsque, devant l'École Mécanique de la Marine, symbole de la répression illégale de la dictature, il commémore les 28 ans du coup d'État de 1976, mais annonce aussi l'ouverture d'un musée dédié à la mémoire des victimes. Kirchner, en revendiquant l'histoire de la lutte infatigable contre l'impunité du peuple argentin depuis la dictature, marque un rapprochement avec les secteurs populaires qui cherchent à tisser un front de centre-gauche.

4.10.1 Du *Piquete* au Gouvernement

Toujours à l'affût d'une construction politique qui leur permettra de rejoindre les cercles du pouvoir, les militants de *Patria Libre* et de *Barrios de Pie* se joignent à ce qu'on appelle le «kirchnérisme», selon la tradition personaliste argentine d'identifier une tendance politique à un homme. Le processus de rapprochement avec le gouvernement de Kirchner a été

progressif. À partir de 2004, certains militants agissent comme gardes du corps du président dans une variété d'évènements. Le premier à obtenir un travail de fonctionnaire est Jorge Ceballos, aussi coordonnateur de *Barrios de Pie*. Cet avocat militant de longue date de *Patria Libre* devient directeur de l'action communautaire du ministère du Développement social à l'échelle fédérale. D'autres militants se joignent ensuite au ministère des Relations internationales et ensuite à d'autres espaces de gestion par exemple le secrétariat de la femme et de la jeunesse. Ce sont des militants de *Barrios de Pie* qui participent au nom du gouvernement argentin à la construction d'alliances avec les régimes de la gauche latino-américaine (particulièrement ceux d'Evo Morales et d'Hugo Chávez). Selon une optique «entrisme⁴¹¹», *Patria Libre* calcule d'abord qu'étant trop faible et peu influent pour jouer un rôle important dans la vie politique nationale, il doit se joindre au gouvernement, même s'il est moins radical. Résultat de cette institutionnalisation: le mouvement cesse ses moyens de pression et d'action directe contre le gouvernement.

En observant les mobilisations de *Barrios de Pie* au cours des dernières années, on constate que le mouvement a non seulement cessé de bloquer les routes en opposition au gouvernement, mais a même rangé ses forces au service des desseins du président. Tant chez les stratèges du parti que chez les militants de base, l'alliance avec Kirchner est exaltée. À cet égard, Juan Carlos annonce même qu'il serait prêt à sacrifier sa vie pour Kirchner. Les militantes Maria et Juana renchérissent en manifestant une admiration sans borne pour le président. Lorsque Kirchner dénonce les politiques tarifaires des compagnies pétrolières comme Shell et Esso, les militants de *Barrios de Pie*, devenue une véritable troupe de choc du gouvernement, manifestent devant les stations d'essence de ces entreprises. En janvier 2005, *Barrios de Pie* se mobilise contre *Aguas Argentinas* pour une meilleure distribution de l'eau dans la municipalité de Lomas de Zamora. Ces dénonciations du mauvais service de la compagnie de distribution de l'eau, privatisée par la compagnie française Suez, dénonciations auxquelles a activement participé *Barrios de Pie*, se sont soldées par la re-nationalisation de la compagnie par le gouvernement de Kirchner le 22 mars 2006. Cette journée-là, mobilisés

⁴¹¹ L'entrisme est une stratégie organisationnelle qui consiste à faire entrer individuellement, mais de façon concertée, les membres d'une organisation politique dans une autre organisation aux idées proches, mais concurrentes. Le terme entrisme est intrinsèquement lié à l'histoire du trotskisme, mais est aussi employé depuis lors pour décrire des pratiques du même ordre (infiltration, noyautage, etc.). Voir *Wikipédia*.

selon les besoins du «kirchnérisme», les militants de *Barrios de Pie* se rendent en grand nombre au marché de viande pour manifester leur appui à la politique du président en faveur de réductions du prix de la viande.

Selon Ceballos, les défis sont multiples: d'une part, il faut rééduquer le mouvement à ne plus être une force d'opposition et, d'autre part, les militants de *Barrios de Pie* qui obtiennent des postes dans diverses instances étatiques doivent gagner la confiance des secteurs du gouvernement peu habitués à travailler auprès de militants sociaux. Pourtant l'un des analystes les plus lucides de la politique argentine, Mario Wainfeld, écrit en avril 2006 que Kirchner incorpore ou corrompt (le lecteur en décidera) des dirigeants et des mouvements de chômeurs mais leur accordant toutefois peu d'espace institutionnel. Sa stratégie auprès des mouvements sociaux tout comme avec les syndicats est plus proche de la création de tentacules du pouvoir exécutif que de la création de véritables instances sociales⁴¹².

Le mouvement intègre progressivement d'autres cadres politiques à divers postes clés du gouvernement et finalement ceux-ci participent au Front des forces fidèles à Kirchner (*Frente para la Victoria*⁴¹³) lors des élections législatives en novembre 2005. La victoire de cette coalition politique (FV) qui remporte 69 sièges, soit 54% des votes, démontre l'appui de la population aux politiques du président. Lors de ces élections, six candidats issus de *Barrios de Pie* et de *Patria Libre*, dont Claudio Morell (au poste de conseiller municipal) sont élus. Dans un programme revendiquant un paradigme néo-keynésien, l'accent est placé sur la réalisation de travaux publics (construction de logements, de réseaux d'eau potable et de chemins) ainsi que sur la création d'un tarif social pour les services de base (eau, électricité et gaz)⁴¹⁴. En avril 2006, *Patria Libre* décide même de saborder son organisation et de s'unir au nouveau mouvement politique *Movimiento Libres del Sur* avec d'autres *Piqueteros*⁴¹⁵ ainsi qu'avec le Parti Communiste, afin d'approfondir son implication dans le projet du président. À cet effet, le 24 avril 2006, les militants expliquent, dans un communiqué, les raisons qui les ont motivés: « pour construire une nation différente, libre et souveraine, ouverte à

⁴¹² Mario Wainfeld, «Los compañeros de ruta», *Página12* (Buenos Aires), 2 avril 2006.

⁴¹³ Front pour la Victoire.

⁴¹⁴ <http://www.frenteparalavictoria.com/plataforma.php>

⁴¹⁵ *Agrupación Martín Fierro, el Frente Barrial 19 de Diciembre et la Agrupación Envar El Kadri.*

l'incorporation de tous les patriotes qui aspirent à la refondation du pays. C'est un mouvement qui soutiendra, aux côtés de Néstor Kirchner, les causes nationales, populaires et latino-américaines⁴¹⁶».

D'après de nombreux observateurs sur le terrain, la stratégie de *Patria Libre* est empreinte d'un opportunisme politique qui lui fait perdre son identité. Domptée par les tactiques de Kirchner, *Patria Libre* perd sa distance critique par rapport à un gouvernement qui n'a pas de plan concret en ce qui concerne la distribution asymétrique de la richesse et des opportunités sociales. Le journaliste Alfredo Zaiat va encore plus loin en dénonçant que les salaires sont encore au-deçà de l'inflation et que le gouvernement n'a aucune politique spécifique ni pour les chômeurs ni pour les travailleurs au noir représentant 60% de la population, exclue des bénéfices de la croissance économique⁴¹⁷. Véritable armée de réserve, cette masse permet de ralentir le lent processus de récupération des droits perdus pendant les années 1990.

Wainfeld critique que ni la tradition syndicale argentine (avec l'exception honorable de la CTA, au-delà de la crise d'identité dans laquelle l'a plongé le gouvernement Kirchner, qu'elle n'appuie plus), ni les *Piqueteros* proches du pouvoir n'ont intérêt à encourager la création d'outils égalitaires indispensables comme une assurance-chômage universelle. En effet, pour que l'utilisation «clientéliste-politique» des programmes sociaux cesse, il faut les universaliser. L'absence d'une telle mesure égalitaire est, à ses yeux, injustifiable. Soulignons par ailleurs que la création d'un programme d'assurance-chômage universel ne fait partie d'aucun plan gouvernemental⁴¹⁸. De plus, le projet d'industrialisation prôné par Kirchner nécessite de bas salaires pour favoriser la concurrence et réduire les coûts de production. Certains auteurs, comme Maristella Svampa, vont jusqu'à démontrer comment le gouvernement Kirchner criminalise le conflit social et les mouvements *Piqueteros* d'opposition en stimulant les condamnations judiciaires à leur égard⁴¹⁹.

⁴¹⁶ www.patrialibre.org

⁴¹⁷ Alfredo Zaiat, «Además del salario», *Página/12* (Buenos Aires), 15 avril 2006. Seulement 35% de la population active a un contrat de travail légal qui lui garantit des bénéfices sociaux.

⁴¹⁸ Mario Wainfeld, 2 avril 2006.

⁴¹⁹ Entrevue accordée le 10 décembre 2004. Elle dénonce aussi l'augmentation des mesures répressives et même l'incarcération de militants accusés de délits liés à la protestation. Ces derniers sont, selon elle, des prisonniers politiques que le gouvernement refuse de reconnaître comme tels. Voir aussi *Alerta Argentina*.

Selon l'économiste Claudio Katz: «en se pliant au projet présidentiel, plusieurs combattants sociaux perdent la capacité de voir ce qui arrive et d'agir de manière autonome. Leur subordination s'exprime par la répétition du discours officiel contre la gauche. Ils proclament que cette frange politique «n'a pas d'électorat». Ils objectent aussi que la gauche organise ses propres groupements *Piqueteros*⁴²⁰». L'historien de gauche, Osvaldo Bayer, critique aussi: «une dichotomie entre le discours officiel revendicatif hérité d'un certain péronisme distributif, et d'autre part l'absence d'une politique socio-économique qui favorise le développement d'un marché interne au bénéfice des salariés. En ce sens, ce gouvernement a une dette envers le peuple travailleur⁴²¹». Nostalgique des époques d'interventionnisme étatique, l'auteur de plusieurs études sur les mouvements anarchistes du début du siècle croit qu'il faudrait lancer des grands plans de création de travail en Argentine. Bref, même chez les opposants de Kirchner les solutions aux problèmes argentins sont généralement reléguées à l'État. La mémoire collective est tellement imprégnée du modèle interventionniste incarné par le péronisme des années 1940, qu'il est parfois difficile de dépasser cet imaginaire. La matrice étato-centrique et une certaine nostalgie d'un modèle d'État providence ne sont jamais loin dans les discours des nationalistes et des progressistes, toutes tendances confondues. L'État doit être plus présent et le répertoire d'action collective dont ils disposent confirme cette notion. C'est pourquoi de nombreux militants *Piqueteros* choisissent de l'investir malgré toutes les contradictions que cela implique. Il faudrait être bien naïf ou romantique pour croire que la révolte citoyenne envers la classe politique de 2001 a effacé toute trace de ce type de construction politique.

4.11 Conclusion

Un mouvement comme *Barrios de Pie* crée un vaste réseau de travail social dans les quartiers défavorisés du pays et stimule la transformation des chômeurs en sujets ainsi qu'en citoyens, capables de s'affranchir de l'oppression et de recréer leur monde. Mais, en retraçant l'histoire de *Patria Libre* et de ses influences, force est de constater que ses militants ont des ancrages

⁴²⁰ Claudio Katz, «Argentine: Un gouvernement en dispute», *Risal*, 16 janvier 2005.

⁴²¹ Eduardo Valverde. «Si hay desocupados y hambre entre los niños, no hay democracia» *La Capital* (Buenos Aires), 21 mars 2006.

dans une lutte idéologique claire qui vise à renverser le pouvoir établi, à tisser des alliances politiques et à jouer le jeu électoral. Pour les militants de *Barrios de Pie*, qui rejoignent la coalition de Kirchner, le but est d'intégrer un mouvement qui a des visées de pouvoir, un appui massif de la population et des possibilités de changer l'état des choses à partir de la structure même du pouvoir. Comme nous l'avons vu dans ce chapitre, dans une optique léniniste, les *Piqueteros* de *Barrios de Pie*, guidés par des cadres politiques loyaux, forment la nouvelle avant-garde prolétaire. Leur héritage est moins celui des luttes syndicales que celui d'un front de militance attachée à une entité politique. Une sorte de phalange. Le discours actuel du mouvement *Barrios de Pie* est emblématique d'une telle idéologie. Dans le vaste projet nationaliste et anti-impérialiste qui le caractérise, la prise du pouvoir est un élément clé de sa stratégie de mobilisation sociale et politique.

On peut constater une faille entre l'idéal politique des cadres du parti et les motivations de survie des militants de base, particulièrement les femmes, qui s'engagent dans le mouvement d'abord pour résoudre des problèmes pressants de pauvreté et de désintégration des conditions de vie. Pourtant au sein du mouvement, ces nouveaux militants recomposent un tissu social, un sentiment d'appartenance et s'appliquent à bouleverser le regard que la société (et eux-mêmes) portent sur les pauvres, les exclus et les chômeurs. De nouveaux réseaux d'entraide se construisent ainsi qu'une nouvelle mise en pratique d'une citoyenneté basée sur la mobilisation et la conquête des droits. Comme l'a démontré Paul Bagguley, des mouvements de chômeurs doivent être construits à partir des valeurs culturelles des gens mobilisés⁴²². Ils se tissent grâce à une conscience de classe sociale, à une valorisation de l'action collective et de la communauté ainsi qu'aux résultats de luttes sociales passées⁴²³. À l'examen de *Barrios de Pie*, et de l'ensemble des mouvements *Piqueteros*, on constate que l'idéal militant péroniste, révolutionnaire et même l'exemple des Mères de la Place de Mai n'est jamais bien loin dans les discours plus intellectuels des cadres. Mais il trouve aussi un écho important dans l'engagement des militants de base somme toute imbibés de cette mystique de l'action collective qui a historiquement séduit les classes ouvrières. Les portraits de Perón et d'Evita dans toutes les maisons visitées dans les quartiers populaires en font foi.

⁴²² Bagguley, *op.cit.*, p.70.

⁴²³ Bagguley, *op.cit.*, p.56-70.

CONCLUSION

Au cours de son histoire tumultueuse, l'Argentine a connu des crises et des bouleversements structurels récurrents. À travers les années, un répertoire d'action collective ainsi qu'une culture organisationnelle se sont tissés. Ces événements ont contribué à la confection de légendes, de personnages mythiques, de routines et de valeurs qui composent le panorama du conflit social.

Comme nous l'avons examiné dans ce mémoire, la trame de la contestation argentine est abondante. En analysant d'abord l'histoire, nous avons pu établir un panorama de la culture politique argentine et des grands référents qui peuplent l'imaginaire collectif. Force est de constater que le péronisme en est le plus puissant et flexible de ces référents. Dès les années 1940, en échafaudant sa force sociale sur l'organisation et la vitalité de la classe ouvrière tout en portant l'État garant de ses droits, le péronisme a semé des idéaux encore soudés dans la société. Comme le soutient Daniel James, la «dignité» et la «justice sociale» sont des éléments fondateurs de «l'économie morale du péronisme⁴²⁴». La distribution de biens pour les pauvres est l'autre composante de la dynamique péroniste, associée à la figure d'Evita, le «pont d'amour⁴²⁵» entre le régime et le peuple dans le besoin. Après la chute du régime de Perón, la culture de la résistance ouvrière et de l'opposition aux régimes militaires intègre aussi le folklore péroniste.

Nous pensons que l'examen attentif de cette culture est nécessaire pour comprendre les formes que prennent les mobilisations des chômeurs. Car, malgré la brutalité du régime militaire, l'application des mesures néolibérales orthodoxes, la décollectivatisation du monde ouvrier et l'éclatement ultérieur des identités, ces notions ne sont pas complètement disparues et sont réactivées dans les conflits sociaux qui abondent à partir de la moitié des années 1990.

⁴²⁴ Daniel James, *Resistance and Integration. Peronism and the Argentina Working Class, 1946-1976*, Cambridge, Cambridge University Press, 1988.

⁴²⁵ Marysa Navarro, *Evita*, Buenos Aires, Edhasa, 2005.

La dégringolade économique des années 1990 et l'hécatombe qui explose en 2001, plongent le pays dans une pauvreté et une crise de représentation inédite. La sensation qui prime chez les analystes argentins de la question oscille entre l'indignation, la rage et l'incompréhension. La littérature sur la fragmentation de la structure sociale, la croissance de la marginalité, les ravages du chômage et la destruction des repères collectifs abonde. Mais l'innovation dans le cas argentin, c'est la capacité de mobilisation d'une catégorie sociale caractérisée par le repli, la passivité et le manque d'organisation collective: les chômeurs. Ils ont su saisir des opportunités politiques, faire appel à des valeurs de solidarité et de résistance et même innover dans leurs formes de lutte. En devenant des figures de proue du conflit social, les chômeurs démontrent une volonté de changement social et d'émancipation collective originale. Ce surgissement échappe largement aux cadres d'analyses classiques, même marxistes, des comportements et de la portée politique des chômeurs.

Dans les années 1990, la conflictualité syndicale s'atténue et «cesse de fonctionner comme le moteur du conflit social⁴²⁶». Expulsés du monde du travail et abandonnés par l'État, les chômeurs inventent un nouveau mode de protestation et vont même jusqu'à s'identifier comme l'alternative populaire au modèle capitaliste⁴²⁷. L'expérience du «Santiagoñazo» en 1993 et les premières mobilisations de Cutral-Co marquent le début d'un cycle de protestation qui ne va pas cesser de croître jusqu'à 2003, modifiant complètement le panorama politique. Grâce à la modalité originale des barrages routiers, les chômeurs exposent leur pauvreté et font pression sur les autorités. Cette méthodologie de lutte est accompagnée par la création de nouvelles formes d'organisation non gouvernementales, les *Piqueteros*, qui s'affairent à reconstruire l'identité, l'existence matérielle et la voix politique des «perdants» du système capitaliste néolibéral.

Ces nouveaux chômeurs exigent d'abord des réponses ponctuelles au chômage local. Ils proposent souvent des solutions concrètes: la création d'emplois, l'installation d'entreprises, la création d'assurance-chômage, ainsi que la prorogation du paiement des impôts. Par la

⁴²⁶ Michel Vakaloulis, «Les mouvements sociaux à l'épreuve du politique», In *Les mobilisations collectives: Une controverse sociologique*, Paris, PUF, 2003, p.83.

⁴²⁷ Toty Flores, *De la culpa a la autogestión*, 2002, p.100.

suite, certains mouvements des chômeurs majoritairement liés à des partis issus de gauche choisissent, dans une optique marxiste-léniniste, de conquérir le pouvoir. En canalisant la distribution de l'aide gouvernementale, les mouvements *Piqueteros* se sont organisés. En utilisant le statut de mouvement communautaire, ils font valider les heures de travail nécessaires dans leurs organismes pour l'obtention de programmes sociaux. Certains limitent leur exigence à l'encaissement des subventions et répondent à un système clientéliste, d'autres cherchent à conformer des fronts politiques et visent une sortie électorale de la crise, tandis que d'autres ont des conformations plus autonomes basées sur l'économie sociale et solidaire prônant l'autogestion. Dans cette perspective, la permanence du modèle péroniste et le système complexe d'échanges de service expliquent, en partie au moins, la réussite de la mobilisation des chômeurs sur une période assez longue. En effet, il est certain que la gestion des subsides par les organisations *Piqueteras* a contribué à la pérennité de l'action collective des sans-emploi.

Dans tous ces mouvements, on assiste à l'éveil des femmes et à leur rôle fondamental d'abord dans la protection de leurs familles, dans la contestation et ensuite dans l'introduction des problématiques liées à l'inégalité entre les genres. Ceux et celles qui étaient, jadis, intimidés face aux autorités tiennent, dorénavant, tête et mettent les gouvernements au défi. Ces pratiques et ces idées transforment les chômeurs en «travailleurs sans emploi» qui luttent pour la défense de leurs droits. Tout comme l'avait fait le péronisme pour les travailleurs, l'appartenance aux mouvements *Piqueteros* entraîne une demande de reconnaissance et de représentation dans la vie politique nationale⁴²⁸. Il s'agit d'une métamorphose identitaire des chômeurs qui génère chez eux une hausse dans l'estime, la fierté et la valorisation personnelle.

L'introduction de ce nouveau sujet collectif fait écho aux puissantes expériences militantes qui jalonnent l'histoire des mouvements anarchistes du début du siècle, à l'alliance entre les ouvriers et Perón du 17 octobre 1945⁴²⁹ jusqu'à la lutte armée des années 1970 et la résilience des Mères de la Place de Mai. En effet, on constate, dans nos entretiens, maintes références

⁴²⁸ Daniel James, *op.cit.*, p.18

⁴²⁹ Apellé depuis la journée de la loyauté péroniste.

faites à la persistance et à la volonté du peuple argentin de combattre l'injustice. Tel l'oiseau phénix, l'acteur collectif renaît de ses cendres malgré toutes les tentatives d'annihilation.

Le répertoire de conflit des mouvements *Piqueteros* est politique et culturel. Dans cette perspective, on ne peut pas considérer la croissance de la protestation en Argentine comme le résultat de doléances. La relation de cause à effet est bien plus complexe. Comme nous l'avons vu dans le deuxième chapitre, en nous appuyant sur les écrits de Tilly, de Bagdikian et de Tarrow, nous en arrivons à la conclusion que les injustices et la mise à l'écart que subissent les chômeurs n'expliquent pas à eux seuls le déclenchement de l'action collective. Plutôt comme l'affirme Javier Auyero, les protestations ont lieu dans la matrice de relations politiques qui précèdent les luttes sociales⁴³⁰.

Selon Tilly, la contestation émerge des processus politiques d'une population et représente bien plus qu'une expression de mécontentement et de tension diffuse⁴³¹. Un répertoire d'action collective comprend à la fois les routines quotidiennes et les réseaux de la population; son expérience accumulée d'action collective, sa mémoire et sa connaissance; des standards prédominants de droits et de justice ainsi que des schémas d'expression. Le concept de répertoire nous a intéressé puisqu'il se penche sur les habitudes de contention et les formes que prend l'action collective en considérant celle-ci à la lumière des attentes et des apprentissages d'une population. Le répertoire est donc une création culturelle qui s'apprend, non pas grâce à la propagande ou à de la philosophie abstraite, mais plutôt dans la pratique et le combat⁴³². À cet effet, Auyero utilise la métaphore de l'improvisation dans le jazz pour éclairer le concept. Dans cette perspective, les musiciens, tout comme les acteurs du conflit social vont jouer, agir et même innover à partir d'expériences partagées⁴³³. Nous avons vu comment les *Piqueteros* ont su puiser dans l'histoire argentine, ses traditions de revendications à la fois péronistes et révolutionnaires ainsi que ses objectifs conventionnels de prise du pouvoir. Ils ont également revalorisé les notions de justice, de citoyenneté et de dignité préexistantes tout en s'organisant à partir de réseaux de contention sociale prévalents

⁴³⁰ Auyero, 2005, p.4.

⁴³¹ Charles Tilly, *Roads From Past to Future*. Lanham, Mass., Rowman and Littlefield, 1997, p.120.

⁴³² Charles Tilly, «Contentious Repertoires in Great Britain», In *Repertoires and Cycles of Collective Action*, Editeur Mark Traugott, Durham, NC, Duke University Press, 1995, p.26

⁴³³ Auyero, 2005, p.32.

dans les quartiers pauvres. À ce répertoire, les *Piqueteros* ont innové en intégrant de nouveaux acteurs, comme les femmes, à la lutte sociale, en utilisant les subsides sociaux politiquement et en inventant de nouvelles expressions de lutte comme les barrages de route.

Pour de nombreux analystes et journalistes, les mobilisations des chômeurs sont le résultat des politiques économiques orthodoxes et de la profonde crise institutionnelle. Dans ce sens, Auyero signale même que «a disregard for history and for political processes at the root of contention is generalized even among “progressive” analysts⁴³⁴». Nous avons cherché à démystifier cette analyse et à creuser plus en profondeur en nous penchant dans le troisième chapitre sur l'émergence des mouvements et leurs formes d'organisation. Peut-être que notre perspective tient au fait que nous avons choisi de faire une recherche en profondeur dans la culture argentine. Notre analyse est ainsi le fruit, non pas d'une étude désincarnée ou idéalisée de la réalité quotidienne de nos sujets, mais plutôt d'une proximité et d'une insertion dans le milieu militant analysé.

L'étude du mouvement *Piquetero* nous porte à conclure que l'explosion de la réponse citoyenne en 2001 ne surgit pas du néant mais est l'aboutissement de nombreuses années de croissance du conflit social et de «fermentation» de l'indignation populaire. Dans ce sens, nous avons aussi cherché à démystifier la lecture selon laquelle la participation citoyenne dans une pléthore d'activités (gestion ouvrière des usines, troc, assemblées de voisins mobilisés), après 2001, serait nouvelle, autonome ou spontanée. Les entrevues sur le terrain exposées dans le quatrième chapitre démontrent en effet, que sans une organisation et une conscience politique préexistante, les mouvements *Piqueteros* n'auraient pas eu la portée et les formes qu'ont leur connaît. Comme le confirme Paul Bagguley, l'existence d'une culture organisationnelle antérieure ainsi qu'une conscience radicale de classe facilitent l'essor de mouvements de chômeurs revendicatifs⁴³⁵. Bien sûr, tout phénomène est à la fois nouveau et ancien, se plaçant à la fois en rupture et en continuité avec les phénomènes précédents. Nous avons ainsi souhaité examiner les attaches institutionnelles et idéologiques des *Piqueteros* tout en dénotant certaines modifications qu'ils ont apportées au répertoire de la mobilisation.

⁴³⁴ Auyero, 2005, p.32.

⁴³⁵ Bagguley, *op.cit.*,p.202.

Nous avons ainsi illustré comment pour les idéologues du parti, la mobilisation sociale post-2001 représente une continuité avec un but politique conventionnel alors que pour plusieurs militants à la base, notamment les femmes, elle représente une nouveauté.

Dans cette perspective, nous croyons que 2001 représente un point tournant dans la vie politique argentine. Depuis, la société questionne et critique l'expérience politique du néolibéralisme. On note qu'une nouvelle conscience populaire s'affirme et que le mouvement *Piquetero* consolide (du moins pendant un certain temps) des réseaux de solidarité entre les classes sociales, phénomène nouveau dans l'histoire du pays⁴³⁶. Selon l'un des plus brillants représentants de la droite argentine, Rosendo Fraga, les idées ménémistes (désengagement de l'État, privatisations, développement tourné vers l'extérieur) liées aux années 1990 ne sont plus populaires. On les considère d'emblée responsables de la destruction de l'appareil productif argentin. L'autre conséquence du nouveau régime de Kirchner que souligne cet auteur est l'exacerbation du nationalisme. Kirchner semble incarner l'espoir de la réalisation du grand destin national fortement teinté «d'argentino-centrisme» et qui fait appel aux archétypes profondément ancrés dans l'imaginaire argentin⁴³⁷.

Grâce à cet appel, depuis 2003, Kirchner est en mesure de rallier progressivement certains mouvements *Piqueteros* et de déstabiliser les bases du conflit social. Notons que la croissance économique enregistrée depuis l'élection de Kirchner a aussi changé l'ardeur et l'ampleur de l'appui à l'antagonisme au gouvernement. En effet, ses opposants ont en grande partie perdu le *momentum* politique. La protestation sociale redevient de plus en syndicale, terrain plus facilement contrôlé par l'entremise de l'appareil institutionnel⁴³⁸. On assiste ainsi à la naissance d'un tout nouveau scénario dont les pourtours sont difficilement prévisibles. À cet égard, qui aurait prévu en 2001 que des mouvements *Piqueteros* choisiraient de construire une force politique en s'alliant au péronisme? L'incapacité des *Piqueteros* et, d'ailleurs de toute la gauche argentine, à s'unir et construire un espace de participation politique, sociale et citoyenne à l'extérieur du pôle d'attraction du péronisme, représente un échec.

⁴³⁶ Armony, 2004, p.15.

⁴³⁷ Rosendo Fraga, «Entre el nacionalismo y el argentino-centrismo», *Nueva Mayoría*, 4 avril 2006.

⁴³⁸ Rosendo Fraga, «Sindicatos en la Argentina de Kirchner Segunda Entrega: El rol de los sindicatos» *Nueva Mayoría* (Buenos Aires), 24 avril 2006. Selon cette analyse, les syndicats péronistes (CGT) tissent des alliances avec Kirchner, la CTA s'en éloigne et d'Élia (FTV) se situe toujours dans la coalition de Kirchner.

On observe, pourtant, dans les dernières années une repolitisation de la société. La politique (l'intérêt pour les problématiques vitales de la communauté) occupe à nouveau le scénario national et il est certain qu'on y voit l'expression d'un réel besoin de changement. Perón dirait à cet égard que «la conscience sociale ne peut se retenir une fois qu'elle commence à agir⁴³⁹». La conscience naît de la pratique. Que de nombreux chômeurs aient rejoints les mouvements *Piqueteros* dans l'espoir d'y obtenir une amélioration de leurs conditions de vie dans le cadre de pratiques teintées de clientélisme n'enlève rien à l'éclosion citoyenne dont ils sont des acteurs incontournables. Les changements sociaux sont lents. Ceux qui sont tombés dans l'abyme en portent les cicatrices.

Nous retiendrons la notion d'autonomie véhiculée par certains des mouvements *Piqueteros* comme la tentative, collective ou individuelle, d'opérer un changement tant aux niveaux personnels que politiques et communautaires. Quand une femme organise une cantine populaire, elle manifeste une pratique autonome, même si elle n'est pas autonome d'un parti politique. En effet, comme nous avons pu le constater bien que *Barrios de Pie* soit lié à un parti politique, les femmes qui l'intègrent à la base (70% des participants) sont par contre très peu intéressées aux questions politiques traditionnelles.

La conscientisation de la population est un premier pas dans la lutte contre la passivité politique et une semence des germes du changement. Les pratiques autonomes, bien qu'elles cherchent à dépasser les traditions qui ont dominé la vie politique argentine, ne règlent finalement pas le problème de la faim et de la pauvreté de plus du tiers de la population. Il est aussi bien difficile de concevoir les pourtours du concept de l'autonomie dans une société pour laquelle l'horizon politique demeure encadré par les relations entre l'État et les mouvements sociaux. La population argentine a la particularité de concevoir l'État comme un arbitre, voire un pilier sur lequel s'échafaude une série de droits qui doivent être garantis par ce même État : l'éducation, la santé et l'accès aux services publics. On pourra se questionner à savoir pourquoi nous n'avons pas choisi d'examiner les pratiques *Piqueteras* les plus novatrices et originales, celles qui tentent de dépasser l'horizon péroniste,

⁴³⁹ Cité par Martín Cerri. *La revolución nacional*, 19 janvier 2002.

nationaliste et de nous attarder sur le mouvement qui garde le plus de liens avec un tel héritage. Peut-être que la manière dont ces expériences plus autonomes ont été «consommées» nous a rebuté⁴⁴⁰. L'ancrage autonome de plusieurs mouvements *Piqueteros* nous est aussi apparu souvent empreint d'une orthodoxie proche de celle qu'ils dénoncent. C'est la conformité des individus avec leurs organisations, leur fidélité (allégeance) à des projets collectifs et l'ancrage de ceux-ci dans l'histoire qui nous a finalement intéressé.

Nous croyons qu'un changement social doit se construire sur une multitude de fronts: l'individuel, le communautaire, le social et l'institutionnel. Aucun ne peut être négligé. On pourra reprocher à une organisation comme *Barrios de Pie* son manque de préoccupation par rapport aux soucis personnels de ses membres (une abnégation totale leur est demandée), ses contradictions inhérentes à la lutte pour le pouvoir, son nationalisme exalté et son manque complet de réflexion sur l'écologie. En effet, son projet nationaliste fait la promotion d'un modèle industrialiste qui représentera éventuellement une pression sur les ressources naturelles. De plus, nous croyons que l'idéologie derrière *Patria Libre* et, par conséquent, de *Barrios de Pie* tend à incorporer, tout comme le péronisme, deux tendances: la promotion de valeurs sociales et l'intolérance vis-à-vis de ses adversaires. La pratique de *Barrios de Pie* tient aussi à produire un type de conscience qui vise éventuellement l'accumulation de force, la légitimité et la représentation politique. Nous sommes persuadés que les idéologues de *Barrios de Pie* appuient la phrase de Perón pour qui, «organiser, c'est endoctriner». N'oublions pas que le prosélytisme est propre à tout parti politique, voire à tout projet collectif qui se construit à partir de croyances profondes comme peuvent l'être le besoin de lutter contre l'injustice, la pauvreté et le chômage.

Toute cette réflexion nous conduit à lancer quelques interrogations quant aux impacts de la participation d'un mouvement social dans l'État et sa capacité d'y opérer des changements. La tradition et le répertoire argentins portent à démontrer que c'est au sein de l'État que les véritables décisions se prennent. C'est ce qui conduit un mouvement comme *Barrios de Pie*

⁴⁴⁰ Nous pensons ici plus particulièrement à l'esthétisation de ces nouveaux mouvements sociaux qui nous invitent à ne les examiner que dans leur capacité d'engendrer du nouveau. Inscrits dans la mouvance du courant altermondialiste qui fait la promotion des nouveaux mouvements sociaux identitaires, culturels et sans idéologie rigide, les mouvements *Piqueteros* autonomes ont été médiatisés et prisés par une foule d'analystes qui cherchent à dépasser les cadres traditionnels, notamment marxistes, de l'action collective.

à y construire une présence. L'autre enseignement que nous fournit l'histoire argentine est que la politique se compose d'alliances et que, selon une vision pragmatique, celles-ci sont nécessaires à l'obtention du pouvoir. Peut-on affirmer qu'un mouvement devient automatiquement corrompu en se joignant au gouvernement ? En tout cas, en Argentine, tous ceux que nous avons rencontrés demeurent convaincus que l'État doit être responsable de sa population et garantir son bien-être. La participation dans ces instances ne peut être négligée.

Il reste à savoir quelles formes prendront les organisations *Piquetaras* dans le futur et si *Barrios de Pie* continuera de s'identifier comme un mouvement de chômeurs. Ses militants passeront-ils plutôt à constituer l'institutionnalisme qui soutient le modèle économique d'accumulation capitaliste ? Ou plutôt, leur stratégie portera fruit et leur permettra d'influer l'orientation, la puissance et la stratégie du programme présidentiel. Reste à savoir, combien de temps cette stratégie se maintiendra, quelles scissions elle provoquera dans le mouvement et comment la nature même du projet populaire que prônent les militants en sera affectée. On peut se demander quels compromis *Barrios de Pie* devra faire pour appuyer le projet gouvernemental. Sans aucun doute, il existe une grande différence entre prendre le pouvoir et intégrer des postes gouvernementaux au sein de la structure du parti péroniste qui a maintes fois démontré sa voracité pour le pouvoir. De plus, à l'aide du concept de répertoire de Tilly, on perçoit aussi qu'il existe une tradition intégrative, coopératrice et assimilatrice, des classes populaires de longue date dans les instances péronistes. Les *Piqueteros* sont-ils condamnés à faire le choix entre la marginalisation et l'institutionnalisation ? Ce dilemme est au cœur des débats actuels dans les mouvements.

Mais pourtant, malgré l'institutionnalisation croissante de plusieurs mouvements *Piqueteros*, leurs pratiques marquent un changement profond dans le paradigme de destruction des droits amorcé pendant la dictature. Que les populations les plus exclues du système envisagent aujourd'hui d'être présentes dans les institutions gouvernementales est, à notre avis, positif malgré la récupération ou corruption politique qui peut s'en suivre. Les *Piqueteros* ont donné un sens collectif et politique à leur condition. De plus, ils ont démontré l'importance qu'ont les mobilisations populaires tout comme la conquête des droits dans l'exercice d'une citoyenneté active et de la revitalisation du champ du politique.

4.1 Carte de l'Argentine

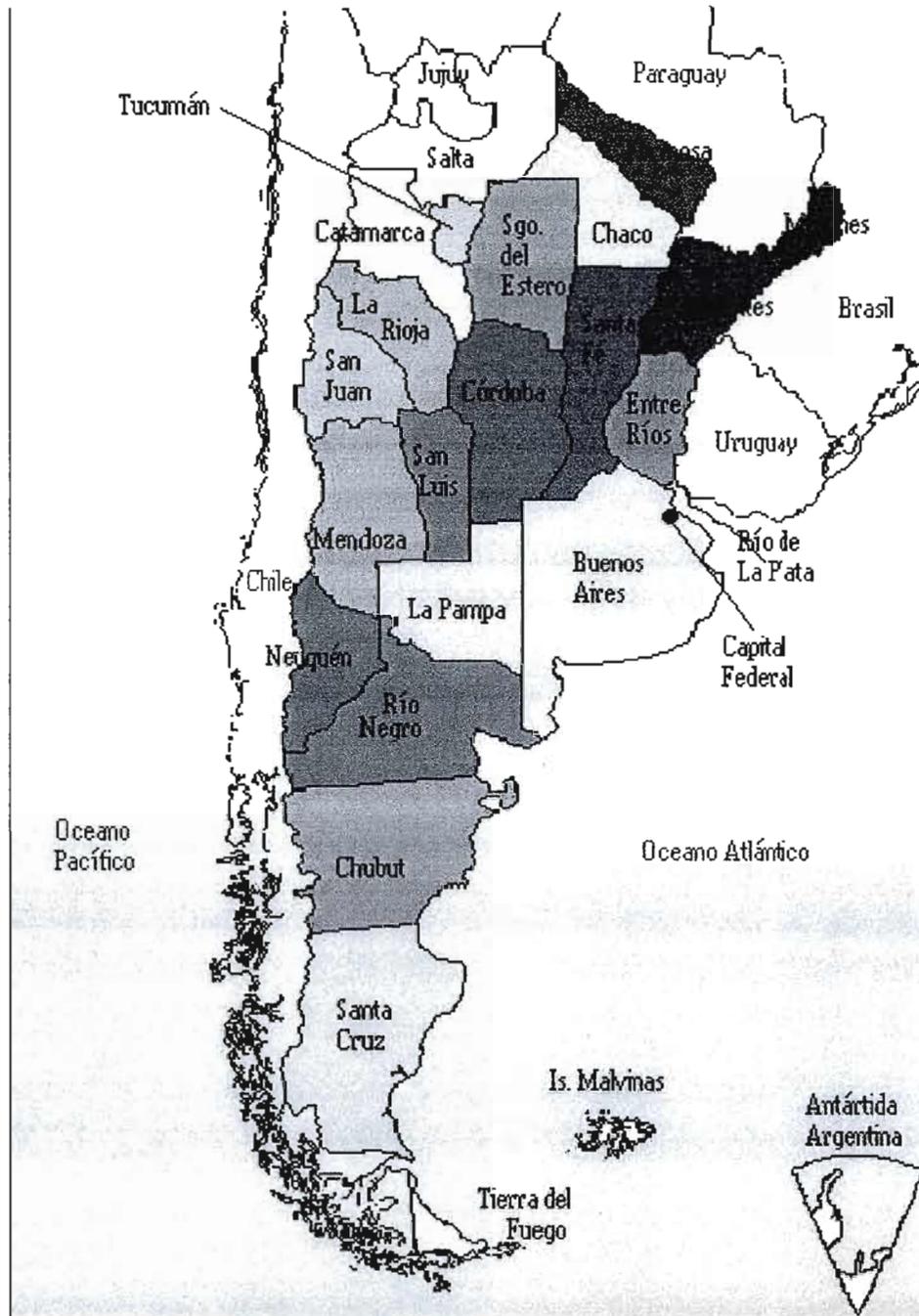
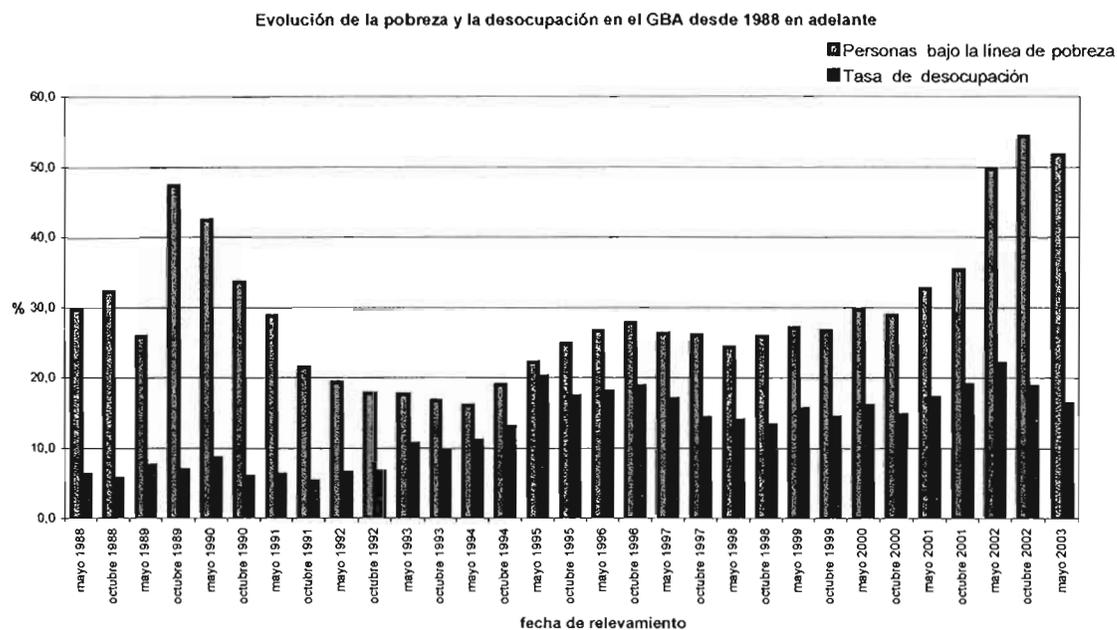


Figure 4.2 Évolution de la pauvreté et du chômage entre 1988 et mai 2003
 Source : INDEC –avril 2006

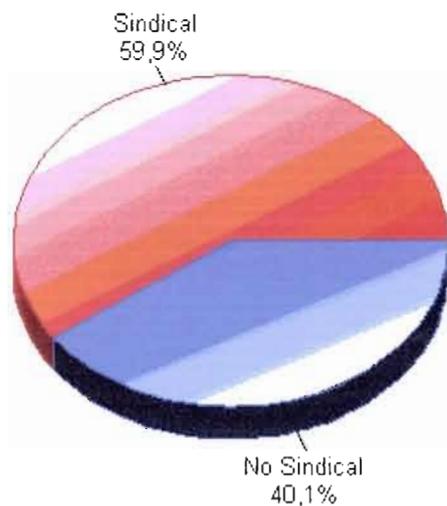


En rouge : personnes sous la ligne de pauvreté
 En Bleu : taux de chômage

**Figure 4.3 Relations entre le conflit syndical et le conflit non –syndical
Entre 1991 et 2001
Source CISI**

**Relación entre la Conflictividad
de origen Sindical y la No Sindical**

Total del periodo 1991-2001



NOTA: Los conflictos No Sindicales incluyen la conflictividad de los sectores sociales, vecinales, e

BIBLIOGRAPHIE

Armony, Victor. *Représenter la nation : le discours présidentiel de la transition démocratique en Argentine (1983-1993)*. Montréal: Balzac, 2000.

---. «L'Argentine prisonnière de sa vision mythique», *Le Devoir*, Montréal, 22 janvier 2002.

---. *L'énigme argentine. Images d'une société en crise*. Montréal: Athéna Editions, 2004.

Auyero, Javier. *La Política de los Pobres*. Buenos Aires: Ediciones Manantial, 2001.

---. *La protesta. Retratos de la beligerencia popular en la Argentina democrática*. Buenos Aires : Libros del Rojas, 2002.

---. «Protest in Contemporary Argentina. A Contentious Repertoire in the Making», 2005, www.sunysb.edu/sociol/faculty/Auyero/auyero.html

Araújo, Ana María. *Impactos del Desempleo : transformaciones en la subjetividad*. Montevideo: Ediciones Alternativas, 2002.

Arriagada, Irma. *Cambios y desigualdad en las familias latinoamericanas*. Santiago, Chile Revista de la CEPAL 77 , 2002.

Bagguley, Paul. *From protest to acquiescence?: Political movements of the unemployed*. Basingstoke, Angleterre: Macmillan Education, 1991

Basualdo, E.M., Azpiazu, D. et al. «El proceso de privatización en la Argentina. La renegociación con las empresas privatizadas, revisión contractual y supresión de privilegios y de rentas extraordinarias» Universidad Nacional de Quilmes / IDEP/ Página 12, *El proceso de privatización en Argentina*, avril 2002.

Bauman, Zygmunt. *La globalización. Consecuencias Humanas*. San Pablo: FCE, 1999.

Bermúdez, Ismael. ---.«La desocupación subió a 14,8%: hay 2,2 millones de personas sin empleo» *Clarín*, 18 septembre 2004.

«El desempleo en las mujeres» *Clarín (Buenos Aires)*, samedi 11 juin 2005.

---.«El empleo en negro no cede: afecta al 47,5% de los asalariados», *Clarín (Buenos Aires)*, samedi 11 juin 2005. .

Bessa, Elena. «Contestation sociale et exercice de la citoyenneté: le cas du "mouvement *Piquetero*" en Argentine». Mémoire de maîtrise, Montréal, Université du Québec à Montréal, 2003.

Bigo, Antoine. «Trente ans après le coup d'État en Argentine - Une certaine idée de la démocratie.» *Le Devoir* (Montréal), 24 mars 2006.

Bonasso, Miguel. *El palacio y la calle*. Buenos Aires: Planeta, 2002.

Brailovsky, Javier, et Romina Ruffato. "El turismo *Piquetero*". *Página /12* (Buenos Aires), 23 février 2003.

Burgess, Katrina et Steven Levitsky. «Explaining populist party adaptation in Latin America.» *Contemporary Political Studies*. Octobre 2003, p.890-891.

Bayer, Osvaldo. «El país peronista», *Página 12* (Buenos Aires), 28 avril 2003.

Camarasa, Jorge. *Días de furia*. Buenos Aires: Editorial Sudamericana, 2002.

Canelo, Paula. *La construcción de lo posible: Identidades y política durante el menemismo. Argentina, 1989-1995*. Buenos Aires: FLACSO, 2002.

Caparros, Martín et Eduardo Anguita. *La Voluntad. Una historia de la militancia revolucionaria en la Argentina 1966-1973. Tomo I*. Buenos Aires: Grupo Editorial Norma, 1997.

Castel, Robert. *Les métamorphoses de la question sociale, une chronique du salariat*. Paris: Gallimard, 1999.

Edna Castro, «Citoyenneté, société civile et mouvements sociaux au Brésil», In Marques-Pereira, Bérengère et Ilan Bizberg (éds.), *La citoyenneté sociale en Amérique latine*, Paris, L'Harmattan, 1995, p.96-110.

Castells, M, et A. Portes, «World underneath : the origins, dynamics and effects of the informal economy», In Portes A., Castelles et M. Benton L. A. (eds.) *The informal economy. Studies in advanced and less developed countries*, Baltimore et London: The Johns Hopkins University Press, 1989, p. 11-37.

Cavarozzi, Marcelo. «Au-delà des transitions à la démocratie en Amérique latine.» 1994. http://multitudes.samizdat.net/article.php3?id_article=854#nb5

Chabanet, Didier. «Quand les 'sans' se mobilisent: les marches européennes contre le chômage, la précarité et les expulsions.» European University Institute, Florence, Robert Schuman Centre for Advanced Studies, European Forum Series, n° 2000/48, p.1-29.

Chazel, F. (dir.) «Mouvements sociaux». In *Traité de sociologie*. Paris: Presses Universitaires de France, p. 263-312.

Cerri, Martín, *La revolución nacional*, 19 janvier 2002,
<http://www.nadir.org/nadir/initiativ/agp/free/imf/argentina/index.htm>

Colectivo Situaciones. *Apuntes para el nuevo protagonismo social*. Buenos Aires: Édition De Mano en Mano, 2002.

Cours-Salies, Pierre, et Michel Vakaloulis (sous la direction de). *Les mobilisations collectives : une controverse sociologique*. Paris : Presses universitaires de France, 2003.

Corten, André. «Buenos Aires: Misère à perte de vue». *Les Temps Modernes*, 59, no 6264, janvier-février 2004, p. 58-78.

Cufre, David. «Salir del pozo es cada vez más difícil.» *Pagina /12 (Buenos Aires)*, 23 septembre 2005.

De Riz, Liliana. *La política en suspenso. 1966/1976*. Buenos Aires: Paidós, 2000.

Di Marco, Graciela, et Beatriz Schmukler. *Madres y democratización de la familia en la Argentina* Contemporánea. Biblos: Argentina, 1997.

---. «El sostén de los hogares : Trabajo , participación y relaciones de género.» Ateneo. Centro de documentación en políticas públicas. Gobierno de la Ciudad de Bs. As, 2003.

Doimo, Ana Maria. *A vez e a voz do Popular. Movimentos sociais. Participação política no Brasil pós-70*. Rio do Janeiro: Relume Dumara, 1995.

Dugré, Geneviève. «Le mouvement altermondialiste et le Forum Social Mondial : De la diversité à l'homogénéisation», Montréal, Document de la Chaire MCD, juillet 2005.

Dupuis, François. *Sociologie du changement. Pourquoi et comment changer les organisations*. Paris: Dunod, 2004.

Farinetti, Marina. «Que queda del 'movimiento obrero'?. Las formas del reclamo laboral en la nueva democracia argentina.» *Trabajo y Sociedad, Indagaciones sobre el empleo, la cultura y las practicas políticas en las sociedades segmentadas*. Santiago del Estero, no.1, vol. I, juin-septembre 1999.

Flores, Toti. *De la Culpa a la autogestión. Un recorrido del Movimiento de Trabajadores Desocupados de La Matanza*. Buenos Aires: Editora MTD, 2002.

Foucault, Michel. «What is Enlightenment?». Dans Paul Rabinow. *The Foucault Reader*. Londres : Penguin Books, 1984, p. 38.

Fraga, Rosendo. «A 60 años del primer triunfo electoral del peronismo», *Nueva Mayoria*, 24 février 2006.

---. «Entre el nacionalismo y el argentino-centrismo», *Nueva Mayoria*, 4 avril 2006.

---. «Claves políticas de la Argentina.» *Nueva Mayoria*, 10 avril 2006.

Fraser, Nancy. «Repensando la esfera pública : una contribución a la crítica de la democracia actualmente existente.» In *Habermas and the Public sphere*. Cambridge : The MIT Press, 1992.

Freire, Paulo. *Pedagogía del oprimido*. Buenos Aires: Siglo veintiuno editores, 2003.

Gambetta, Carlos. «Le naufrage du «Modèle FMI». Crise totale en Argentine.» *Le Monde Diplomatique* (Paris), janvier 2002.

Dumont, Fernand. *Genèse de la société québécoise*. Montréal: Boréal Compact, 1999.

Gibson, Edward, et Ernesto F Calvo. *Coaliciones Electorales y Reformas económicas en la administración de Menem*. Northwestern University, 1997.

Goirand, Camille. 2002. «La démocratie participative au Brésil : les expériences de budgets municipaux participatifs.» *Cahiers du GELA*, n 2, p.125-150.

Godio, Julio. *Argentina : en la crisis está la solución. La crisis global desde las elecciones de octubre de 2001 hasta la asunción de Duhalde*. Buenos Aires: Biblos, 2002.

Gohn, Maria da Gloria. *Movimentos sociais e luta pela moradia*. São Paulo: Edições Loyola, 1991.

Guzmán, Virginia, et R. Todaro «La discriminación laboral ingresa a la agenda pública.» *El Trabajo de las mujeres en el tiempo global*. Santiago de Chile : Rosalba Todaro y Regina Rodríguez Editoras, 1995.

Gwartney, James, Robert Lawson, et Walter Block. *Economic freedom of the world, 1975-1995*. Vancouver, British Columbia: The Fraser Institute, 1996.

Held, David. *Democracia y orden mundial*. Barcelone: Paidós, 1997

Heredia, Mariana. «Reformas estructurales y renovación de las elites económicas en Argentina: estudio de los portavoces de la tierra y del capital.» *Revista Mexicana de Sociología*, año 65, no 1 (janvier-mars 2003), p.77-115.

Hopstein, Graciela. «*Piqueteros* : limites et potentialities.» *Risal*, 15 octobre 2003.

Iñigo Carrera, Nicolas. «Las Huelgas Generales Argentina 1983-2001 : un ejercicio de

periodización». *Documentos y comunicaciones : PIMSA*, Buenos Aires, no 5, 2001.

James, Daniel. *Resistance and Integration. Peronism and the Argentina Working Class, 1946-1976*. Cambridge: Cambridge University Press, 1988.

Jelin, Elizabeth. *Las Mujeres y la cultura ciudadana en América Latina*. Buenos Aires: UBA- Conicet., 1996.

Jordan, John. «Diary of a Revolution». *The Guardian* (Londres), 25 janvier 2003.

Jorquera, Miguel. «Las organizaciones *Piqueteras* ayudaron a contener a la gente más marginada y desesperada», *Página/12* (Buenos Aires), 13 octobre 2005.

Jozami, Angel. *Argentina : la destrucción de una nación*. Barcelona : Mondadori, 2003.

Katz, Claudio. «Problems of Autonomism», *International Socialist Review* (Chicago), no 44, Nov-Déc 2005.

---. «Argentine: Un gouvernement en dispute», *Risal*, 16 janvier 2005.

---. «El paisaje de la gran rebellion», *Risal*, 5 mars 2002.

Kessler, Gabriel, et Mercedes di Virgilio. «The New Urban Poverty in Argentina and Latin America». In *Becoming global and the new poverty of cities*. Washington DC : Woodrow Wilson International Center for scholars, 2005.

Naomi Klein, *No Logo*, Random House, 2001.

---. «Argentina: A New Kind of Revolution. Out of the ordinary», *The Guardian* (Londres), 25 janvier 2003.

Lander, Edgar. «Quel projet politique d'intégration pour l'Amérique latine?», *CATDM*, 16 décembre 2004.

Lara, Rodolfo. «Acuerdo político de Solá con grupos *Piqueteros*», *Clarín* (Buenos Aires), 2 février 2006.

Laufer, R. Et Spiguel, C. «Las «puebladas argentinas» a partir del «santiagueñazo» de 1993. Tradición histórica y nuevas formas de lucha», dans López Maya, M. *Lucha popular, democracia, neoliberalismo: protesta popular en América Latina en los años de ajuste*, Caracas: Nueva Sociedad, 1999.

Levitsky, Steven. *Transforming labor-based parties in Latin America: Argentina. Peronism in comparative perspective*. New York: Cambridge University Press, 2003.

Lukacs, Georg. Lenin. *A Study on the Unity of his thought*. Cambridge : The MIT Press, 1971.

- Mancebo, Martha. «La sociedad argentina de los '90: crisis de socialización», dans *Los noventa. Política, sociedad y cultura en América Latina y Argentina de fin de siglo*, Buenos Aires; Flacso-Eudeba, Universidad de Buenos Aires, 1999, p.193.
- Marques-Pereira, Bérengère (éd) et Ilan Bizberg (éd). *La citoyenneté sociale en Amérique latine*. Paris : L'Harmattan, 1995.
- Martin, V. *Les comportements politiques des chômeurs*. Mémoire de DEA. Paris : IEP, 1993.
- McGuire, James W. «Strikes in Argentina: Data Sources and recent Trends», *Latin American Research Review*, vol 31, n3, 1996.
- Melucci, Alberto. *Nomads of the present social movements and individual needs in contemporary society*. Philadelphia : Temple University Press, 1989.
- Mouffe, Chantal. «Feminismo, ciudadanía y política democrática radical». *Revista Debate Feminista: Ciudadanía y Feminismo*. México, 2001.
- Minujín, Alberto, et Gabriel Kessler. *La nueva pobreza*, Buenos Aires, Planeta, 1995.
- Navarro, Marcos. «Populisme, réformes libérales et institutions démocratiques en Argentine (1989-1999).» <http://www.erudit.org/revue/ps/2002/v21/n2/000480ar.pdf> p.92-93.
- Navarro, Marysa. *Evita*. Buenos Aires: Edhasa, 2005.
- O'Donnell, Guillermo et Philippe C. Schmitter. «Conclusiones tentativas sobre las democracias inciertas» In *Transiciones desde un gobierno autoritario*, volume 4, Buenos Aires: Paidós, 1988.
- Palast, Greg. «World Bank Secret Documents Consumes Argentina», www.gregpalast.com, 4 mars 2002.
- Pavlovsky, Eduardo. «Freud y los Piqueteros», *Página/12* (Buenos Aires), 4 décembre 2003.
- Pérez Germán J., et Martín Armelino. «¿Cómo (re)construir la unidad del «campo popular»? Las estrategias políticas de la CTA a partir de la crisis de 2001». Dans *La protesta social en argentina: 1989-1999*. Federico Schuster, Instituto Gino Germani (FCS-UBA), 2003.
- Pucciarelli, Alfredo. *La democracia que tenemos*. Buenos Aires: Libros del Rojas, 2001.
- Oliveira, Marina Ariza Orlandina de. «Acercas de las familias y los hogares: estructura y dinámica», *Familia, Trabajo y género*. Compilé par Catalina Wainermann. Buenos Aires : Fondo de Cultura Económica, 2003.

- Palermo, Vicente. (1994). El menemismo, perdura? dans Aníbal Iturrieta (Ed.), *El pensamiento político Argentino contemporáneo* [Contemporary Argentine political thought] (309-345). Buenos Aires, Argentina: Editor Latinoamericano.
- Pateman, Carole. *Participation and democratic theory*. Cambridge: Cambridge University Press, 1970.
- Petras, James. «Movimiento de trabajadores Desocupados en Argentina», *La Maza suplemento especial*, 2002, p 26-32.
- . «Argentina: 18 months of popular struggle.» *Canadian Dimension* (Winnipeg) Vol.37, n° 4, Juillet/Août 2003.
- Piven, Frances Fox et Richard A. Cloward. *Poor people's movements: why they succeed, how they fail*. New York : Vintage Books, 1979.
- Ranis, Peter. *Argentine Workers. Peronism and Contemporary Class Consciousness*. Pittsburgh : University of Pittsburgh Press, 1992.
- Rouquié, Alain. *L'Argentine*. Paris : Presses universitaires de France, 1984
- Schapira, Marie-France Prévôt. «Les banlieues de Buenos Aires territoires urbains et politiques sociales». *Problèmes d'Amérique latine*, n 14, juillet-septembre 1994, p 283-295.
- Schvarzer, Jorge. «Argentine: la longue agonie de la convertibilité». *Problèmes d'Amérique latine*, n 42, 2001, p 3-20.
- Sidicaro, Ricardo. *La crisis del estado y los actores políticos y socioeconomicos en la Argentina (1989-2001)*. Buenos Aires: Libros del Rojas, 2001.
- Sigal, Silvia & Torre, Juan Carlos. «Reflexiones en torno a los movimientos laborales en América Latina». In Katzman et Reyna (compilation): *Fuerza de trabajo y movimientos laborales en América Latina*, México, 1969.
- «Sigue muy alta popularidad del presidente Kirchner.» *Observatorio Electoral*. 23 décembre 2003.
- Seone, Maria. *Todo o nada. La historia secreta y la historia pública del jefe guerrillero Mario Roberto Santucho*. Buenos Aires : Planeta Bolsillo, 1991.
- Spaltemberg, Ricardo. *Conflictos laborales en la Argentina: 1984-1994*. Buenos Aires: Instituto de recherches Gino Germani, 1996.
- Svampa, Maristella, et Sebastian Pereyra. *Entre la ruta y el barrio. La experiencia de las organizaciones Piqueteras*. Buenos aires: Editorial Biblos, 2003.

Svampa, Maristella. «Que reste-t-il de la culture péroniste dans l'Argentine de la fin des années 1990?» *Problèmes d'Amérique latine*, n 35, oct-déc. 1999, p 25-39.

---. *Desde abajo : Transformación de las identidades*. Buenos Aires : Editorial Biblos, 2000.

---. *La brecha urbana*. Buenos Aires: Claves para todos, 2004.

Szwarcberg, Mariela L. «Feeding Loyalties Political Clientelism in Argentina. An Analysis of the Case of the Manzaneras.» The University of Chicago: Department of Political Science, 2003.

Tarrow, Sidney G. *Power in movement. Social Movements and Contentious Politics*. Cambridge: Cambridge University Press, 1996.

Tilly, Charles. *La France conteste de 1600 à nos jours*. Paris: Fayard. L'espace du politique, 1986.

---. «Contentious Repertoires in Great Britain». In *Repertoires and Cycles of Collective Action*. Editeur Mark Traugott. Durham, NC: Duke University Press, 1995.

---. *Roads From Past to Future*. Lanham, Mass.: Rowman and Littlefield, 1997.

Juan Carlos Torre. *Los sindicatos en el gobierno 1973-1976*. Centro Editor de America Latina, 1983.

Touraine, Alain. *Les sociétés dépendantes*. Paris: Éditions J. Duculot, 1976

Tosi, María Cecilia. «Los *Piqueteros* ya no muestran un gran poder de movilización». *La Nación* (Buenos Aires), 10 avril 2006.

Valverde, Eduardo. «Si hay desocupados y hambre entre los niños, no hay democracia» *La Capital* (Buenos Aires), 21 mars 2006.

Vilas, Carlos M. Actores, sujetos, movimientos ¿ dónde quedarán las clases?» Buenos Aires: *Cuadernos del CENDES*. Année 13, n 32, Mai-Août 1996.

Yuval-Davis, Nira. «Ciudadanía y Política», *Document Préparatoire pour la Conférence sur les femmes et la citoyenneté*. Université de Greenwich, 16-18 juillet 1996: Mujeres, Ciudadanía Y Diferencia, 1996.

Mario Wainfeld. «Los compañeros de ruta». *Página/12* (Buenos Aires), 2 avril 2006.

---.«La plaza y los campings». *Página/12* (Buenos Aires), 4 septembre 2005.

Wortman, Ana. *Imágenes publicitarias/Nuevos burgueses*. Buenos Aires: Prometeo libros, 2004.

Alfredo Zaiat. «Además del salario», *Página/12* (Buenos Aires), 15 avril 2006.

Zibechi, Raúl. «Dix ans de mouvement *Piquetero*: le changement social en marche», *Risal*, 9 septembre 2005.

---. *Genealogía de la revuelta. Argentina: la sociedad en movimiento*. Montevideo-La Plata-Buenos Aires: Nordan-Letra Libre, 2003.